



CIHEAM

International Centre for Advanced
Mediterranean Agronomic Studies

PRESS REVIEW

Current Events in Euro-Mediterranean Agriculture, Food and Environment

JUNE 2012



CIHEAM

Centre International de Hautes Études
Agronomiques Méditerranéennes

Cette revue de presse reprend les articles signalés sur le site du CIHEAM en juin 2012,
à partir du travail de recherche des informations réalisé
au sein du Secrétariat Général par Sébastien Abis (administrateur) et Matthieu Brun (stagiaire)

Abonnez-vous à notre système de veille

et suivez jour après jour l'actualité agricole, alimentaire et environnementale en Méditerranée
grâce à notre plate-forme informative disponible à l'adresse suivante

<http://www.scoop.it/t/ciheam-press-review>



www.ciheam.org

Sommaire

L'Europe doit utiliser l'eau de manière plus rationnelle.....	6
Maroc : le Royaume importe moins de céréales.....	7
Grèce : vers une révolution agricole alternative ?.....	7
Le Parlement européen approuve des règles plus strictes pour sauver le thon rouge.....	8
Maroc : Aquaculture, enfin un plan d'action.....	9
Algérie : Le niet officiel perdure contre des OGM... bien présents dans les assiettes.....	10
Grand déficit d'eau au Maroc d'ici 2030	11
France : des associations partent à la chasse au gaspillage alimentaire	12
Le réchauffement climatique reverdit le Sahara	13
Tunisie : Makataris, le mégaprojet agricole de Tunisia Holding.....	14
Lebanon's first eco-restaurant	14
Maroc : le partenariat public-privé est amorcé dans les activités d'irrigation	15
IGC lowers world wheat output for 2012-13 to 671 mn tonne.....	16
ALE Maroc-Turquie : le volet agricole passé au scanner	16
Squeeze on Syria grain trade signals alarm for Assad	17
Pour une meilleure prise en compte de la sécurité alimentaire en Tunisie.....	19
Forum sino-arabe: 17 pays arabes seront représentés par leur chef de diplomatie	20
Un taux de boisement de moins de 2% en Algérie	21
Urban Extra Virgin: Olive Oil from Rome	22
New CBCMed project to improve goods circulation in the Mediterranean.....	23
La biodiversité marine convoitée	24
Le génome de la tomate séquencé	24
L'Espagne exhorte la Mauritanie à renouveler l'accord de pêche avec l'UE.....	25
Les prix de l'huile d'olive au plus bas depuis dix ans.....	26
World can feed more people more efficiently - FAO.....	26
PAC : L'anniversaire d'une vieille dame	27
EU launches new approach on agriculture in the Neighbourhood.....	28
Ces agriculteurs qui cultivent les nouvelles technologies	29
Alliance mondiale des pays désertiques pour la sécurité alimentaire (AMPDSA)	30
France : la délicate réhabilitation des vieilles rizières de Camargue	32
Algérie : «Il faut optimiser le rendement de tous les maillons de la filière aquacole»	33
Italy : destitute classes to revive agriculture	34
Le secteur agroalimentaire français en croissance dans un contexte mondial turbulent	35
Pour une meilleure promotion des exportations agricoles tunisiennes	35
Semences certifiées de céréales : le Maroc sécurise 1.2 million de quintaux pour la campagne 2012-2013.....	37
Protecting Bizerte lagoon.....	37
Les conflits entravent la lutte contre les criquets au Niger et Mali	38
Spain: the citrus industry needs an absolute reform.....	38
A la veille de Rio+20, nouveau cri d'alarme sur l'état de la planète	39

Lebanese watermelon farmers face pressure from imports.....	40
L'agriculture : une priorité de la politique de voisinage	40
Algérie : les connexions avec la France et l'Espagne seront densifiées.....	41
Morocco grain imports to jump; neighbours buy less.....	41
Sûreté alimentaire : « La situation au Liban n'est pas plus grave qu'ailleurs »	42
Tunisie - Projet pilote sur la technique de dessalement de l'eau dans le secteur agricole à Médenine.....	44
Top wheat buyer Egypt embraces Russia-linked Soyuz.....	44
Malta : No drastic cut' in EU farming funds.....	45
In Greece, a painful return to country roots	46
Algérie : une enquête sur les blocages au niveau des wilayas.....	47
Lower food prices should lead to hunger reduction, says FAO Director-General	48
Squeezing Africa dry: behind every land grab is a water grab.....	49
Blé : Bonne récolte de céréales en Algérie, mais où la stocker ?	50
Barcelona hosted the symposium of Mediterranean food markets	50
UN proposes Arab green fund.....	51
France : Deux tiers des exploitations produisent des grandes cultures	51
\$600m Saudi-based food, agriculture fund launched	52
La politique européenne vinicole jugée inefficace	53
Lebanon's agricultural exports to Syria rise 17 percent	53
La faim risque de persister au Sahel et au Proche-Orient.....	54
Tunisie : Le projet TuNur, une aubaine pour l'agriculture	55
Turkey, Iran Aim to Boost Trade Volume to \$35 bln	55
Cevital entend investir plus de 200 millions de dollars en Côte d'Ivoire	55
Accord a minima des Européens pour réformer la politique commune de la pêche	56
Egypt produces new avian flu vaccine.....	56
L'accord agricole UE-Maroc est "équilibré et mutuellement avantageux" (gouvernement espagnol)	57
Spanish organic sector booming + 12% per year until 2020.....	57
Why young Greeks are set to embrace Syriza	58
Les députés approuvent l'extension du mandat de la BERD à la région méditerranéenne	60
Egyptian model farm in Ethiopia	60
Maroc : 20 à 30% de baisse sur la production d'agrumes à cause de la vague de chaleur.....	61
Egypt wheat experiment produces dramatic yield boost.....	61
Algérie - Trois milliards de dinars pour renforcer les capacités de stockage des céréales.....	62
US-EU organic pact simplifies trade rules	63
La pistache, pépite économique de la Grèce.....	63
Spain: EUR 350 million for water facilities in Mediterranean basin.....	64
Coopération tuniso-marocaine dans le secteur agricole.....	65
De nouveaux agropoles seront lancés cette année.....	65
Foot-and-mouth vaccination plan riddled with controversy	66
Eataly defies crisis to open vast food hall in Rome.....	68
New food security program in Egypt aims to support women, children	69

Le Maroc a importé 59 millions de quintaux de céréales en une année	69
EU calls for action plan to help olive oil sector.....	70
Via Marseille Fos poursuit sa campagne de communication à Tunis	71
New FAO report profiles how sustainable forestry can help meet development goals	71
Les rendements du blé significativement améliorés en Egypte	73
“Les Algériens doivent avoir de l’ambition pour leur pays” Issad Rebrab, P-DG du groupe Cevital	73
Brazilian food exports to Arab countries touch \$10.6bn in 2011	74
En prévision des bonnes récoltes céréalières : L’Algérie n’importera pas de blé dur	74
Turkish government unveils high grain price	76
Tunisie : Le tourisme alternatif, une manne à explorer	77
Maroc: la belle oasis d'Errachidia menacée par la surexploitation de l'eau	79
FAO, Pam et Fida appellent à « redoubler d'effort » contre la faim	80
Liban : Hajj Hassan rencontre une délégation iranienne	81
Egypt: Improving food security	81
EU contributes €5 million to help farmers maintain crop diversity.....	82
Accord agricole Maroc-UE : ratification accélérée	83
Deux rapports majeurs sur la réforme de la PAC très critiqués	85

L'Europe doit utiliser l'eau de manière plus rationnelle

Date : 13 mars 2012

Source : Agence européenne pour l'environnement

URL : <http://www.eea.europa.eu/fr/pressroom/newsreleases/l2019europe-doit-utiliser-l2019eau-de>

Le rapport de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), intitulé «*Towards Efficient use of water resources in Europe*» (Vers une utilisation rationnelle des ressources en eau en Europe) préconise une gestion intégrée de l'eau, passant tout d'abord par une meilleure mise en œuvre de la législation existante.

«Les ressources en eau sont soumises à de nombreuses pressions dans beaucoup de régions d'Europe, et la situation empire», explique la directrice exécutive de l'AEE, Mme Jacqueline McGlade.

«L'agriculture, la production énergétique, le secteur industriel, les réseaux publics d'approvisionnement en eau et les écosystèmes constituent tous des éléments importants, aujourd'hui en concurrence pour cette ressource limitée. De plus, le changement climatique rend moins prévisibles la disponibilité de nos ressources en eau; il est donc extrêmement important que l'Europe les utilise de manière plus rationnelle, au profit de tous les utilisateurs et consommateurs. Les ressources en eau doivent être gérées aussi rationnellement que n'importe quelle autre ressource naturelle nationale.»

Les pénuries d'eau ont des conséquences très graves pour les économies qui dépendent de l'agriculture et de l'industrie. Certaines pénuries ont même conduit à des restrictions en eau potable dans certaines régions d'Europe. Elles ont également des effets indirects sur l'économie, car une baisse du débit des fleuves et du niveau des lacs et des nappes phréatiques, tout comme la disparition des zones humides, peut avoir des effets dévastateurs sur les systèmes naturels qui sous-tendent la productivité économique.

On constate de plus en plus dans certaines régions d'Europe une rude concurrence pour l'obtention des ressources en eau. À travers l'Union européenne, l'agriculture consomme environ un quart de l'eau détournée de l'environnement naturel, mais ce chiffre peut atteindre 80 % dans le sud de l'Europe. Les réseaux publics d'approvisionnement en eau totalisent quant à eux environ un cinquième de la consommation d'eau en Europe, les chasses d'eau représentant à elles seules un quart de cette consommation. Les centrales hydroélectriques modifient également la structure et le débit naturels des fleuves et des lacs, ce qui n'est pas sans conséquence pour les écosystèmes.

L'agriculture constitue un secteur dans lequel des gains d'efficacité sont possibles, car de grandes quantités d'eau sont utilisées de manière peu rationnelle pour irriguer les cultures. Selon certains calculs, environ un quart de l'eau captée à des fins d'irrigation en Europe pourrait être économisée en changeant simplement le type de tuyaux ou de canaux utilisés. Les réseaux publics d'approvisionnement en eau peuvent gagner en efficacité: jusqu'à 50 % des ressources en eau potable sont perdues dans certains États membres de l'UE.

Selon le rapport, l'utilisation inefficace de l'eau conduit aussi à une hausse de la consommation énergétique, ce qui entraîne des coûts financiers et environnementaux. L'énergie généralement nécessaire pour pomper et traiter l'eau douce pour la rendre potable avoisine généralement les 0,6 kWh/m³; pour dessaler l'eau de mer, 4 kWh/m³ supplémentaires sont nécessaires. Plusieurs pays d'Europe utilisent des processus de dessalement, et en particulier l'Espagne, qui est l'un des pays où les taux d'utilisation de telles techniques sont les plus élevés au monde.

Les autorités doivent définir des objectifs environnementaux clairs en ce qui concerne la consommation d'eau, en tenant compte de la durabilité des ressources, affirme le rapport. De tels objectifs dépendraient des ressources disponibles, mais doivent être établis de manière à garantir que l'environnement naturel dispose d'assez d'eau pour fonctionner. Une forme de «découplage» est nécessaire pour que la hausse de la productivité économique ne soit pas synonyme d'augmentation de la consommation d'eau et de conséquences sur l'environnement.

Traditionnellement, les prix de l'eau en Europe ont rarement reflété le véritable coût de l'approvisionnement en eau, ou le coût économique pour l'environnement. Cette situation a conduit à une pollution et à une rareté des ressources en eau, ce qui a entraîné un coût pour l'environnement et la société. Par exemple, le grand public doit généralement payer le prix du traitement de l'eau potable contaminée par le secteur agricole ou industriel. Faire payer le juste prix de l'eau peut encourager une utilisation plus rationnelle de l'eau, de même que innovations technologiques significatives. Une utilisation efficace des taxes, subventions, mécanismes de marché, systèmes de tarification et des autres instruments économiques peut également aider à équilibrer les demandes conflictuelles en eau.

La Commission européenne publiera en 2012 un «Plan de sauvegarde des eaux européennes», avec pour objectif de présenter les efforts à faire en matière de législation dans ce domaine. Tout au long de l'année, l'AEE publiera une série de rapports sur des questions liées à l'eau, détaillant les défis et opportunités en la matière.

Maroc : le Royaume importe moins de céréales

Date : 21 mai 2012

Source : Le Matin (Maroc)

URL : http://www.lematin.ma/journal/Agriculture_Le-Royaume-importe-moins-de-cereales/166837.html

Les approvisionnements à l'étranger en céréales ont reculé de 10 % entre juin 2011 et avril 2012, au moment où la récolte de l'actuelle campagne s'annonce moyenne. Le repli de la moisson découle cette saison directement de l'état de sécheresse.

Dans un marché international incertain où les prix restent volatiles malgré une hausse en vue de la production mondiale des céréales, notamment du blé, le Maroc a eu moins recours à l'importation ces derniers mois. En effet, selon les derniers chiffres à ce sujet publiés par l'Office national interprofessionnel des céréales et des légumineuses (ONICL), depuis le début de la campagne de commercialisation 2011-2012, qui commence régulièrement en juin, les importations de céréales ont baissé de 10 % par rapport à la même date de la campagne précédente, avec un volume de 52,5 millions de quintaux (Mq) à fin avril dernier. Ces approvisionnements à l'étranger sont constitués à 47 % par le blé tendre, 31 % par le maïs, 12 % par le blé dur et 10 % par l'orge.

Les principaux fournisseurs du Maroc en céréales sont la France avec 37 %, notamment en blé tendre, l'Argentine (22 %) et le Brésil (12 %), l'essentiel du maïs provenant de ces deux pays d'Amérique latine. Il est à noter que le gouvernement a décidé de reconduire, à fin mai 2012, la suspension des droits de douane appliqués sur le blé tendre et le blé dur.

Prévisions : 48 millions de quintaux

S'agissant du marché local, la collecte des céréales par les opérateurs déclarés à l'ONICL, a atteint à fin avril dernier 22,4 Mqx, constituée presque exclusivement du blé tendre. Sur cette quantité, il a été utilisé par voie d'appels d'offres organisés par l'ONICL, près de la moitié pour l'achat de blé tendre destiné à la fabrication des farines subventionnées.

Par ailleurs, d'après les dernières prévisions du ministère de l'Agriculture, la production des trois céréales principales devrait atteindre au cours de l'actuelle campagne agricole (2011-2012) environ 48 millions de quintaux.

La production prévisionnelle du blé tendre, la céréale la plus consommée au Maroc, atteindrait 26 Mq sur une superficie de près de 2,18 millions de ha. La production du blé dur s'élèverait à 10 Mq, alors que celle de l'orge s'établirait à 12 Mq.

Cette moisson est nette en baisse par rapport à la campagne précédente, pour toutes les céréales. Ainsi, la récolte reculerait de 38 % pour le blé tendre, de 44 % pour le blé dur et de 51 % pour l'orge.

Ce repli de la moisson de cette campagne agricole est dû essentiellement à la sécheresse avec l'absence des pluies au moment où les cultures en avaient le plus besoin.

En effet, la pluviométrie a enregistré un recul de 35 % par rapport à une année normale. De même, note le ministère, les cultures ont souffert d'une période de froid intense qui s'est traduite par un ralentissement de la croissance de certaines cultures, des dégâts limités sur la pomme de terre et la canne à sucre et, en revanche, un effet positif sur les rosacées.

Grèce : vers une révolution agricole alternative ?

Date : 21 mai 2012

Source : okeanews.fr

URL : <http://www.okeanews.fr/grce-vers-une-revolution-agricole-alternative/>

TutorPool, Boroume, la révolution des patates sont des exemples de ce que la société grecque a créé, contrainte de trouver des solutions alternatives face à la baisse des salaires et des retraites, conjuguée à des prix à la consommation souvent bien plus chers que dans d'autres pays européens. Avec un salaire minimum (quand celui-ci est payé) à 445€ par mois et un loyer à Athènes de 300€ par mois, il devient évident que d'autres solutions sont nécessaires pour survivre, surtout quand on sait que le paiement des impôts commence dès 5000€ de salaire annuel. Une équation impossible à résoudre pour nombre de foyers grecs.

TutorPool est un site (créé avec des outils open source) qui permet à chacun de proposer d'aider bénévolement des élèves dans son domaine de compétence. Lors de sa création, le site a remporté un très vif succès, comme Boroume qui propose de récupérer des invendus dans les hôtels et restaurants pour les proposer aux citoyens les plus affaiblis par la crise. Un hôtel de la place Syntagma propose d'ailleurs dans ce cadre 40 repas par jours. Une solidarité en plein essor et très éloignée du nombrilisme d'avant la crise.

La dernière nouveauté grecque : une AMAP en ligne. Le même système qu'en France, mais déployé à grande échelle via une plateforme internet. Gine Agrotis (« Devient agriculteur ») propose une inscription pour les agriculteurs qui souhaitent vendre sans intermédiaire et un abonnement pour les consommateurs.

Gine Agiotis a un but simple :

Qui sommes nous ?

Le projet est une tentative de mise en réseau et de communication entre les agriculteurs grecs et les consommateurs ruraux et des centres urbains.

Nous avons commencé notre projet ambitieux de réorganisation, dans le but de renverser, de «casser» le marché et d'offrir un service innovant en créant un outil qui permet de mettre en contact direct. L'idée est venue de Dimitris Koutsolioutsos, qui a assemblé une équipe composée de personnes ayant une vision commune d'«une meilleure qualité de vie dans les centres urbains.»

Le Service proposé :

Le concept vise essentiellement à promouvoir le concept de « Farmer exclusive » à chaque famille.

Les jeunes agriculteurs, s'engagent au nom des consommateurs, à la culture et à la production de tous les légumes et les fruits de saison, selon les principes de l'agriculture biologique.

Le projet est systématiquement contrôlé par les QWAYS (www.qways.gr), qui a pris la décision de certifier progressivement toutes les cultures et la distribution des marchandises.

Les utilisateurs enregistrés peuvent adopter un olivier et profiter de toute la production annuelle de leur propre arbre.

Chaque consommateur choisit son producteur en fonction de sa zone géographique et reçoit son panier chaque semaine.

Ce type de consommation alternative a de grandes chances d'avoir un succès très rapide en Grèce. Espérons le, car le pays, miné par la crise et régulièrement décrié par ses voisins, pourrait donner une vraie leçon de croissance verte et d'économie locale éthique.

L'autre intérêt de Gine Agrotis est de promouvoir l'agriculture biologique chez les jeunes, à l'heure où plus de 50% d'entre eux sont sans emploi. Une possibilité donc de développer l'agriculture biologique et de permettre aux jeunes de créer leur propre activité en limitant le risque de subir les prix des grossistes et des grandes surfaces !

Vers une révolution de l'agriculture biologique ? Espérons-le !

Le Parlement européen approuve des règles plus strictes pour sauver le thon rouge

Date : 23 mai 2012

Source : Parlement européen

URL : <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/pressroom/content/20120523IPR45629/html/Le-Parlement-approuve-des-r%C3%A8gles-plus-strictes-pour-sauver-le-thon-rouge>

Les députés ont soutenu de nouvelles règles internationales en vue de réduire davantage les captures illégales de thon rouge dans l'Atlantique Est et la Méditerranée, lors d'un vote visant à garantir le développement plus durable des stocks, ce mercredi. Ils ont également demandé davantage d'avis sur l'identification des zones de frai et la création de sanctuaires.

Les nouvelles règles, qui se concentrent principalement sur la réduction de la taille des flottes de pêche, l'extension de la période de fermeture de la pêche pour les senneurs à senne coulissante et le renforcement des contrôles, ont été conclues lors de la réunion annuelle de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) en novembre 2010. L'Union européenne, en tant que partie contractante de la CICTA, est contrainte d'intégrer ses recommandations dans le droit européen.

"Les nouvelles règles doivent être rapidement mises en œuvre étant donné que la saison de la pêche au thon rouge vient juste d'ouvrir. Bien qu'il s'agisse d'un pas dans la bonne direction, je regrette que les règles soient loin d'être à la hauteur des avis scientifiques. Il s'agit d'une occasion manquée de sauver le thon rouge", a déclaré Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE, ES), en charge de la législation au Parlement.

De meilleurs contrôles en vue d'éviter les captures illégales

Le nouveau plan de reconstitution de thons rouges renforcera les contrôles, notamment ceux liés aux transferts de thons des filets vers les cages. Un enregistrement vidéo devra être réalisé pour chaque opération de mise en cage. Si l'estimation de l'observateur régional et celle de l'opérateur de l'exploitation présentent une différence de plus de 10% en termes de poids moyen ou de nombre de thons rouges, les poissons excédentaires devront être libérés.

Les États membres seront contraints de garantir que leurs observateurs nationaux couvrent l'ensemble des navires de capture à senne coulissante d'une longueur inférieure à 20 mètres actifs en 2012. Pour les senneurs à senne coulissante plus grands, un observateur régional de la CICTA sera engagé. Auparavant, seuls 20% des senneurs à senne coulissante étaient couverts.

Moins de navires

Selon les nouvelles règles, les États membres qui pêchent du thon rouge auront jusque début 2013 pour conformer leurs flottes de pêche aux quotas qui leur sont alloués. En 2010, les États membres avaient été contraints d'éliminer 25% seulement des écarts entre leurs capacités de pêche et les quotas qui leur avaient été alloués.

En outre, la saison de pêche pour les senneurs à senne coulissante sera réduite de deux à un mois, allant du 15 mai au 15 juin.

Moins de poissons capturés

Le nouveau plan de reconstitution réduit également de 13 500 tonnes à 12 900 le total admissible des captures (TAC) de thon rouge au niveau international. C'est pourquoi le TAC alloué à l'UE a été réduit de 7113,15 tonnes en 2010 à 5756,41 tonnes. Cette restriction est déjà entrée en vigueur en 2011.

Prochaines étapes

Les nouvelles règles ont été approuvées par 635 voix pour, 16 voix contre, et 11 abstentions. Le règlement entrera en vigueur dès son adoption au Conseil.

Maroc : Aquaculture, enfin un plan d'action

Date : 24 mai 2012

Source : L'Economiste

URL : <http://www.leconomiste.com/article/894775-aquaculture-enfin-un-plan-d-action>

Dix projets d'aquaculture marine seront implantés dans la zone méditerranéenne (Fnideq et Oued Laou). Les espèces ciblées, à travers la pisciculture, sont le loup, la dorade, la sole et le maigre. Alors que la conchyliculture portera sur les moules, les huîtres, les palourdes ainsi que d'autres coquillages

Récolter 200.000 tonnes de produits de la mer et créer 50.000 emplois directs à l'horizon 2020. Voilà l'objectif assigné à l'Agence Nationale de Développement de l'Aquaculture (ANDA). Instituée par dahir n°1-10-201 du 18 février 2011, l'agence fait partie des 16 grands projets de la stratégie Halieutis lancée en septembre 2009.

Plus d'un an après son installation, où en est-on des actions menées? «Un plan d'action a déjà été fixé», répondent les responsables de l'agence. Il cible la réforme du cadre juridique pour donner une meilleure visibilité aux investisseurs ainsi que l'identification des zones aquacoles le long du littoral.

Pour le moment, une vingtaine de sites ont été identifiés sur les deux façades maritimes. Reste, la mise en oeuvre d'une réglementation spécifique pour les déclarer «zones aquacoles» imposables à tous les intervenants. Le plan concerne aussi sur le développement des plans d'aménagement et l'intégration de l'activité aquacole au niveau des villages de pêcheurs et des points de débarquements aménagés. Ces trois chantiers ont déjà fait l'objet d'appels d'offres lancés en avril dernier.

Mieux, «l'agence se veut un guichet unique offrant un accompagnement des professionnels moyennant une promotion structurée et intensifiée», assurent les responsables. Et c'est dans ce cadre que des projets d'investissement „clé-en main” seront préparés et soumis aux investisseurs potentiels. Ceux-ci concernent plusieurs espèces de poissons et de produits de la mer. Ils portent aussi sur les diverses activités, notamment, la pisciculture, la conchyliculture, la pénéculture et l'algoculture.

De fait, une dizaine de concessions clé-en main (6 en conchyliculture et 4 en pisciculture) feront l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt à lancer en juin prochain. Ces projets qui relèvent de l'aquaculture marine seront

implantés dans la zone méditerranéenne (Fnideq et Oued Laou). Les espèces ciblées, à travers la pisciculture, sont le loup, la dorade, la sole et le maigre. Alors que la conchyliculture portera sur les moules, les huîtres, les palourdes ainsi que d'autres coquillages.

L'étude de deux projets pilotes en algoculture et conchyliculture sera aussi lancée en juillet 2012. Cofinancés par la Banque Mondiale, via un don de 5,18 millions de dollars, ces programmes visent le développement de l'aquaculture en Méditerranée orientale et son intégration auprès des communautés locales. Sans oublier l'amélioration des revenus des pêcheurs

Au chapitre du soutien à l'activité, il est prévu la création d'une écloserie pour la production des alvins et naissains. Financé dans le cadre de l'accord de pêche Maroc-UE, ce projet vise à sécuriser l'approvisionnement des fermes aquacoles et partant réduire les coûts d'investissement. Son étude de faisabilité sera lancée fin 2012. Mais dès la fin du mois et au plus tard début juin, une étude des marchés des produits aquacoles débutera également. Il s'agit de faire le benchmark du secteur auprès des marchés performants mais aussi d'instaurer un système de veille pour le suivi, l'analyse et le partage de l'information.

A terme, il est prévu d'entreprendre la mise à niveau du Plan d'aménagement de la lagune de Dakhla. L'objectif est de structurer les espaces d'exploitation en tenant compte de l'environnement, du statut foncier et des techniques d'élevage.

En somme, l'ANDA se dit disposer d'un plan cohérent de développement d'aquaculture au Maroc. L'objectif est de baisser la pression sur la ressource halieutique. Du moins s'insérer dans la tendance observée à l'international: sur les 34 millions de tonnes de produits de la mer consommés dans le monde, environ 50% proviennent d'élevages aquacoles. Au Maroc, cette part est quasiment nulle pour le poisson. Tout au plus, on relève quelques élevages d'huîtres et autres coquillages.

Algérie : Le niet officiel perdure contre des OGM... bien présents dans les assiettes

Date : 24 mai 2012

Source : Maghreb Emergent

URL : <http://www.maghrebemergent.info/economie/63-algerie/12516-algerie-le-niet-officiel-perdure-contre-des-ogm-bien-presents-dans-les-assiettes.html>

L'Algérie sera confrontée dans quelques années à une forte demande sur les produits agricoles et alimentaires industriels. Actuellement, la production locale ne couvre que 70 % des besoins, le reste étant importé, notamment les céréales (maïs, orge, blés). L'introduction des cultures OGM (organismes génétiquement modifiés) dans les plans de culture sera-t-elle la « solution » ? Non, répondent en chœur spécialistes et responsables au ministère de l'agriculture. Mais les assiettes algériennes sont-elles à zéro OGM? Personne ne parie dessus.

L'introduction des cultures OGM, ou "plus spécifiquement les plantes génétiquement modifiées (PGM) en Algérie n'est pas nécessaire, ni à l'ordre du jour", estime B. Rym, ingénieur agronome de l'Institut d'agronomie de Blida. La production agricole nationale couvre les "besoins de la demande pour tous les produits", déclare-t-elle à ME. Certes, confie-t-elle, "l'introduction des PGM, notamment pour les céréales ou la tomate, est tentante dans le cas de notre pays, où la production locale ne suffit pas. Mais ce n'est pas la solution idéale pour le moment". Dans les pays du Sud, le taux de croissance des cultures biotechnologiques en 2011 a atteint 11% (8,2 Millions d'ha), un niveau deux fois plus élevé que celui des pays industrialisés avec 5% ou 3,8 Millions d'hectares. Les cultures OGM sont notamment développées au Brésil (Soja), en Chine, en Afrique du Sud, et en Egypte. Au total, 16,7 millions d'agriculteurs ont semé des OGM dans 29 pays dont 19 pays du Sud, selon le rapport 2011 de l'Isaaa (Service international pour l'acquisition des applications agricoles biotechnologiques).

Pas de PGM en Algérie

Officiellement, il n'y a pas de PGM en Algérie. Un arrêté du ministère de l'agriculture, daté de décembre 2000, interdit "l'importation, la distribution, la commercialisation et l'utilisation du matériel végétal génétiquement modifié, sauf à des fins de recherche scientifique", selon un cadre du ministère. Le but de ce texte "est d'éviter tout risque de contagion avec le patrimoine phylogénétiques (semences et plants) national et de maintenir les produits agricoles algériens aux normes et standards des nouvelles règles de l'OMC, estime-t-on au ministère de l'agriculture. L'Algérie est signataire du protocole Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la conversion sur la diversité biologique. Si l'Algérie n'importe pas, pour le moment, des variétés de blés génétiquement modifiées, elle importe de la pomme de la semence de terre sous forme de tubercules. Il y a actuellement un projet de loi interministériel en cours d'élaboration qui a pour vocation de définir le cadre réglementaire pour tout ce qui est OGM en Algérie. Pour les agronomes algériens, la recherche et la production de nouvelles semences reste un cheval de bataille. L'Algérie a lancé un projet visant à introduire de nouvelles

variétés de pomme de terre à travers un partenariat avec le Pérou, pays d'origine de cette espèce de solanacées. Mais, le plus grand chantier de développement des espèces agricoles de large consommation concerne les blés, pour développer différentes variétés céréalières.

Des Ogm... on en parle du bout des lèvres

Il reste que les OGM pourraient bien être présent dans le pays particulièrement dans l'assiette des algériens. Comment ? On en parle du bout des lèvres, le sujet étant sensible. Si officiellement les PGM et OGM ne sont pas importés ni introduits dans le cycle de production agricole, il n'est pas établi que ces produits, sous forme de produits finis, ne sont pas importés en Algérie. "Il y a en réalité des dizaines de tonnes de Ketchup, de maïs en conserve pour les salades, de cornichons, de frites surgelées, d'huile de soja, etc... importées tout au long de l'année", relève B. Rym. La question concerne directement le type de produits alimentaires prêts à la consommation importés et qui ne sont pas contrôlés aux frontières "de manière à définir s'il s'agit de produits à base d'OGM ou non", ajoute cette agronome spécialiste de la tomate. "Le débat sur les OGM doit être, aujourd'hui plus que jamais ouvert entre spécialistes, chercheurs et politiques, pour définir les contours de la stratégie nationale agricole pour les années prochaines", relève-t-on par ailleurs au ministère de l'agriculture. Mais, pour le moment, avec une forte demande sur les produits agricoles et alimentaires, "nous ne sommes pas encore au débat entre produits du terroir et produits bio. Nous sommes un pays du Sud", explique encore B. Rym.

Grand déficit d'eau au Maroc d'ici 2030

Date : 25 mai 2012

Source : Le Soir –les Echos

URL : <http://www.lesoir-echos.com/grand-deficit-deau-au-maroc-dici-2030/environnement/51871/>

« Environnement et changement climatique au Maroc : diagnostic et perspectives ». C'est la thématique de la Conférence internationale qui a été récemment organisée dans la perle du Detroit. Elle a enregistré la participation de nombreuses personnalités qui s'activent dans le secteur de l'environnement. Les exposés ont porté sur différents sous-thèmes relatifs au secteur. D'emblée, les feux sont braqués sur l'impact des changements climatiques au niveau de l'agriculture.

Rareté des pluies

Les prévisions sont alarmantes : une diminution des précipitations de 14 % en 2030, 13 à 30 % en 2050, et 21 à 36 % en 2080. « Avec 85 % des terres agricoles qui ne sont pas irriguées, les rendements des principales cultures subissent des variations très importantes en raison de la forte variabilité des précipitations et une fréquence élevée des sécheresses [...] La sécheresse de 2005 a diminué de moitié la production nationale céréalière. Le changement climatique va augmenter la probabilité de faibles ou d'absence de récoltes dans les zones de cultures pluviales où l'irrigation n'est pas présente pour atténuer les conditions climatiques défavorables », constate Mohamed Badraoui directeur de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) de Rabat. Cette rareté des pluies va engendrer des effets considérables dans le secteur agricole avec la chute de la productivité, singulièrement celle des cultures fluviales, et la perte de la fertilité des sols occasionnée par les érosions hydrique et éolienne. De même, certaines espèces comme le maïs, le tournesol, la fève ou encore l'olivier pourraient être affectées par la hausse des températures. L'heure semble grave. Des mesures s'imposent. D'où la volonté du ministère de l'Agriculture et de la pêche maritime « d'intégrer la composante changement climatique dans les projets Pilier II du Plan Maroc Vert, en renforçant les capacités des petits agriculteurs pour l'adaptation au changement climatique à travers la dissémination des technologies appropriées qui ont été développées par la recherche agronomique nationale », déclare Badraoui.

Gestion de l'eau

L'agriculture et l'eau forment un couple indissociable. Au Maroc, d'importants efforts ont été déployés pour une bonne gestion des ressources hydrauliques. Cela s'est traduit par la construction de 130 grands barrages avec une capacité de stockage de 17 000 hectomètres cube. Des infrastructures qui favorisent l'accès à l'eau potable et qui constituent des remparts contre les inondations. Mais, à l'instar des cultures, les projections sur la disponibilité de la source de vie ne sont guère rassurantes. Selon Mokhtar Bzioui, consultant en gestion des ressources en eau et conseiller du président du Conseil mondial de l'Eau, près de 2 milliards de m³ (13 % de la demande en eau) pourraient manquer d'ici 2030. « Ces valeurs pourraient augmenter respectivement à 4 milliards de m³ et 40% avec la prise en compte de l'hypothèse de réduction de 30 % des ressources en eau due aux changements climatiques », renchérit-il. Les facteurs de cette baisse des volumes d'eau ont pour noms la pollution, particulièrement celle des eaux usées des centres urbains (180 millions de m³ d'eaux usées), les inondations, la surexploitation des nappes d'eau souterraine et la sécheresse. « Le Maroc se situe parmi les pays qui ont réussi leur gestion des ressources en eau, mais ce constat de réussite ne doit pas occulter les problèmes qui se posent pour ce développement, problèmes qui prendront des dimensions importantes, au risque de

compromettre la durabilité dudit développement si des mesures ne sont pas prises à court délai pour leur trouver des solutions », prévient Mokhtar Bzioui.

France : des associations partent à la chasse au gaspillage alimentaire

Date : 25 mai 2012

Auteur : Guillaume Faure

Source : Le Monde

URL : http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/05/25/des-associations-partent-a-la-chasse-au-gaspillage-alimentaire_1707623_3244.html

Colloques sur le sujet et initiatives associatives se multiplient pour réduire le gaspillage alimentaire. A l'instar de France Nature Environnement qui veut "coacher" des ménages, des restaurants et des cantines.

Les chiffres pour quantifier le gaspillage alimentaire au sein des ménages varient. Une étude de 2011, menée par Verdictité, l'estimait à 30 kg environ par personne et par an. Dans les poubelles de ces foyers, on retrouverait même 13 % de produits non-déballés et non-consommés.

Selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), si l'on prend en compte le gaspillage chez soi mais également en dehors du domicile, on atteindrait 95 kg par an et par habitant.

Pour Benoît Hartmann, porte-parole de France Nature Environnement (FNE), ce gaspillage est un "scandale éthique et social", aux lourdes conséquences environnementales et économiques. De mai à juillet 2012, FNE et ses associations membres se proposent donc d'être les "coach" anti-gaspillage alimentaire. "Nous avons ciblé le dernier maillon de la chaîne, c'est-à-dire le consommateur", explique le porte-parole.

LIEUX PILOTES

Plus précisément, trois sources de gaspillage alimentaire ont été identifiées : les particuliers, les restaurants et la cantine. Une trentaine de familles, six restaurants, un collège et une école élémentaire servent ainsi de lieux "pilotes".

Pendant un mois, leurs poubelles sont diagnostiquées : pesées, quels types d'aliment jetés, etc. mais sans changer les habitudes. La seconde étape consiste à faire émerger, avec les associations accompagnantes, un ensemble de bonnes pratiques pour réduire le gaspillage, les mutualiser et les diffuser.

Au-delà de cette expérience, France Nature Environnement a prévu de sillonner Paris en septembre avec une structure itinérante. A l'intérieur, un chef proposera de faire goûter aux habitants des plats à base de restes.

Pourtant, le gaspillage alimentaire est difficile à accepter chez les ménages. "Demandez à quelqu'un s'il gaspille beaucoup, il vous dira en général que non, cela lui semble aberrant", explique Benoit Hartmann. Une étude de 2009 menée par l'organisation britannique WRAP (Waste & Ressources Action Programme) estimait pourtant que 64 % des déchets alimentaires en Grande-Bretagne étaient évitables et 18 % potentiellement évitables (l'étude de WRAP en PDF).

Un gâchis qui a aussi un coût : de 200 à 1 500€ par an et par foyer, d'après FNE, selon les paramètres choisis.

"Il y a bien sûr la prise de conscience écologique - lorsqu'on dit qu'un kilo de blé aura nécessité 1 200 litres d'eau, par exemple - mais l'argument économique est très fort", ajoute Guillaume d'Hoop, dont l'association PikPik suit douze foyers.

PREMIÈRES RECETTES "ANTI-GASPI"

Parmi les solutions proposées après la phase de diagnostic, il insiste sur la congélation, très efficace pour "de nombreux aliments" dont le pain, un des éléments les plus gaspillés. Sans oublier la cuisine de restes, avec par exemple des tortillas à l'espagnole pour tout ce qui est légumes, ou un pain perdu, lorsque celui-ci est rassis.

Les recettes peuvent aussi être données par des acteurs plus inattendus. Le SYCTOM, agence parisienne des déchets ménagers, récapitule par exemple les plats à base de restes accommodés dans des "fiches cuisine" (Les recettes anti-gaspi en PDF).

Si le gaspillage était plus connu et visible dans la restauration collective, les volumes en jeu impressionnent toujours. Le collège de Domène en Isère, participant au "coaching", pratique le comptage de ses déchets depuis trois mois. D'une cuisine autonome, le conseil général de l'Isère a choisi de passer les collèges sous le régime d'une cuisine centrale avec des effets considérables sur les déchets.

"Nous sommes passés de quatre à cinq grandes poubelles avant, à près de huit à dix aujourd'hui" détaille Francis Meneu, gestionnaire du collège. "A cause d'un imprévu, 110 élèves n'étaient pas venus un midi. J'ai vu jeter plus d'une centaine de tranches de rôti de bœuf", s'émeut-il. Désormais, son collègue ajuste les commandes auprès de la cuisine centrale. "Nous avons vu que seules 33 % des salades en entrée étaient consommées, sur les 420

couverts de la cantine. Quand nous en avons reproposé aux enfants, nous avons donc ajusté nos commandes à ce pourcentage. Cela n'a pas posé de soucis".

Grâce aux bénéfices générés à divers niveaux, le prix du repas est passé de 3,28 euros à 3,18 euros. Francis Meneu insiste également sur une éducation à l'alimentation auprès des enfants, pour véhiculer les bonnes pratiques.

DU CÔTÉ DE LA LOI

Du côté de la restauration, le gaspillage alimentaire est lui presque inconnu et les résultats seront attendus. Christelle Ly, restauratrice dans le 11e arrondissement s'interroge. "Il y a des pratiques qui nous semblent élémentaires, mais peut-être ne sont elles pas forcément les bonnes". Elle espère faire émerger des solutions intéressantes avec l'opération de coaching.

Au-delà de sa mission de sensibilisation, France Nature Environnement espère également que les textes de lois évolueront. Dans le viseur, par exemple, l'étiquetage des produits. La différence qui existe entre la date limite de consommation (DLC), primordiale pour des raisons sanitaires, et la date limite d'utilisation optimale (DLUO), au-delà de laquelle il est toujours possible de consommer un aliment, est souvent mal comprise.

La DLUO est considérée comme une date butoir, alors que la consommation n'est pas dangereuse. Benoit Hartmann évoque également l'idée d'une loi dite du "bon samaritain" sur le modèle australien. Les producteurs sont incités au don, au lieu de produire des déchets, car ils ne sont plus responsables pénalement de la qualité d'un aliment si celui-ci est cédé à des associations. En échange, ces dernières s'engagent à respecter scrupuleusement la chaîne du froid pour éviter tout problème sanitaire.

Si FNE joue le rôle de "lanceur d'alerte", selon ses propres termes, les décisions majeures tardent donc à venir. Lors d'une session plénière, en janvier 2012, le Parlement européen a bien adopté une résolution incitant à "réduire de moitié le gaspillage alimentaire dans l'UE", estimé à 89 millions de tonnes par an. Mais cela ne reste encore qu'une recommandation.

Le réchauffement climatique reverdit le Sahara

Date : 25 mai 2012

Source : El Watan

URL : http://www.elwatan.com/hebdo/environnement/le-rechauffement-climatique-reverdit-le-sahara-25-05-2012-172071_158.php

A travers les catastrophes naturelles attribuées au réchauffement climatique se profile une inexorable fatalité faite de désertification, de sécheresse, de pauvreté et de mort.

Mais il se pourrait que ce scénario soit contrarié. En effet, les observations pluriannuelles d'une étude publiée par Biogéosciences*, revue scientifique internationale consacrée à la publication et la discussion des articles de recherche, ont fait le constat que le réchauffement climatique et l'augmentation des températures pourraient profiter à des millions d'Africains de la bande sahélo-saharienne. Les auteurs de l'étude vont jusqu'à prédire le retour des conditions climatiques qui avaient transformé le Sahara en une luxuriante savane, il y a 12 000 ans. Les scientifiques ont pu voir, par traitement des photos satellitaires, que le Sahara et les régions environnantes deviennent verts à cause de l'augmentation des précipitations qui accompagnent le changement climatique. Si elles sont soutenues, ces pluies pourraient revitaliser des régions ravagées par la sécheresse, ce qui les rendrait de nouveau aptes à l'agriculture.

«Les pousses vertes de la "guérison" se voient de mieux en mieux sur les images satellites prises entre 1982 et 2002, y compris dans la région du Sahel, une zone semi-désertique qui borde le Sahara au sud et qui s'étend sur 3800 km du centre du Tchad et l'ouest du Soudan.» Deux chercheurs de l'institut météorologique de Hambourg (Allemagne) expliquent cette reprise par l'action de l'air plus chaud qui peut contenir davantage d'humidité et qui, par conséquent, crée plus de pluies. Les données du satellite montrent qu'«effectivement au cours de la dernière décennie, le Sahel est devenu plus vert», ont-ils déclaré. De récentes enquêtes sur le terrain, pour confirmer les observations par images satellitaires qui ne peuvent distinguer que les plantes qui poussent au gré des pluies, ont prouvé que le retour de la végétation est un phénomène «fermement enraciné».

On a observé qu'à l'est du Sahara, dans la région du sud-ouest de l'Egypte et du nord du Soudan, de nouveaux arbres, comme des acacias, se développent. «Des arbustes apparaissent et deviennent de gros arbustes. Au Sahara occidental, les nomades n'ont jamais eu autant de pluie et de zones de pâturage que ces dernières années. Maintenant, ils font paître leurs chameaux dans des régions qui n'avaient pas été utilisées depuis des centaines, voire des milliers d'années. On voit des oiseaux, des autruches, des gazelles revenir, et même certaines espèces d'amphibiens reviennent. Cette tendance s'est poursuivie sur ces dernières vingt années. Elle est indéniable.» Une explosion de la croissance des plantes a été prédite par certains modèles climatiques qui annonçaient que les précipitations de juillet à septembre, la saison des pluies, augmenteraient jusqu'à 2

millimètres par jour d'ici 2080. Toutefois, certains climatologues ne sont pas d'accord. Ce problème est encore plutôt «incertain» ; c'est pour l'Afrique du Nord que les désaccords sont les plus grands.

Tunisie : Maktaris, le mégaprojet agricole de Tunisia Holding

Date : 25 mai 2012

Source : Tunisiait.com

URL : <http://www.tunisiait.com/article.php?article=10022>

Le groupe Tunisia Holding a annoncé jeudi, le lancement d'un méga-projet agro- alimentaire à Siliana, baptisé Maktaris avec un investissement de 650 millions de dinars (MDT). Lors d'un point de presse tenu hier matin, Nejib Dérouiche, directeur exécutif du groupe Tunisia Holding, a indiqué que ce projet devra générer plus de 10 mille postes d'emploi directs et indirects destinés aux jeunes de la région et profitera aux compétences dans toutes les régions du pays.

Le projet Maktaris englobe l'agriculture fourragère et l'élevage bovin et avicole. Il prévoit également la réalisation d'un abattoir doté d'une unité de transformation de viandes blanches et rouges, ainsi que la création d'une centrale laitière et de boisson.

Parmi les composantes de ce projet, l'implantation d'une semoulerie de la nouvelle génération avec toute l'industrie annexe qui en découlera, et une unité de traitement et de mise en bouteille de l'huile d'olive biologique.

Réalisé sur une superficie de 40 hectares, ce projet intégré permettra d'exploiter au mieux la région du nord ouest, qui est l'un des centres agricoles les plus fertiles et producteur de fruits, légumes et céréales et ce, par le biais de l'intégration en amont et en aval du processus de transformation des produits.

A cet effet, le projet aura une double orientation, à savoir l'intégration complète de la chaîne alimentaire de l'agriculture en passant par la production, la distribution, la mise à niveau et le support de tous les métiers agricoles et l'élevage.

Le directeur exécutif de Tunisia Holding, a indiqué que le projet Maktaris accordera une place de choix au développement social et culturel, à travers la création de plusieurs centres médicaux, éducatifs et de loisirs dans la région du nord-ouest, ajoutant qu'un programme écologique pour l'usage d'énergies renouvelables et la préservation de l'écosystème, sera élaboré, en coordination avec les autorités régionales et locales.

Lebanon's first eco-restaurant

Date : 25 May 2012

Source : Alarabya

URL : <http://english.alarabiya.net/articles/2012/05/25/216487.html>

In the heart of the scenic West Bekaa region in Lebanon, next to one of the country's last major wetlands, is Tawlet Ammiq – the country's first eco-restaurant.

The restaurant aims to fund the conservation of the nearby Ammiq Wetland, a 240-hectare UNESCO-listed biosphere reserve, as well as help preserve local food traditions and offer employment to locals.

"This is a meeting place and a kitchen for producers and farmers and women from the region who do the cooking. It is a development project that is linked to the conservation of the environment and all the profits from this project go to the Chouf Cedar Society and A Rocha association to help their conservation projects in Ammiq which is one of the most important nature reserves in Lebanon and is here in the area."

The founder of the restaurant, Kamal Mouzawak, nationally known for his interpretation explained the concept of the restaurant.

"Eco-restaurant means it is an environmentally-friendly restaurant. It is eco-friendly through the way it deals with the locals and the region, how everyone working in this project is from the region and the village and the nearby villages. Also, the architecture of this restaurant is 100 percent green and all the food that we use and the products are organic and locally-produced and it is a farmer's market to the best of our ability and we are also trying to preserve and support local food traditions through this project," he said.

Visitors can discover an extensive selection of locally made products such as fig jam and rose water.

The restaurant also houses locally produced wines, its racks showcasing over a 100 labels, arranged by type and region of origin.

The menu is made up of Lebanese staples side dishes like tabbouleh, fattoush, and hummus, and many main dishes incorporate red meat and chicken because the area is an important region for cattle.

In the kitchen, the local female staff found working at the restaurant rewarding.

"In the Bekaa, women rarely go out to work, especially the women who are over forty and don't have a certain skill. They like this idea and they feel independent and comfortable and that they can actually do something, even if they are not educated. We have something to give and to give with a lot of love," Rosy Haddad, a cook, said.

Heba Hage-Felder, a representative of the Swiss Development Agency which funded the project said the architecture of the restaurant focused on environmental efficient components like insulated walls during the winter and summer. Mouzawak also said the furniture was made of recycled wood and wine bottles.

Maroc : le partenariat public-privé est amorcé dans les activités d'irrigation

Date : 27 mai 2012

Source : Le Matin

URL : http://www.lematin.ma/journal/Agriculture_Le-partenariat-public-privé-est-amorce-dans-les-activites-d-irrigation/167068.html

Au cours des prochains mois, les pouvoirs publics devraient désigner des partenaires privés pour la gestion déléguée dans les différents périmètres de l'irrigation.

Le Royaume est en train de rattraper son retard dans le domaine de l'irrigation.

Le Maroc prend à bras-le-corps, depuis des décennies déjà, la question de l'irrigation et son impact sur le développement agricole. Toutefois, il faut bien admettre que le taux d'irrigation reste encore relativement faible. C'est ce qui a poussé à la mise en place du Programme national d'économie d'eau en irrigation (PNEEI). Parmi les appuis apportés par cette initiative, figure le Programme de partenariat public-privé (PPP) pour la gestion déléguée du service de l'eau dans les périmètres d'irrigation. Cet important outil de développement de l'irrigation devra être renforcé cette année, avec de nouvelles réalisations. Ainsi, on achève l'étude de faisabilité et d'options stratégiques du PPP concernant le périmètre de la Moulouya, alors que celle relative aux périmètres du Haouz et de Azemmour-Bir Jdid est en cours de mise en œuvre.

Il est à noter que la première phase est relative aux études liées respectivement aux périmètres du Loukkos, du Tadla, des Doukkala, du Gharb (irrigation) et de Chtouka Ait Baha. Elles ont été achevées en 2011. De même, selon le ministère de tutelle, on lance la seconde phase qui concerne l'exécution de l'appel d'offres pour la désignation des partenaires privés ainsi que l'établissement des documents contractuels des différents périmètres en projets, en fonction des décisions stratégiques appelées à être prises par l'Etat, notamment au sujet de la contribution publique au financement des investissements requis pour la mise en œuvre de la gestion déléguée.

Un programme à deux volets

Il faut noter que le Programme national d'économie d'eau en irrigation s'étale sur 10 années et coûtera 37 milliards de DH. Ce programme est composé de deux volets : la reconversion collective (secteurs de la grande hydraulique) sur plus de 337 000 ha et la reconversion individuelle (irrigation privée) sur 218 000 ha. Par ailleurs, dans le cadre du programme de valorisation des ressources en eau, notamment celles à usage agricole qui représentent actuellement 90 % des eaux mobilisées, on prévoit, d'une part, de rattraper, dans le cadre du Plan Maroc vert, des retards accumulés en matière d'équipement des zones dominées par les eaux des barrages et, d'autre part, la réalisation d'économies dans les consommations d'eau par l'adoption de techniques d'irrigation appropriées.

Celles-ci consistent principalement en le remplacement progressif des systèmes actuels basés sur le gravitaire et l'aspersion par les systèmes de micro-irrigation et le goutte à goutte. Cette reconversion permettra de couvrir par l'irrigation localisée une superficie de 670 000 ha à l'horizon 2020 contre 150 000 ha actuellement.

Conversion massive de l'irrigation de surface

Le Plan Maroc vert vise l'amélioration du service de l'eau d'irrigation, la promotion des techniques d'irrigation économes et de systèmes de culture permettant une meilleure valorisation de l'eau. Le PNEEI, en ce qui le concerne, a pour objectif principal la conversion massive de l'irrigation de surface et par aspersion à l'irrigation

localisée sur une superficie de l'ordre de 550 000 ha durant 15 ans, soit un rythme d'équipement de près de 37 000 ha/an. À préciser qu'en ce qui concerne les périmètres de grande hydraulique, on fait état actuellement de 395 090 ha avec un taux de conversion allant de 4 % pour Ouarzazate et à 81 % pour Tadla. Dans l'irrigation privée, il faut relever 160 000 ha correspondant à 50 % de la superficie totale irriguée.
Repères

La première phase du programme est relative aux études liées respectivement aux périmètres du Loukkos, du Tadla, des Doukkala, du Gharb (irrigation) et de Chtouka Ait Baha. Elles ont été achevées en 2011. Le ministère de tutelle lance une seconde phase concernant l'exécution de l'appel d'offres pour la désignation des partenaires privés ainsi que l'établissement de documents contractuels des différents périmètres en projets.

IGC lowers world wheat output for 2012-13 to 671 mn tonne

Date : 28 May 2012

Source : Business-Standard

URL : <http://business-standard.com/india/news/igc-lowers-global-wheat-output-forecast-for-2012-13-to-671-million-tonne-/166043/on>

The International Grains Council (IGC) further lowered its global wheat production forecast for 2012-13 today to 671 million tonnes due to adverse weather conditions in Europe, Russia and Morocco. In April, the London-based organisation had pegged the global wheat output at 676 million tonne for 2012-13. The revised forecast is lower than 695 million tonne output 2011-12.

"Global crop prospects for 2012-13 remained mostly favourable during May, but adverse conditions lowered harvest expectations in the EU, Russia and Morocco, contributing to a 5 million tonne cut in the world production forecast, to 671 million tonne," IGC has said in its latest Grains Report.

World wheat consumption forecast has also been lowered to 681 million tonne in 2012-13 from 688 million tonne last year, it said.

China, with more than 100-million tonne output, is the world's largest wheat producer. India is the world's second-biggest producer and is estimated to harvest 90.23 million tonne in 2011-12, as per the government data.

According to the IGC report, global trade in wheat is expected to see a dip by 7.4 million tonne to 136 million tonne, from record 143 million tonne in 2011-12.

The export surplus wheat is expected to be lower in Europe and Argentina, but increased production and reduced competition will likely boost sales by the US, the report said.

The carryover stocks at the end of 2012-13 are seen lower by 15 million tonne than last time year, at 191 million tonne.

With respect to global maize production, the global body has, however, raised production estimates by more than 5% to a record 913 million tonne in 2012-13. Last year, production had stood at 866 million tonne.

Compared to 2011-12, the availability of maize world over is expected to be more comfortable and maize could replace some wheat in livestock feed rations.

ALE Maroc-Turquie : le volet agricole passé au scanner

Date : 28 mai 2012

Source : L'Economiste

URL : <http://www.leconomiste.com/article/894873-ale-maroc-turquiele-volet-agricole-pass-au-scanner>

L'impact de la libéralisation des échanges avec la Turquie sur le secteur agricole marocain est redouté. Le ministère de l'Agriculture lance une étude pour mieux cerner les conséquences de l'ouverture du marché aux produits turcs avant d'entamer les négociations sur l'article 35 de l'accord de libre-échange. L'objectif étant de déterminer le pourcentage d'ouverture actuel des échanges ainsi que le mode de libéralisation à retenir. Le tout sachant que les tarifs de droits de douane turque appliqués aux produits agricoles sont assez élevés comparativement à ceux du Maroc.

Trois options sont à l'étude: un schéma de démantèlement progressif, un simple échange de concessions selon

le principe de la liste positive figée ou encore, celui de la liste positive évolutive. L'effet de l'ALE avec la Turquie sur la production, les prix, l'emploi et la fiscalité devrait être également évalué. Le secteur agricole turc bénéficie de soutiens importants à l'export créant ainsi des distorsions au commerce. Elles sont généralement accordées sous la forme de restitutions à l'exportation. C'est le cas pour l'huile d'olive (125 dollars/t pour 100% de la quantité exportée), les préparations et conserves de poissons (200 dollars/t pour 100% de la quantité exportée), les œufs (15 dollars / 1.000 pièces pour 78% de la quantité exportée), etc. D'ailleurs l'étude du ministère de l'Agriculture devra proposer des mesures compensatoires aux distorsions créées par ces subventions. Celles-ci pourraient se matérialiser par la mise en place de quotas réduits, de faibles réductions de droits de douane, etc. Entré en vigueur en janvier 2006, l'accord de libre-échange avec la Turquie a été signé en 2004. Si les produits industriels seront totalement libéralisés en 2015, les produits agricoles bénéficient de concessions tarifaires accordées par les deux pays pour un nombre limité de produits.

Plus exactement, l'accord prévoit une clause évolutive assortie d'une libéralisation progressive des échanges. Une clause sur laquelle la Turquie s'est appuyée pour formuler une requête additionnelle visant l'amélioration des concessions accordées par le Maroc sur certains produits. Ce qui risque d'avoir un impact important sur le secteur agricole marocain. Globalement, le solde commercial du Maroc avec la Turquie reste déficitaire même s'il s'est redressé. Depuis 2006, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a progressé de 17% en moyenne annuelle s'établissant à 9,3 milliards de dirhams en 2010, ce qui représente 2,1% du total du commerce extérieur du Maroc. Dans le cas de la balance commerciale agricole, le déficit s'est réduit de 8%. Il est passé de 90 millions de DH pour la période 2003-2005 à 83 millions de dirhams pour la période 2006-2010. En 2009, ce déficit a atteint un maximum de 152 millions de dirhams. Un niveau attribué surtout aux fausses déclarations en douane avec un niveau d'importation de près de 165 millions de dirhams.

Squeeze on Syria grain trade signals alarm for Assad

Date : 28 May 2012

Source : Daily Star

URL : <http://www.dailystar.com.lb/Business/Middle-East/2012/May-28/174807-squeeze-on-syria-grain-trade-signals-alarm-for-assad.ashx#axzz1w9gixi2z>

Syria is struggling to meet its grain import needs because of sanctions, raising the risk of bread shortages that could sap public support for President Bashar Assad as he tries to snuff out a 15-month-old uprising. Trade sources said a reluctance among foreign banks, shipowners and grain traders to sell to import-dependent Syria – even though food is not itself subject to sanctions – has forced Damascus into an array of unusually small deals, many arranged by shadowy middlemen around the Middle East and Asia.

In what might prove to be a turning point on a path toward a politically corrosive food crisis, government data Friday showed the domestic grain harvest falling well short of target and the state grains agency failing to find a single acceptable offer to fulfil a major import tender it issued last month to buy animal feed for its livestock farmers.

“Syrian purchase interest has fallen off in the last 10 days or so,” one trade source familiar with exports to Syria of wheat and other grains for human consumption and animal feed told Reuters. “Banks are becoming tougher in checking compliance with sanctions. It is becoming more difficult to get finance from any banks.”

State currency reserves have been depleted and the Syrian pound has lost half its value, adding to import woes.

Data for stocks in Syrian granaries is kept secret but there has so far been little widespread disruption evident in subsidized supplies of bread – a staple of a diet in which every Syrian consumes on average half a kilo (a pound) of wheat a day.

But international aid agencies, which are already helping up to a million Syrians stave off hunger, report patchy but spreading food shortages and sharply rising prices. Grain traders cite anecdotal evidence that stocks, concentrated in the restive countryside, are being run down or looted. That may mean the government needs to import more for the big cities it controls.

With international traders saying financial sanctions have bitten hard into purchases, violence hindering back-door imports via Lebanon and the conflict hampering Syria's domestic harvest in the coming months, analysts see mounting risks for Assad.

“Despite the regime's efforts to conceal the full extent of the deterioration, both from its own citizens and from the outside world, it is beyond a doubt that the Syrian economy is in a state of full collapse thanks to the cumulative effect of the various multilateral and bilateral sanctions,” said Peter Pham, a director at Washington think-tank the Atlantic Council.

Syria relies on imports for about half of its annual needs of 7-8 million tons of grain, U.N. data shows. Water shortages, blight and conflict hit last year's harvest.

Traditional secrecy – and the violence that has hit drought-stricken farming areas which were the flashpoint for revolt – makes it hard to calculate how quickly supplies might run short. Not only bakeries are dependent on cereals, but also farmers raising poultry, sheep and meat and dairy cattle.

"A humanitarian disaster would further erode Bashar's claim that the current regime is legitimate," said Anthony Skinner with risk analysts Maplecroft in London. "High inflation and shortages in food supplies will also likely place the families of underpaid rank-and-file soldiers under increasing duress and may provide them with yet another incentive to jump ship."

Dealers in the grain trade hubs of Hamburg and London said difficulties in finding finance and insurance for shipments to sanctions-hit Syria were stifling offers from major exporters.

Of a 150,000-ton animal feed tender launched last month, one said: "It appears to have been too difficult to undertake a formal tender in this time of sanctions."

Ukrainian exporters cited sanctions for a sharp fall in their sales to Syria in recent weeks, having sold 620,000 tons of corn and wheat to Damascus since October.

The EU, the U.S. and the Arab League have led the campaign that bars financial dealings with Syria. Food imports are not a target but, in a bid to sidestep the measures, hundreds of thousands of tons of grain, notably from Ukraine and Russia, have been shipped to ports in Lebanon and Turkey this year for trucking overland into Syria.

One major grains supplier in the Middle East complained that some financiers were over-reacting. "You see some banks exaggerate their reactions," he said. "They hear Syria and they just don't want to deal anymore. Other banks are more flexible."

Whether by sea or land, critical players in the Syria trade are now contractors with suitable contacts and a willingness to risk their own cash on transactions that flirt with bans on Syrian banks by working between Syrians and foreign exporters.

"The middle men are driving this trade and can make serious money. Syria is making cash payments in euros or dollars through foreign exchange bureaus in places like Lebanon and the middle men will make the transactions from their accounts," one trade source said. "They need to conceal deals."

Private entrepreneurs, many previously unknown to major traders and based in Lebanon, Turkey, India and elsewhere, have been appearing to make purchases on the international market.

One Middle Eastern grain trader said the unusually small vessels arriving at Syrian ports with shipments of grain a fraction the size of a normally commercially viable shipment was an indication that Syria was losing the trust of major operators.

"Syria is in big trouble and can no longer call the shots on terms and conditions," the trader said. "So they will try and take whatever they can even on tiny vessels."

Port and ship tracking data, indicated three ships this week docked at Tartous carrying respectively from Turkey, Ukraine and Egypt: 27,000 tons of wheat; 8,000 tons of soybean; and a cargo of animal feed of 2,000 tons. Typical commercial grains cargoes are around 60,000 tons apiece.

Further up the Mediterranean coast at Latakia, Syria's main cargo port, just a single vessel, carrying less than 10,000 tons of Ukrainian wheat from the Black Sea port of Mikolaiv, or Nikolayev, made a delivery in the past two days.

In better times, Syria has been a net exporter of grain. But intensive, state-sponsored production drives since the 1990s have drained the water table in areas like the Hauran plain, where the uprising began last year in the southern city Deraa among a population hit hard by drought and crop blight.

An Agriculture Ministry official gave Friday estimated harvest figures for this year that were a quarter lower than targets cited by the state news agency SANA. A production forecast of 3.7 million tons of wheat and 843,000 tons of barley compared to targets of 4.6 and 1.6 million respectively.

Independent analysts suggest state statistics may be optimistic. Influential French forecaster Strategie Grains said it had slashed its harvest estimate for Syria's 2012 crop for soft and durum wheat by 900,000 tons to 2.5 million tons. That compared with a harvest of 3.3 million tons in 2011.

“The main producer regions are very much at the center of the civil war and although it is difficult to evaluate the impact this will have on the harvest, a significant disruption seems certain,” the firm said in its latest report last week.

The U.S. Department of Agriculture, a benchmark for global grains traders, estimated last year’s wheat harvest at 3.85 million tons and barley at 700,000 tons. It estimates total annual grains consumption in Syria at 6.9 million tons.

U.N. officials have estimated at least a million Syrians need help with food and other essentials but have failed to agree a supply deal because the Syrian government wants to have control of the distribution of the aid.

“Food security of vulnerable populations in Syria is currently fragile,” said World Food Program spokeswoman Abeer Etefa. “Overall poverty levels are also increasing and access to basic supplies and services is deteriorating.”

As Saddam Hussein showed in Iraq in the 1990s, authoritarian governments can survive under sanctions despite severe hardships for ordinary people, though the continued violence in Syria, which has cost over 10,000 lives since March 2011, shows Assad faces a stiffer internal challenge than did Saddam.

In contrast to Syria, its much bigger, oil-rich, ally Iran has managed to sidestep Western sanctions using alternative financing routes to buy grain on international markets.

Pour une meilleure prise en compte de la sécurité alimentaire en Tunisie

Date : 28 mai 2012

Source : Kapitalis.com

URL : <http://www.kapitalis.com/kapital/34-economie/10097-pour-une-meilleure-prise-en-compte-de-la-securite-alimentaire-en-tunisie.html>

Depuis l’indépendance, la sécurité alimentaire quantitative de la population tunisienne a connu une amélioration significative. En effet, les disponibilités énergétiques alimentaires par habitant ont progressé de 2.000 à 3.500 kcal par personne et par jour entre le début des années soixante et le milieu des années 2000.

Cette progression des disponibilités alimentaires a concerné toutes les catégories sociales et de nos jours, la très grande majorité de la population est à l’abri de la sous-nutrition.

En ce qui concerne la dimension qualitative de la sécurité alimentaire, de nouveaux problèmes ont fait leur apparition: la prévalence des maladies de carence se réduit tandis que celle des maladies résultant d’une alimentation trop riche en sucres et matières grasses augmente.

Selon une étude menée par des experts de l’Agence française de développement (Afd) et de l’Institut national agronomique de Tunisie (Inat) paru au dernier trimestre 2011, ces évolutions mentionnées ci-dessus sont le résultat des politiques agricoles et alimentaires mises en œuvre durant les dernières décennies.

Dans une première étape (de l’indépendance, en 1956, jusqu’au milieu des années 1980), ces politiques ont affiché un objectif d’autosuffisance alimentaire, poursuivi à travers des mesures importantes de soutien à la production combinée à une subvention significative des prix à la consommation des denrées alimentaires de base.

Ensuite, dans le cadre des politiques d’ajustement structurel et du mouvement général de libéralisation (interne et externe) de l’économie tunisienne, l’accent a été mis sur l’objectif de sécurité alimentaire donnant ainsi aux mécanismes de marché un rôle croissant dans la satisfaction des besoins alimentaires de la population. Cette nouvelle conception est à relier étroitement à l’émergence du concept de compétitivité de l’offre locale de produits agricoles, celle-ci constituant une condition essentielle à la maîtrise des importations et à l’accroissement des exportations des produits alimentaires.

Identification des principaux problèmes

La crise provoquée par la flambée des prix internationaux des produits alimentaires et des produits pétroliers en 2007 et 2008 a permis d’identifier certaines fragilités de la politique agricole et alimentaire dont les principales sont :

- une forte exposition à l’instabilité des marchés internationaux qui constitue une source de préoccupation pour les finances publiques, en raison des subventions à la consommation qui sont toujours en vigueur pour les

denrées constituant la base de l'alimentation de la population et particulièrement des consommateurs à faible revenu;

- une possible exacerbation des fluctuations interannuelles de la production agricole, notamment sous l'effet du changement climatique, dans la mesure où l'agriculture et l'élevage tunisiens sont des activités de zones arides ou semi-arides. En l'absence de stratégie adaptée, les effets du changement climatique (augmentation des températures, modification du volume et de la répartition des pluies) risquent d'accroître cette irrégularité de la production agricole nationale et ainsi d'hypothéquer l'amélioration de sa productivité;

- une faible compétitivité prix et hors prix des productions alimentaires nationales vis-à-vis des denrées importées. La politique des prix garantis à la production n'incite pas les producteurs, ainsi que les opérateurs à l'aval des filières, à se placer dans une démarche qualité résolument orientée vers les attentes des consommateurs. Cela affaiblit donc la capacité des produits tunisiens à conquérir durablement des parts de marché vis-à-vis des produits importés;

- une efficacité et une efficacité sous-optimales des mesures en faveur de l'accès à l'alimentation des catégories les plus vulnérables.

Ces fragilités, avérées ou potentielles, de la politique agricole et alimentaire correspondent, selon les cas, à des défaillances de marché, du gouvernement ou à une combinaison des deux sans oublier également les cas d'inéquité. En somme, l'urgence de réaliser le potentiel de l'agriculture se présente comme une impérieuse nécessité d'améliorer la contribution du secteur agricole au développement de l'économie nationale en termes de croissance, de compétitivité et d'emploi.

Formulation des principaux objectifs

Face à ces défis et enjeux, l'objectif global de renforcement de la sécurité alimentaire de la Tunisie peut être décliné en quatre objectifs principaux:

- adapter la politique d'importation à l'instabilité des marchés internationaux en renforçant les capacités d'anticipation, et en élargissant la gamme des instruments de politique commerciale extérieure;

- stimuler et stabiliser l'offre locale de produits agricoles, notamment à travers la mise au point d'itinéraires techniques adaptés à la diversité des problématiques des territoires et des systèmes de production, l'appui à la reconversion de ces systèmes, l'évolution de la politique foncière et la promotion des démarches adaptées des aménagements hydro-agricoles;

- renforcer la compétitivité de l'offre nationale de produits agricoles tout en garantissant une exploitation durable des ressources naturelles et un équilibre de développement entre les territoires;

- favoriser l'accès à une alimentation suffisante et équilibrée.

Ces mesures sont considérées comme les plus importantes pour parvenir à la sécurité alimentaire selon la réflexion d'un groupe de travail constitué par divers experts en la matière.

Forum sino-arabe: 17 pays arabes seront représentés par leur chef de diplomatie

Date : 28 mai 2012

Source : Radio Chine International

URL : <http://french.cri.cn/621/2012/05/28/442s282731.htm>

La 5e édition du Forum de coopération sino-arabe, prévue du 29 au 31 mai à Hammamet, dans le sud de Tunis, regroupera tous les pays membres, dont 17 pays arabes seront représentés par leur ministre des Affaires étrangères, a déclaré lundi M. Huo Zhengde, ambassadeur de Chine à Tunis.

Lors d'un entretien avec la presse locale et internationale, M. Huo a indiqué que cet événement important serait marqué par la tenue d'une conférence ministérielle précédée par une réunion de hauts fonctionnaires.

D'après M. Huo, la réunion des hauts fonctionnaires sera une opportunité de "réfléchir sur des problèmes internationaux et régionaux, d'explorer de nouveaux moyens de renforcer la coopération sino-arabe, ce qui prouve le grand intérêt porté par les pays membres à cet événement qui se tient tous les deux ans et constituera une nouvelle plateforme pour un dialogue collectif et fructueux".

Outre la Tunisie (pays hôte), la Ligue arabe (représentée par son Secrétaire général), la Chine sera représentée lors de ce 5e forum sino-arabe par une "importante délégation", qui sera dirigée par le ministre chinois des Affaires étrangères M. Yang Jiechi, a encore précisé M. Huo.

Le Chef de la diplomatie chinoise entamera également le 1er juin 2012 une visite officielle en Tunisie où il rencontrera les dirigeants tunisiens et annoncera de nouvelles aides financières en faveur de la Tunisie.

En 2011, le gouvernement chinois a accordé à la Tunisie une enveloppe d'environ 20 millions de dollars sous forme de dons outre 7 millions de dollars d'aides humanitaires en faveur des réfugiés sur la frontière tuniso-libyenne.

Le Forum sino-arabe traitera l'instauration de nouvelles mesures de coopération entre la Chine et les pays arabes essentiellement dans des domaines comme l'industrie, la santé publique, les normes de la qualité de production ainsi que la qualité des ressources humaines (..).

Il sera également question de bien tirer profit des "grandes potentialités de coopération" existant entre la Chine et les pays arabes, entre autres, dans l'agriculture, la technologie et l'éducation.

Evoquant les perspectives de coopération entre la Chine et la Tunisie, M. Huo a mis en exergue l'importance des relations historiques liant les deux pays et qui ne cessent de s'améliorer dans plusieurs domaines dont le secteur médico-sanitaire.

Le plus important projet de coopération tuniso-chinoise, a-t-il ajouté, est celui de la création d'un centre hospitalo-universitaire à Sfax (centre de la Tunisie) que se propose de financer le gouvernement chinois.

Il s'agit également d'un projet d'élevage de crevettes, d'éclairage voltaïque de port commercial ainsi qu'un projet portant sur l'aménagement et l'entretien du Centre culturel d'El Menzah 6 (Grand Tunis).

Du côté du tourisme, l'état des lieux de la coopération entre la Tunisie et la Chine n'a pas encore progressé pour atteindre les attentes des deux pays en la matière. Le nombre restreint des touristes chinois en Tunisie pourrait être expliqué par les spécificités de ces derniers.

"Les touristes chinois préfèrent le plus souvent les visites touristiques culturelles, tandis que la Tunisie est connue plus pour être une destination balnéaire", a déclaré M. Huo.

Tout en respectant le choix des Tunisiens et leur volonté d'accomplir un changement politique, la Chine a fortement soutenu la Tunisie tout en étant "confiante" en la capacité tunisienne d'accomplir, avec succès, le processus de transition.

La Chine, a-t-il rassuré, ne cessera d'inciter ses investisseurs à s'installer en Tunisie "en attendant l'amélioration du climat socio-économique général" en Tunisie, tout en faisant allusion à la nécessité d'instaurer de nouvelles "règles administratives" liées à l'investissement dans le pays d'Afrique du nord.

Un taux de boisement de moins de 2% en Algérie

Date : 28 mai 2012

Source : El Watan

URL : http://www.elwatan.com/economie/un-taux-de-boisement-de-moins-de-2-en-algerie-28-05-2012-172509_111.php

En dépit des contraintes multiples qui persistent encore, les produits forestiers enregistrent une croissance relative, alors qu'une meilleure optimisation des espaces forestiers permettra à coup sûr de booster la filière.

Selon le bilan présenté récemment par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, les prévisions de la production du liège pour l'année en cours prévoient une croissance de 18% par rapport à l'année (2011).

Ainsi, la récolte de 2011 qui a atteint

47 869 quintaux de liège à l'échelle nationale passera à 58 266 quintaux, selon ces prévisions. L'est du pays reste la région qui présente toujours un meilleur potentiel en la matière. Durant l'année 2011, la wilaya d'El Tarf était en tête avec une production qui avait atteint les 9 960 quintaux et des prévisions de 13 671 pour l'année en cours. A Jijel, où la production de l'année passée a été de 9 899 quintaux, les prévisions tablent sur une production de 90706 quintaux à la fin de l'année 2012, alors qu'à Skikda, où 8761 quintaux ont été récoltés en 2011 une production de 11 236 quintaux est attendue à la même échéance (fin 2012). La production de liège est concentrée dans 13 principales wilayas du nord du pays. L'autre produit forestier dont l'Algérie dispose d'un potentiel relativement important est le bois, mais sa production, contrairement

au liège, a connu un certain recul ces dernières années. Le bilan du ministère de l'Agriculture fait ressortir ainsi que la production de bois qui a été de 135 365 m³ en 2010 est passée à 118 833 m³ en 2011, soit un recul de plus de 12%. Cependant, durant le premier trimestre de l'année 2012, la récolte n'a été que de 5 341 m³.

Au-delà de ces bilans qui ne concernent que les deux produits phare de la filière, il y a lieu de souligner que l'exploitation des espaces forestiers bute sur plusieurs difficultés et contraintes. Il s'agit en premier lieu des incendies de forêt qui ravagent chaque année des centaines, voire des milliers d'hectares. La contrainte sécuritaire de ces 20 dernières années n'a pas manqué, elle aussi de porter un coup dur au secteur. Avec l'avènement du terrorisme, les forêts sont effet abandonnées notamment dans les régions les plus touchées par l'insécurité, à l'instar des wilayas de Jijel et Tizi Ouzou. Par ailleurs, les expertises et autres études effectuées dans le domaine attestent d'un réel potentiel qui nécessite une meilleure mise en valeur.

Prédominance de l'emploi précaire

Il faut dire qu'avec une superficie de plus de 2,38 millions d'hectares, l'Algérie est le deuxième d'Afrique en étendue, après le Soudan. Le Sahara, l'un des plus vastes déserts du monde, en occupe plus de 2 millions de kilomètres carrés, soit 84% du territoire. Les régions du nord de l'Algérie, où les conditions de climat et de milieu permettent le développement des formations forestières, occupent 250 000 km², soit une moyenne de 10% de la superficie totale du pays. Les forêts et maquis couvrent 4,7 millions d'hectares soit un taux de boisement de 18,8% pour le nord de l'Algérie, mais 1,9% seulement de la superficie totale du pays. Ces indices ressortent du «rapport national de réflexion sur le secteur des forêts» élaboré en 2009 par le consultant Ghazi Ali au profit du programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Cet état des lieux, tel qu'il se présente, reflète bien évidemment une vulnérabilité criante de l'Algérie au plan de valorisation du secteur forestier. «Ces taux de boisement sont très insuffisants pour assurer l'équilibre physique et biologique», précise encore le rapport. Toutefois, le pays dispose de potentialités avérées pour faire du secteur des forêts une branche d'activité économiquement viable et un réel créneau de création de valeur ajoutée et d'emplois. Mais faute d'une mise en valeur de ce potentiel, les emplois créés dans ce secteur restent prédominés par les fonctionnaires de l'administration publique en charge.

Selon la FAO, 84 216 emplois ont été recensés dans le secteur des forêts, mais «il s'agit de ceux relevant de l'administration des forêts dont environ 250 personnes sont localisées au niveau central et le reste est réparti au niveau des 48 wilayas du pays, y compris les structures sous tutelle». En revanche, dans le volet relatif à la main-d'œuvre intervenant sur le terrain, le secteur est prédominé par l'emploi précaire et temporaire comptant «61 265 emplois saisonniers aussi bien au niveau des administrations centrales que des entreprises publiques ou privées».

Sur un autre plan, la dégradation des milieux naturels qui ne fait que s'accroître en Algérie implique pour l'économie nationale un manque à gagner estimé à 2% du PIB (produit intérieur brut), selon le document du PNUD. Ces dernières années, les pouvoirs publics prônent des programmes de développement et de réhabilitation des espaces forestiers. A cet égard, des investissements atteignant les 3% du budget d'équipement global mobilisé par l'Etat ces dernières années. Parmi les principales actions menées dans le cadre de ces programmes, il y a entre autres la reconstitution et la protection du patrimoine forestier, l'aménagement et la protection des espaces steppiques ainsi que la protection et la valorisation des espaces oasiens.

Urban Extra Virgin: Olive Oil from Rome

Date : 29 May 2012

Source : Olive Oil Times

URL : <http://www.oliveoiltimes.com/olive-oil-basics/olive-oil-from-trees-in-rome/26866>

Though it could sound weird to a non-Roman reader, Italy's capital is one of the greenest cities not only in the country itself, but in the whole Europe. With around 52 thousand hectares of agricultural land and its beautiful parks and public gardens, the city has 131.7 cubic meters of green space per person.

From the Agro Romano, the "green belt" around Rome, come a lot of wonderful products such as cheeses, honey, vegetables (the "romanesche" courgettes, carrots, green beans, puntarelle or chicory sprouts), and extra virgin olive oil of course. In fact, the famous Sabina PDO also includes some areas inside the Roman province.

But what about an extra virgin olive oil coming from inside the city boundaries?

You might consider olive trees within the city merely as ornamental items, but that's not true. Olive trees survive in abandoned fields, parks, public and private gardens — and they can still give a good olive oil. Maybe it could

be unrewarding to harvest them, maybe noone even notices them, but they are ready to accomplish their nature, and it would be a waste not to make it happen.

That was the philosophy behind Olio Pu.Ro. (Public Roman oil), one of the “urban experience” projects by Primavera Romana (Roman spring), and undertaken in 2010 by Stalker (a group made of architects, researchers and artists, led by Giulia Fiocca and Lorenzo Romito) in order to generate and share social knowledge and awareness of urban change and to promote new practices, poetics and politics of coexistence in the emerging “beyondcity” dimension.

On that occasion, around 300 kilos of olives were harvested in different Roman boroughs, giving about 40 litres of good olive oil which were sold at a fair price, and an open map of the Roman public olive trees was created.

In 2011 the project gave way to orange picking from the ornamental trees in Rome, but for 2012 the oil production experiment will be repeated going beyond the city borders.

Primavera Romana is promoting a sort of cooperative involving both Italian and foreign harvesters (including political refugees) to pick the olives from the abandoned yards to share their own olives for the common pressing of the oil.

All the participants share the common aim to promote self-managed agricultural work, the meeting of different cultures, a new relationship between city and countryside, waste reduction and quality food production. People are also invited to report public or private abandoned olive trees, to volunteer as olive pickers, to ask for someone to harvest their own trees, or to buy the olive oil.

New CBCMed project to improve goods circulation in the Mediterranean

Date : 30 May 2012

Source : European Neighborhood Info Centre

URL : http://www.enpi-info.eu/mainmed.php?id_type=1&id=29125&lang_id=450&utm_source=4marketing.it%2C%204dem.it&utm_medium=Email%20Marketing&utm_content=Subscriber%2347&utm_campaign=New%20CBCMed%20project%20to%20improve%20goods%20circulation%20in%20the%20Mediterranean

A new project for improved circulation of goods between the Middle East and the EU, 'CUSTOM MED', funded under the Cross-Border Cooperation Programme in the Mediterranean (ENPI CBCMed) will hold its kick-off meeting on 5 June in Aqaba, Jordan.

CUSTOM MED is the only project of the first standard call approved under Priority 3 of the CBCMed programme “Promotion of better conditions and modalities for ensuring the mobility of persons, goods and capitals”.

The project officially started on 12 April 2012 and will run over a period of 30 months. Its purpose is to increase goods circulation among selected Mediterranean ports (Aqaba, Beirut, Piraeus and Valencia) by developing common customs procedures and increasing the use of Information and Communication Technology. This will contribute to reducing the length of import-clearing processes reinforcing at the same time the competitiveness of the concerned ports.

A press conference aiming at presenting the CUSTOM MED project objectives, partnership and expected results will also be held on 5 June at the Aqaba Mövenpick Hotel.

The CUSTOM MED total budget is €1,163,186 of which €1,046,867 as ENPI contribution (90%). It is coordinated by the University of Genoa - Transport Research Centre (Italy, Liguria). Other organisations from Lebanon, Spain, Greece and Jordan are involved in the project as partners.

The ‘**ENPI CBC Mediterranean Sea Basin Programme 2007/2013**’ is a multilateral cross-border cooperation programme co-financed by the EU under the European Neighbourhood and Partnership Instrument.

La biodiversité marine convoitée

Date : 30 mai 2012

Source : *le Matin*

URL : http://www.lematin.ma/journal/Diversite-biologique_La-biodiversite-marine-convoitee/167070.html

«La biodiversité marine est très riche, mais elle reste encore non connue. Au rythme des découvertes actuelles, il faut attendre entre 250 et 1000 ans pour faire l'inventaire du monde marin», a indiqué Mohamed Menioui, de l'Institut scientifique de Rabat, lors de la célébration de la Journée internationale de la biodiversité du 22 mai. Un événement international correspondant à la date de l'adoption de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et qui a été célébré cette année sur le thème «Un océan, plusieurs mondes de vie».

Ce rendez-vous offre aussi une occasion pour sensibiliser les différents acteurs, y compris le grand public, à l'importance de la diversité biologique marine et côtière pour le développement économique et social. «États-Unis, Allemagne et Japon font partie des dix pays qui dominent la biodiversité en matière de dépôts de brevets», a ajouté M. Menioui. La biodiversité marine est appelée à recevoir à l'avenir les plus gros investissements. Pour Mohamed Amar, responsable du laboratoire de microbiologie et de biologie moléculaire au Centre national pour la recherche scientifique et technique (CNRST), les produits de la biotechnologie blanche (exploitation des gènes) et de la bioénergie dépasseront un tiers des investissements industriels à l'horizon 2030. Si le milieu marin recèle des richesses inestimables, il faut penser dès maintenant à l'exploitation durable de cet écosystème. À l'échelle nationale, il n'existe pas encore de loi pour gérer le littoral. «Le Maroc a signé, en 2008, le protocole de la gestion intégrée des zones côtières, mais il ne l'a toujours pas ratifié», a noté Larbi Sbai, professeur du droit de la mer et de l'environnement dans les universités marocaines.

La célébration de la Journée mondiale de la biodiversité s'inscrit également dans le cadre de la Décennie des Nations unies pour la biodiversité (2011-2020). Cette décennie constitue un cadre pour soutenir la mise en œuvre du Plan stratégique pour la biodiversité et des Objectifs d'Aichi adoptés à la 10e Conférence de la CDB, tenue au Japon en 2010. Ces objectifs appellent notamment les gouvernements, les entreprises et les parties prenantes, à tous les niveaux, à prendre des mesures ou à appliquer des plans pour assurer une production et une consommation durables. Par ailleurs, ce plan stratégique appelle tous les pays, d'ici à 2015, à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie et un plan d'action nationaux efficaces, participatifs et actualisés en matière de diversité biologique.

La rencontre de la CDB au Japon a aussi adopté le Protocole de Nagoya. Cet accord a pour but de réglementer l'accès aux ressources génétiques et de promouvoir le partage juste et équitable des avantages issus de leur utilisation. Le protocole de Nagoya devait entrer en vigueur 90 jours après la 50e ratification par les États. La 11e réunion de la Conférence de la CDB, qui se tiendra en Inde en octobre prochain, pourrait accueillir la première réunion des Parties au protocole, à condition que les 50 ratifications aient eu lieu avant le 10 juillet prochain. Le secrétaire général de l'ONU et le secrétaire exécutif de la CDB ont appelé les parties à accélérer le processus de ratification du Protocole de Nagoya et à souligner sa contribution importante au développement durable, à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et à la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité.

Ressources côtières surexploitées

Les océans ont accumulé un quart à un tiers des émissions de CO₂ dues à la combustion des énergies fossiles, au déboisement et à d'autres activités humaines. Par ailleurs, environ 80% des stocks mondiaux de poissons sur lesquels des données sont disponibles sont pleinement exploités ou surexploités et nécessitent donc une gestion durable. Enfin, les pressions exercées sur la biodiversité côtière et marine vont continuer à augmenter, car 50% de la population mondiale vivra le long des côtes en 2015, ce qui soumettra les ressources côtières à une énorme pression.

Le génome de la tomate séquencé

Date : 30 mai 2012

Source : *La France Agricole*

URL : <http://www.lafranceagricole.fr/actualite-agricole/recherche-le-genome-de-la-tomate-sequence-57990.html>

La tomate vient de livrer le secret de son génome, une avancée qui ouvre de nouvelles perspectives pour les scientifiques et les semenciers.

Un consortium regroupant plus de 300 chercheurs de 14 pays, dont plusieurs pays européens, la France, les Etats-Unis, mais aussi la Chine et l'Inde, publie mercredi dans la revue Nature le séquençage du génome de la tomate, révélant l'ordre, les types et les positions de ses 35.000 gènes.

« Ce génome va être un génome de référence pour des espèces agronomiquement et donc économiquement très importantes », explique un des chercheurs, Mondher Bouzayen, directeur du Laboratoire Génomique et Biotechnologie des Fruits (Inra/Inp, Toulouse, France), citant l'aubergine, ou encore le piment.

Du point de vue de la recherche, « les scientifiques vont se régaler sur plusieurs sujets qu'ils ne pouvaient pas aborder de façon franche ».

Le Consortium du génome de la tomate a réalisé un séquençage de haute qualité du génome de la tomate domestique (de la variété Heinz, utilisée pour les sauces et ketchup) ainsi qu'un séquençage « un peu plus rapide » du génome de son parent sauvage (*Solanum pimpinellifolium*). La différence entre les deux est de seulement 0,6 %.

« On aurait pu séquencer n'importe quelle variété », précise le Pr Bouzayen. Les tomates peuvent paraître visuellement très différentes, mais partagent le même génome, à quelques infimes détails près.

Taille, forme, couleur, mais aussi saveur – goût et texture –, qualité nutritionnelle : autant de points auxquels le consommateur est sensible et qui sont gouvernés par les gènes. Les semenciers, et toute la filière de production, se préoccupent aussi de la capacité de résistance aux insectes nuisibles, à la sécheresse et aux maladies, ou encore de la conservation après récolte.

La connaissance du génome sera « une ressource essentielle pour comprendre comment tout cela fonctionne », comment les gènes sont orchestrés ensemble, explique le Pr Bouzayen. Au-delà de la tomate, c'est toute la famille des solanacées, première source alimentaire après les céréales, qui devrait tirer profit de cette avancée : poivron, piment, aubergine, mais aussi tabac ou encore pomme de terre...

Si le génome de la tomate montre plus de 8 % de divergence avec celui de la pomme de terre, récemment séquencé, les deux plantes sont des « cousines germaines », relève le chercheur.

Comment expliquer qu'elles se ressemblent si peu ? « Scientifiquement parlant, c'est sans doute la question la plus excitante », dit-il. La tomate est aussi pour les scientifiques un « fruit modèle » : « En gros, tout ce qu'on sait sur les fruits charnus (pomme, poire, fraise, mangue, etc.), on l'a appris sur la tomate », souligne le Pr Bouzayen.

L'Espagne exhorte la Mauritanie à renouveler l'accord de pêche avec l'UE

Date : 30 mai 2011

Source : Les Echos

URL : <http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/grande-consommation/actu/afp-00446303-l-espagne-exhorte-la-mauritanie-a-renouveler-l-accord-de-peche-avec-l-ue-328422.php>

L'Espagne souhaite le renouvellement de l'accord de pêche entre la Mauritanie et l'Union européenne (UE), qui ont échoué à s'entendre sur la reconduction de ce contrat au-delà de juillet, a affirmé le ministre espagnol de l'Agriculture lors d'une brève visite mardi à Nouakchott.

Le ministre Miguel Arias Canete a été reçu peu après son arrivée à Nouakchott par le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz, et a eu une réunion avec son homologue mauritanien avant de quitter la Mauritanie mardi soir, de source officielle mauritanienne.

"J'ai exprimé au président le souhait de l'Espagne de voir ce protocole renouvelé avec des conditions techniques et financières favorables, permettant de reconduire les activités de la flotte de pêche espagnole dans la zone économique mauritanienne", a déclaré M. Canete à la presse à l'issue de son audience.

"Ce protocole qui sert les intérêts des deux parties apporte une contribution positive au développement du secteur des pêches en Mauritanie et nous voulons appuyer cette contribution dans le futur", a-t-il précisé. Il a espéré que "ce dialogue avec les autorités mauritaniennes aura un effet positif sur les négociations en vue du renouvellement du protocole et que cela débouchera sur la fixation d'une date la plus rapide possible". L'actuel accord de pêche entre la Mauritanie et l'UE expire le 31 juillet prochain. Les négociations relatives à sa reconduction achoppent toujours sur le montant des compensations financières à verser à l'Etat mauritanien. Le dernier protocole d'accord permettait à environ 110 navires européens (principalement espagnols) de pêcher dans les eaux territoriales mauritaniennes en contrepartie du versement par l'UE de plus de 305 millions d'euros pour quatre ans.

Pour la signature d'un nouvel accord de pêche avec l'UE, la Mauritanie exigerait également le débarquement des prises dans les ports mauritaniens, l'engagement d'écouler 2% des captures pélagiques sur le marché local et l'embarquement de marins mauritaniens à concurrence de 60% des équipages.

Selon les statistiques officielles disponibles, le secteur de la pêche représente plus de 20% des recettes budgétaires et emploie plus de 36.000 personnes.

Les prix de l'huile d'olive au plus bas depuis dix ans

Date : 30 mai 2012

Source : L'Usine Nouvelle

URL : <http://indices.usinenouvelle.com/produits-agricoles/les-prix-de-l-huile-d-olive-au-plus-bas-depuis-dix-ans.4308>

L'Espagne, l'Italie et la Grèce déjà au cœur de la tourmente financière de la zone euro ont désormais un autre sujet d'inquiétude en commun.

Le prix de l'huile d'olive, au plus bas depuis dix ans, menace directement les revenus des agriculteurs de ces pays, qui à eux trois représentent 70% de la production mondiale. Cette culture est essentielle pour le maintien de l'emploi dans les zones rurales de régions qui, à l'image de l'Andalousie, sont déjà fortement touchées par le chômage. Selon Eurostat, les prix européens de l'huile d'olive ont chuté de moitié en termes réels par rapport à leur niveau de 2002.

Interrogé par le Financial Times, Jean-Louis Barjol, directeur général du Conseil Oléicole International (COI) constate le déséquilibre du marché et estime que les stocks devraient atteindre en fin de saison un niveau record de 1,1 million de tonnes, soit environ un tiers de la consommation totale annuelle.

L'Espagne, premier producteur mondial, a en effet connu une récolte record en 2011/12. Dans le même temps, la demande a pâti de la crise économique dans les pays du Sud de l'Europe. Les consommateurs ont modifié leurs comportements en se tournant vers l'huile de tournesol moins chère. En Grèce et en Italie, la consommation d'huile d'olive est revenue à son niveau de 1995 et en Espagne à son niveau de 2002.

Le marché mondial se trouve donc avec un excédent que la demande aux Etats-Unis et dans les pays émergents ne suffira pas à absorber. Les importations de la Chine, pourtant en forte augmentation de 375% entre 2006/07 et 2010/11, restent relativement faibles en volume, les Chinois n'étant pas de gros consommateurs d'huile d'olive.

"Situation intenable » pour les producteurs, l'UE annonce des aides

Selon le dernier rapport du COI, le prix payé aux producteurs d'huile extra-vierge a baissé en un an de 12% en Espagne (1.77 euro/kg), de 5% en Grèce (1.84 euro/kg) et de 38% en Italie (2.40 euros/kg), au plus bas depuis octobre 2009 dans ces trois pays.

La Copa-Cogeca, syndicat européen d'agriculteurs, dénonce une situation "catastrophique". Son secrétaire général, Pekka Pesonen, explique: «les producteurs sont pris en étau entre des prix bas et des coûts de production élevés. La situation est intenable (...) les producteurs ont vu leurs revenus se détériorer constamment depuis 6 ans. »

Pour enrayer la chute des prix à court terme, l'UE a annoncé le 21 mai dernier par la voix de son commissaire à l'Agriculture, Dacian Cioloș, des aides pour le stockage privé de l'huile d'olive vierge et extra-vierge jusqu'à 100 000 tonnes pendant 180 jours. La commission a également annoncé un plan d'action pour remédier « aux problèmes structurels à moyen et long terme auxquels doit faire face le secteur ».

World can feed more people more efficiently - FAO

Date : 30 May 2012

Source :

URL : <http://www.reuters.com/article/2012/05/30/rio20-fao-policy-idUSL5E8GTIH820120530>

- * World needs to boost food output by 60 pct by 2050
- * About a third of total food output is wasted
- * Governments should back sustainable farming, food making

The world can feed itself with less food output than previously forecast if it turns to sustainable farming, cuts waste and stops excessive consumption, the United Nations' Food and Agriculture Organisation (FAO) said on Wednesday.

If current consumption patterns persist, the world will need to raise food output by 60 percent by 2050 from 2005-07 levels to feed a population expected to rise to 9 billion from about 7 billion now, according to FAO estimates. However, it is possible to feed the population with a smaller rise in food output than that, the FAO said in a policy report ahead of a sustainable development summit in Rio de Janeiro.

On the production side, agricultural and food systems should reduce their negative environmental impacts, including soil and water depletion as well as greenhouse gas emissions, the report said.

On the consumption side, people need to cut food losses and waste which amount to 1.3 billion tonnes a year, roughly one third of world food production for human consumption.

"To 'beat the projections' we need to make bold policy decisions that will affect income growth patterns, changes in dietary preferences, levels of food waste and how agricultural production is used for non-food purposes," the report said.

The governments attending the Rio+20 summit in June should commit themselves to speed up efforts to reduce hunger and malnutrition and use the UN's voluntary guidelines on the right to food, the FAO said.

The Rio+20 meeting on June 20-22 is expected to attract more than 50,000 participants, with politicians under pressure from environmentalists to agree goals for sustainable development, in the spirit of the Rio Earth Summit 20 years ago.

Sustainable development is impossible without eradicating hunger in a world where over 900 million people do not get enough to eat, the FAO's Director General Jose Graziano da Silva said in the report.

"We cannot call development sustainable while this situation persists, while nearly one out of every seven men, women and children are left behind, victims of undernourishment," he said.

PAC : L'anniversaire d'une vieille dame

Date : 31 mai 2012

Auteur : Thierry Pouch

Source : Lettre économique l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture (APCA)

URL : http://www.chambres-agriculture.fr/fileadmin/user_upload/Cles_agriculture/Lettre_economique/2012/LetEco1202.pdf

C'est le 14 janvier 1962, après près d'une semaine de négociations entre les Ministres des Six pays membres du Marché commun, que la Politique agricole commune, la si célèbre et tant controversée PAC, était instaurée. Cinquante ans après, dans un contexte européen particulièrement tendu, la Commission a lancé une campagne destinée à la célébration de cet anniversaire. Que fut et vers quoi tend la PAC ? Telles sont les deux questions les plus importantes de ce cinquantenaire de la vieille dame, laquelle incarne sans doute le mieux l'esprit communautaire.

Alors que la zone euro, et, au-delà, l'ensemble de l'Union européenne, sont englués dans une crise profonde dont on peine à entrevoir les issues, le cinquantenaire de la PAC offre une belle opportunité de rappeler que l'un des fondements de la construction européenne fut le secteur agricole. Mieux, alors que l'on tergiverse sur l'instauration d'une dose de fédéralisme budgétaire au sein même de la zone euro et sur la création de mécanismes de solidarité financière entre les pays, la célébration des cinquante ans de la PAC invite à méditer sur la voie qu'elle avait ouverte en 1962.

L'objectif de la PAC était de faire des pays composant le Marché commun une zone autosuffisante pour son alimentation. Outre le traumatisme qu'avait provoqué la destruction de la plupart des économies durant la guerre, au point de compromettre gravement la production et l'accès à la nourriture, ce fut aussi la dimension géopolitique qui conduisit à la création de la PAC. Instaurée quelques mois seulement après la construction du Mur de Berlin, la PAC était vue, notamment du côté des États-Unis qui l'ont du coup tolérée, comme un instrument permettant d'anéantir toute forme de dépendance alimentaire de l'Europe de l'Ouest vis-à-vis du bloc de l'Est.

Ajoutons que le contexte idéologique était favorable, dans la mesure où la crise des années trente avait consacré le triomphe du keynésianisme sur la doctrine libérale. Pour parvenir à nourrir la population à un coût raisonnable, il fallait inventer des mécanismes incitatifs pour que les agriculteurs produisent. S'il y eut bien de puissants outils de régulation et de soutien, ce fut par la hausse de la productivité que l'agriculture opéra ce qu'il convient

d'appeler une véritable révolution technico-économique. L'efficacité de la PAC repose plus globalement à la fois sur la préférence communautaire, sur l'unicité des prix et sur la solidarité financière entre les États, l'ensemble des dépenses agricoles étant supportées par un budget commun. Il s'en est suivi un certain nombre de réels succès, dont l'un des plus remarquables est l'accès à l'autosuffisance alimentaire de l'UE.

La belle aventure de la PAC s'est fissurée sur les récifs de la mondialisation, dont une des dimensions fut la revanche prise par le libéralisme sur l'interventionnisme. De réforme en réforme, le démantèlement des outils de politique publique s'est enclenché pour devenir le socle des nouvelles ambitions de la Commission, largement ouverte aux attentes que l'on qualifie de sociétales. Ce qui fait que les agriculteurs sont appelés à répondre à plusieurs préoccupations qui ne sont pas toutes forcément compatibles. Parmi elles figurent l'impératif de la production agricole pour contribuer à rétablir – au moins à court terme, c'est-à-dire le temps que chaque région se suffise à elle-même – les équilibres alimentaires mondiaux, qui se heurte aux défis de l'environnement.

Il s'agit par conséquent d'un anniversaire particulier. Il y aurait de quoi s'enthousiasmer au regard des succès de la PAC, mais dans un contexte de crise de la gouvernance européenne qui engendre des divergences de point de vue aiguës sur la suite de la construction européenne, on se demande bien quel va être le devenir de cette ambition collective que fut la PAC. Car c'est sans doute ce qui manque aujourd'hui à l'Europe, un projet collectif surmontant les forces centrifuges à l'œuvre en ce moment.

EU launches new approach on agriculture in the Neighbourhood

Date : 31 May 2012

Source : EU Neighbourhood Information Centre

URL : http://www.enpi-info.eu/mainmed.php?id_type=1&id=29135&lang_id=450&utm_source=4marketing.it%2C%204dem.it&utm_medium=Email%20Marketing&utm_content=Subscriber%2370&utm_campaign=EU%20launches%20new%20approach%20on%20agriculture%20in%20the%20Neighbourhood

Senior agriculture officials from European Neighbourhood Policy partner countries will meet today and tomorrow in Brussels to discuss the modernisation of the agricultural sector in their countries at a Conference on the European Neighbourhood Programme for Agriculture & Rural Development (ENPARD).

ENPARD is a new policy initiative, part of the EU's commitment to inclusive growth and stability in its Neighbourhood, which recognises the potential importance of agriculture in terms of food security, sustainable production and rural employment. The conference will be opened jointly by Dacian Cioloş, Commissioner for Agriculture and Rural Development and Štefan Füle, Commissioner for Enlargement and European Neighbourhood Policy.

The objective of the conference is to present the Programme's vision and approach to high-level officials in charge of agriculture, rural development and international cooperation from all the European Neighbourhood Policy partner countries in the south and east. It will also give participants the opportunity to take part in in-depth discussions on how the Programme can best respond to the difficulties facing agriculture and rural areas in their countries.

Participants will hear from the experiences of the EU on modernizing agriculture and rural areas, based on the lessons learnt under the SAPARD (Special Accession Programme for Agriculture and Rural Development) and IPARD (Instrument for Pre-Accession Assistance for Rural Development) programmes, which yielded significant results during the pre-accession phase.

Speaking today, Commissioner Cioloş said: *"With this conference, the European Commission sends a very clear signal of our willingness to put agriculture at the heart of our relationship with our neighbours and friends south and east."*

Commissioner Füle added: *"ENPARD will not only contribute to more employment but it will also help to improve the quality of life of people in rural areas. Moreover support to agriculture and rural development is also a key element of the EU's commitment to inclusive growth in the Neighbourhood."*

In the 2014-2020 programming period, partner countries are required to indicate three sectors for cooperation with the EU. The conference is thus an opportunity for partner countries to consider agriculture and rural development one of those three priorities.

ENPARD was established by two joint Communications of the European Commission and the European External Action service of March and May 2011.

The EU offers a dialogue on ENPARD to all partner countries, and is prepared to assist in implementing ENPARD policies and related reforms for all those committed to making agriculture/rural development a focal sector in their cooperation with the EU. This will include assistance in preparing long-term agricultural and rural development strategies with all the relevant stakeholders, and in building necessary institutional capacities at national and local levels.

Participants are expected from: Algeria, Armenia, Azerbaijan, Belarus, Croatia, Israel, Jordan, Lebanon, Libya, Moldova, Morocco, Occupied Palestinian Territories, Tunisia and Ukraine, as well as representatives from the Food and Agriculture Organisation (FAO).

Ces agriculteurs qui cultivent les nouvelles technologies

Date : 31 mai 2012

Auteur : Audrey Garric

Source : Le Monde

URL : http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/05/31/ces-agriculteurs-qui-cultivent-les-nouvelles-technologies_1703901_3244.html

Elle paraît bien loin l'époque où les paysans labouraient leur lopin de terre avec des bœufs ou des chevaux. Au-delà d'un outillage - tracteurs et moissonneuses-batteuses toujours plus modernes -, les agriculteurs jouissent aujourd'hui d'un large panel de technologies dernier cri pour équiper leurs machines et optimiser leurs rendements.

Dans les grandes exploitations céréalières, plus question de semer à la volée ou de lessiver les sols à coups d'engrais et de pesticides. Parmi les services high-tech à la disposition des agriculteurs, le programme Farmstar, qui utilise les données des satellites, permet, grâce à un ordinateur préprogrammé, équipé d'un GPS et relié au semoir ou au pulvérisateur, de semer plus ou moins dense ou de répandre plus ou moins d'engrais et de produits phytosanitaires en fonction des caractéristiques du champ.

POLLUTION EN BAISSSE, REVENUS EN HAUSSE

Effet de cette agriculture de précision : les exploitants polluent moins les sols en utilisant moins d'intrants - 100 000 tonnes d'azote auraient été économisées en dix ans - et réalisent des gains économiques en limitant les coûts de la fertilisation et en augmentant les rendements. "On table sur une économie moyenne de 10 à 20 euros par hectare sur les engrais, déduction faite du coût du service, qui est de 10 euros par hectare et par an, soit des revenus qui augmentent de 5 % en moyenne", calcule Henri Douche, chef de marché agriculture chez Astrium, la filiale espace d'EADS qui développe ce service depuis 2002, en partenariat avec l'Institut du végétal Arvalis.

En France, 12 000 céréaliers utilisent ce programme. Ce sont ainsi 620 000 hectares de blé (pour 60 %), de colza (30 %) et d'orge d'hiver (10 %) qui sont concernés, essentiellement dans le nord et le centre de l'Hexagone, soit près d'un dixième des 7 millions d'hectares de céréales cultivés chaque année.

D'autres solutions du même type sont à disposition des agriculteurs. Avec les systèmes N-Sensor et GPN, mis au point par des fabricants d'engrais, l'analyse des plants se fait non de l'espace, mais directement au sol : des capteurs optiques, fixés sur les tracteurs, mesurent en temps réel les taux de photosynthèse des plantes, fournissant ainsi des indications sur leur besoin en fertilisation ou traitement. "Ces systèmes sont plus longs, mais sont utilisables quel que soit le temps, contrairement à Farmstar, qui ne peut pas toujours fournir de carte en cas d'importante couverture nuageuse", explique Christophe Dion, chef du service technique de la chambre d'agriculture d'Ile-de-France ouest.

ESSOR DANS TOUTES LES EXPLOITATIONS

Au-delà de la seule agriculture céréalière, l'informatique embarquée est présente dans toutes les exploitations. Pour le maraîchage sous serre ou l'horticulture, des ordinateurs commandent les apports en eau et en éléments fertilisants, à partir de capteurs d'hydrométrie au pied des plantes. Des sondes mesurent aussi l'évolution du diamètre des branches des arbres fruitiers et modulent en fonction l'irrigation au goutte-à-goutte. Sur iPhone, une application aide à diagnostiquer les maladies des plantes afin de procéder au traitement curatif le plus ciblé possible.

Dans les vignobles, les satellites permettent d'optimiser la qualité des raisins et de moduler l'apport d'engrais et de produits phytosanitaires. Du côté des élevages laitiers, ce sont des robots qui procèdent à la traite, dont le suivi se fait par des logiciels spécifiques.

OUTILS D'AIDE À LA DÉCISION

"Ces technologies de pointe existent depuis une quinzaine d'années, mais elles ont vraiment pris leur essor il y a moins de cinq ans : elles ont gagné en qualité et se sont popularisées auprès des agriculteurs", assure Christophe Dion. "Une double rupture technologique est à l'œuvre", précise Christian Huygues, directeur scientifique adjoint du secteur agriculture de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). D'une part, les modèles agronomiques qui existaient déjà sont maintenant embarqués sur les machines. D'autre part, l'arrivée de GPS très précis permet de considérer les parcelles agricoles comme des entités hétérogènes et de moduler les traitements.

Le but final : l'aide à la décision. "Ces outils délivrent en permanence des informations à l'agriculteur et lui permettent de passer un cap dans l'organisation de son exploitation, en s'éloignant des conseils classiques des coopératives. Plus l'exploitation est grande, plus les frais sont amortis rapidement", explique Christian Huygues. Pour la moyenne des agriculteurs, certaines de ces technologies restent néanmoins difficilement accessibles. Il faut par exemple compter 230 000 euros pour une moissonneuse-batteuse qui mesure et cartographie la quantité de grains récoltés en temps réel. "Ces systèmes, s'ils sont prometteurs, restent encore chers par rapport au bénéfice qu'on peut en tirer immédiatement", regrette Michel Masson, administrateur pour le Loiret de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

PRESSION CROISSANTE AU RENDEMENT

Mais si les exploitants agricoles restent tentés d'investir continuellement dans des technologies toujours plus modernes, c'est en raison de la pression croissante à la performance et au rendement. "La société acceptant de moins en moins de consacrer de l'argent à l'alimentation, on demande aux agriculteurs de produire toujours moins cher", note Christian Huygues.

Résultat : des machines toujours plus puissantes et équipées des dernières technologies qui entraînent une augmentation de la productivité du travail, mais aussi de la taille des exploitations. Sur ces dix dernières années, leur superficie moyenne s'est accrue de 13 hectares, pour se situer à 55 hectares en 2010, selon le ministère de l'agriculture.

"A mesure que les parcelles s'agrandissent, les éléments fixes, comme les arbres ou les cours d'eau, disparaissent des paysages, ce qui limite la régulation biologique des écosystèmes, prévient le chercheur de l'INRA. L'extension des exploitations a par ailleurs tendance à limiter les rotations de culture : on se concentre sur ce que l'on maîtrise le mieux, ce qui appauvrit les sols et favorise la prolifération des parasites et des ravageurs." Pour le scientifique, les nouvelles technologies doivent maintenant se focaliser sur un "objectif de durabilité", avec une "performance tant économique qu'environnementale".

Alliance mondiale des pays désertiques pour la sécurité alimentaire (AMPDSA)

Date : 31 mai 2012

Source : WMC Actualités

URL : <http://www.webmanagercenter.com/management/article-120371-tunisie-alliance-mondiale-des-pays-desertiques-pour-la-securite-alimentaire-ampdsa-pour-qu-il-n-y-ait-plus-de-revoltes-de-la-faim-estime-moratinos>

C'était en mars dernier à Rabat au Maroc et en marge du Forum mondial de la sécurité alimentaire que Miguel Angel Moratinos, ex-chef de la diplomatie espagnole et conseiller diplomatique spécial auprès du gouvernement qatari, a lancé l'idée initiée par le Qatar d'une «Alliance mondiale des pays désertiques pour la sécurité alimentaire» (AMPDSA). Pour une fois, ce ne sont pas les impératifs sécuritaires et politiques «classiques» qui motivent les Qataris mais plutôt une préoccupation plus «terre à terre»: la pérennisation de l'approvisionnement d'un petit Emirat dépourvu de terres agricoles et exportant la majorité de ses produits alimentaires. L'Emirat, riche en ressources naturelles énergétiques, est pratiquement dépendant du reste du monde en eau et nourriture. L'initiative qatarie a trouvé écho à l'international, et aujourd'hui près de 17 pays sont prêts à y adhérer, parmi eux la Tunisie.

WMC : La géographie aride du Qatar et des pays du Golfe impose certains défis dont celui de l'autosuffisance alimentaire, c'est ce qui explique que l'Emirat ait mis le pied dans le secteur agricole. Comment est-ce que le Maghreb pourrait en profiter?

Miguel Angel Moratinos : La réponse est évidente, les pays qui ont une grande partie de leur territoire composée de zones désertiques ont été d'accord sur le principe de se préserver d'une détresse alimentaire plus que possible dans les décennies à venir. Ils veulent y œuvrer dans un cadre réfléchi et organisé. En 1945, les USA ont créé l'OTAN pour la sécurité militaire, le nouvel «OTAN» du 21ème siècle doit être une alliance autour du thème «sécurité alimentaire». Ils sont 17 pays qui partagent les mêmes préoccupations à avoir approuvé cette

initiative, les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Namibie, le Kazakhstan et le Mexique. Ces pays partagent les mêmes caractéristiques et les mêmes capacités. Nous sommes chargés, l'ambassadeur de l'initiative diplomatique moi et à savoir consulter les différents pays et les convaincre de participer à cette initiative qui a pour appellation l'«Alliance mondiale des pays désertiques pour la sécurité alimentaire». Le but est d'échanger les expériences au niveau des programmes de sécurité alimentaire de chaque pays, faire une grande mutualisation et renforcement de la capacité de recherche, d'innovation des nouvelles technologies agricoles et eau pour optimiser les ressources et, enfin, mettre en place de concert un mécanisme de prévention des crises.

Pour que des pays comme la Tunisie ou l'Algérie ne soient pas mis dans une situation de détresse alimentaire et pour éviter tout risque de révoltes de la faim. Cette alliance évitera aux pays adhérents le surenchérissement sur les produits alimentaires et permettra aux caisses de compensation dans chaque pays à économiser sur certaines denrées.

Elle plaidera également pour plus de réactivité en situation critique. Dès qu'un pays souffre de la rareté d'un produit alimentaire de base pour des raisons climatiques ou économiques, les autres s'engagent à le secourir et à le fournir et vice et versa.

Quelles sont les personnalités que vous allez voir en Tunisie pour en discuter, et avez-vous eu vent d'échos favorables quant à cette alliance?

Nous avons déjà approché le président de la République tunisienne à Doha, il a très bien réagi. Nous sommes aujourd'hui dans votre pays, pour le voir lui et d'autres responsables comme le ministre de l'Agriculture et celui des Affaires étrangères, car nous estimons ce projet important, d'autant plus que la sécurité alimentaire est fondamentale pour le pays.

Elle n'est pas uniquement fondamentale pour la Tunisie, elle l'est autant pour les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG). C'est ce qui explique d'ailleurs qu'ils soient en train d'acheter des terres fertiles en Afrique et en Asie. Quels en sont les intérêts et les enjeux pour les uns et les autres?

L'enjeu est d'abord la garantie d'une sécurité alimentaire à l'échelle régionale. Si vous prenez l'exemple de la Tunisie, vous importez beaucoup de produits céréaliers (notamment du blé et du maïs) et vous exportez les agrumes, les tomates et autres denrées. Les pays du Golfe ont une dépendance quasi-totale en matière de produits alimentaires. Le Qatar importe 90% de ses produits de consommation courante et a seulement 2 jours d'autonomie en eau. Si les stations de désalinisation d'eau de mer tombent en panne, il ne pourra pas approvisionner son marché. Par contre, il a des ressources naturelles en énergies fossiles qui lui permettent d'avoir de grands moyens financiers. Ce qu'il faut, c'est trouver des synergies et partager les mêmes intérêts.

Comment se traduiraient les objectifs de cette alliance sur le terrain, que ce soit pour le développement du secteur agricole ou pour la recherche et l'optimisation des ressources?

Tous les ans, il y aura des révisions des programmes nationaux de sécurité alimentaire pour rectifier le tir. Nous voudrions que, en 2014, nous ayons des garanties pour des prix stables pour les produits alimentaires, il y aurait des révisions faites par des experts en concertation avec les pays membres pour qu'il n'y ait pas de surenchérissement.

Le deuxième point est la recherche qui avance rapidement. Des projets seront approuvés et financés par tous les pays de l'Alliance pour améliorer le traitement de l'eau qui sera fondamental dans les programmes de l'Alliance. Chaque pays devrait établir ses priorités et surtout s'investir sérieusement dans l'optimisation des ressources.

Y a-t-il un budget conséquent pour financer des opérations aussi coûteuses?

La nouveauté de l'Alliance, c'est que nous voulons établir des mécanismes de financement innovants. Au-delà des contributions de pays eux-mêmes, nous voulons inciter les citoyens des pays adhérents à se porter volontaires pour financer une partie des programmes envisagés dans le cadre de l'Alliance à part les fonds volontaires. Comme le fait par exemple d'instaurer une taxe de 5 millimes sur chaque recharge téléphonique ou facture. Ce traité vise à préserver les capacités de ces pays à être plus autonomes sur le plan alimentaire et à préserver les ressources pour les futures générations. Tout le monde est concerné et il faut impliquer tout le monde. Nous associerons également le secteur privé qui bénéficiera de cette initiative.

Avez-vous des garanties concernant la pérennisation de pareil projet? N'y a-t-il pas de risques pour que le prochain gouvernement tunisien abroge l'accord que celui-ci aurait, éventuellement, signé?

Il s'agit là de conventions internationales qui engagent tous les gouvernements, qu'ils soient en place ou qui s'installent dans le pouvoir prochainement. Ce qui est bien dans un projet comme celui de la sécurité alimentaire, c'est que c'est un projet qui soude et qui fédère. Tout le monde tient à assurer la sécurité alimentaire dans son pays.

D'ailleurs, la société civile et les opérateurs privés prendront part au traité. Nous aurons également pour partenaires des organisations internationales.

Quand est-ce qu'aura lieu le démarrage officiel de cette initiative et comment sera composé le Conseil d'administration?

Le siège de l'Alliance sera à Doha au Qatar, le conseil d'administration sera bien sûr composé des pays signataires, des représentants des organismes des Nations unies comme la FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM), mais également des représentants de la société civile sur proposition des membres de l'Alliance.

France : la délicate réhabilitation des vieilles rizières de Camargue

Date : 2 juin 2012

Source : Le Figaro

URL : <http://www.lefigaro.fr/environnement/2012/06/02/01029-20120602ARTFIG00002-la-delicate-rehabilitation-des-vieilles-rizieres-de-camargue.php>

Les chasseurs participent, aux côtés des chercheurs, à cette opération d'ingénierie écologique sans précédent.

Contrairement à une idée reçue, la Camargue n'est pas qu'une vaste zone humide peuplée d'aigrettes et de flamands roses. Ce légendaire triangle de terre formé par les alluvions déposées par le Rhône au fil des millénaires, avant qu'il ne se jette dans la Méditerranée, est aussi en bonne partie dédié à la culture intensive du riz. Mais la médaille a son revers: de nombreuses espèces végétales endogènes se sont rarifiées au fur et à mesure que les marais cédaient la place aux rizières, à partir des années 1960.

Aujourd'hui, bon nombre de ces parcelles agricoles ayant été abandonnées ou vendues, leur réhabilitation représente un enjeu écologique majeur. «Ces terres contiennent encore trop de résidus d'engrais et de pesticides. En outre, trop d'espèces végétales banales sans intérêt patrimonial se sont développées au détriment de plantes nobles», explique François Mesléard, directeur de recherches à la Fondation de la Tour du Valat - un centre de recherche dédié à la conservation des zones humides - et professeur associé au sein d'une équipe du CNRS.

La difficulté pour les scientifiques est qu'il n'existe plus aucune zone abritant l'ensemble des espèces végétales typiques de la Camargue. C'est pour y remédier que l'association des Amis des marais du Vigueirat, chargée de gérer 1 200 hectares de zones humides appartenant au Conservatoire du littoral, a mis en place une expérience pilote d'«ingénierie écologique», au Mas-Thibert (Bouches-du-Rhône), en collaboration avec des chercheurs du CNRS et de la Fondation de la Tour du Valat.

À la sortie de ce hameau rattaché à la ville d'Arles, dans le parc naturel régional de Camargue, une trentaine de petits marais d'une dizaine de mètres carrés ont été aménagés sur une ancienne rizière désaffectée. «Nous y testons diverses règles d'assemblage des communautés végétales pour suivre leur progression et leur résistance face à l'arrivée d'espèces non souhaitées», poursuit François Mesléard.

L'objectif est de créer, sur une surface de près de 70 hectares, un marais de référence en matière de biodiversité, qui doit être mis en eau dans quelques mois. L'idéal pour les scientifiques serait que cette zone humide reconstituée, baptisée marais de Cassaïre, serve dans un second de temps de modèle pour la gestion des nombreux marais privés dédiés à la chasse au gibier d'eau, très prisée en Camargue.

La promotion de la flore

«La Camargue est une zone hydrologique artificielle. Aujourd'hui, les chasseurs mettent en eau leur marais juste avant la saison de chasse: une pratique efficace pour attirer le gibier mais qui, malheureusement, ne favorise pas la biodiversité. Seules des espèces banales ou envahissantes arrivent à se faire une place. Il s'agit pour nous de démontrer qu'en opérant à différents moments de l'année et de manière moins coûteuse on peut concilier la chasse avec la promotion de la flore», argumente Jean-Laurent Lucchesi, directeur des Amis des marais du Vigueirat. C'est la raison pour laquelle l'amicale des chasseurs du Mas-Thibert est également associée à la réhabilitation du marais de Cassaïre.

Il faudra attendre environ trois à cinq ans pour savoir si cette opération de mise en eau, d'un montant total de 240 000 euros, est conforme aux hypothèses de départ des scientifiques en matière de retour de la biodiversité. De la qualité des tableaux de chasse dépendra le succès futur de l'initiative.

Le CNRS organise ces samedi et dimanche 2 et 3 juin des journées portes ouvertes sur onze sites de recherche en ingénierie écologiques dont celui du Mas-Thibert, à Arles.

Algérie : «Il faut optimiser le rendement de tous les maillons de la filière aquacole»

Date : 3 juin 2012

Source : La Tribune

URL : <http://www.latribune-online.com/suplements/economiesup/68400.html>

La Tribune : Les pouvoirs publics œuvrent, depuis 2000, à développer le secteur de l'aquaculture. Quelle évaluation en faites-vous?

LARBI DJELLADJ, expert en aquaculture : A l'instar de ce qui se faisait ailleurs, les pouvoirs publics avaient, effectivement, mis en place une forme de soutien pour accompagner les porteurs de projets et les faire bénéficier de quelques mesures incitatives. Ce louable soutien permet d'augmenter le ratio alimentaire et, aussi, créer de l'emploi. Les ressources en mer s'amenuisent d'année en année, l'aquaculture est venue en substitution, pour combler le déficit et finir par prendre le dessus, pour représenter plus de 50% de la consommation mondiale. En Algérie, on est encore loin d'atteindre cet équilibre, mais les investissements massifs déjà réalisés et ceux en cours de réalisation permettront, de manière significative, le développement de l'activité.

En dépit des efforts engagés, l'Algérie n'a jamais pu satisfaire la demande intérieure en poisson. Certains experts imputent ce déficit à l'absence d'une politique claire de production. Qu'en dites-vous ? Et quelles sont les entraves qui pénalisent le développement de l'aquaculture en Algérie ?

C'est l'augmentation de la demande nationale, associée à une baisse de l'offre, qui a causé une telle situation. Il est encore trop tôt pour prédire la durée et l'importance d'une quelconque stagnation ou évolution. Mais, à ce stade, tout concourt à une tendance haussière de l'offre de produits aquacoles en relation avec le développement progressif du créneau. Le seul but que nous nous devons de relever est, sans nul doute, l'amélioration permanente de la performance et de proposer au consommateur des produits concurrentiels. Pour cela, il faudrait accroître, sans cesse, la capacité de production en restant vigilant et se prémunir contre les diminutions cycliques dues à des entraves d'ordre bureaucratique, financier et autre méconnaissance du créneau, qui sert souvent d'alibi.

La maîtrise des techniques aquacoles fait aussi défaut...

Il va sans dire que les entrepreneurs patrimoniaux, que notre profession compte en petit nombre, seront ceux sur qui reposera la maîtrise des techniques que vous évoquez. Car il est urgent de compter sur des militants du concret et non sur quelques aventuriers qui ruineront, à coup sûr, un pan de notre économie. Pour en venir à notre activité, nous avons à nous préoccuper de la stabilisation de notre profession et de l'avenir des structures aquacoles, dans un contexte où les directives sont floues et souvent contraignantes. Il ne faut pas avoir peur de le dire, l'heure de la construction sur des bases solides est arrivée.

Que faudrait-il faire pour que l'aquaculture puisse contribuer efficacement et durablement à la sécurité alimentaire, voire même participer à la promotion des exportations hors hydrocarbures ?

La priorité majeure consiste, maintenant, à optimiser notre activité, si on veut se frayer, à l'avenir, une place dans le PIB national. Ce qui signifie qu'il faudrait continuer à investir dans le secteur. Nous devons également poursuivre notre processus de consolidation de ce secteur et viser l'optimisation du rendement de tous les maillons de la filière aquacole. Le principal défi que nous devons de relever, dans l'immédiat est, sans nul doute, l'amélioration permanente de la performance, pour atteindre les objectifs tracés par les pouvoirs publics et assurer, comme vous le dites, la sécurité alimentaire puis, éventuellement, exporter les excédents.

Qu'en est-il de l'investissement national et international dans ce domaine ?

A l'international, tous les investissements portent, à présent, sur la recherche, pour accroître la productivité et diminuer le taux de conversion en matière de nourrissage du poisson. Au cours des dernières années, les prix des matières premières ont connu de fortes augmentations, qui se répercutent inévitablement sur le prix de revient. En Algérie, il faudrait garder le cap actuel en matière d'investissement, pour nous hisser au niveau de nos voisins et rattraper le temps perdu.

Le développement de l'aquaculture ne pourrait se faire au détriment de l'environnement...

Plutôt que de s'opposer aux défenseurs de l'environnement et aux réglementations, les éleveurs ont trouvé des solutions techniques et des pratiques d'élevage qui permettent, à la fois, de respecter l'environnement et d'augmenter la rentabilité des exploitations. Les éleveurs considèrent, habituellement, leur activité comme respectueuse de l'environnement, contrairement à d'autres groupes d'intérêts, qui trouvent que les piscicultures industrielles ont un impact négatif sur le milieu. En matière d'élevage de poissons marins, toutes les installations

sont basées en milieu ouvert, en Algérie. Le surplus d'aliments azotés non consommé est systématiquement consommé par les prédateurs se trouvant autour des enceintes d'élevages.

Quel regard portez-vous sur l'avenir de l'aquaculture ?

Dans son ensemble, le concept de l'aquaculture en Méditerranée est promis à un bel avenir. Il faudrait s'inscrire dans une logique de croissance, liée à la sécurité alimentaire. Cela nécessite une conjugaison d'efforts et l'engagement dans un processus de transformation radicale, afin d'atteindre une croissance durable, dans un proche avenir.

Italy : destitute classes to revive agriculture

Date : 4 June 2012

Source : Teatro Naturale

URL : <http://www.teatronaturale.com/article/3549.html>

The report of the Social Agriculture Forum has been recently published. The pioneering part of this experience is now over in Italy. The input from the scientific and academic community has been of great help in this process

Social agriculture is a new and successful stage of development for the primary sector in Italy and Europe. It is an important occasion to develop projects of cultural, social and economic integration that allows the involvement of destitute classes through formative and working experiences.

In the last years many of these experiments succeeded in Italy: we can now say that this first experimental stage is over. The cultural and social debate generated by these experiences stressed the necessity to enlarge the number of people involved in this kind of processes and to create a reference point in the political world to represent and lobby social agriculture.

This political dimension of the movement will be by definition very open (both from the cultural and from the functional point of view) and variegated, able to include the many different spirits that animate the social agriculture community. This will be necessary to give the movement a future. The movement will then be able to transmit and make a collective synthesis of all the different needs that the everyday experience of social farming creates.

At this purpose, this year the Forum produced a statute to list and share all the values that are at the very basis of social farming. This will be a reference point for all the business, social and cultural stakeholders and draws a clear line between social agriculture and other kinds of farming experiences.

The Forum worked in the perspective to open its experience to the rest of Europe, as well. This is in the perspective to circulate knowhow and experiences with other communities.

A great contribution to this experience was given by the inputs from scientific and academic communities; this allowed a reciprocal enrichment in cultural and social terms. As for the future, the plans of the Forum are: exporting this idea across the whole country; tightening the relationships between social farms and local communities and inserting the idea of social agriculture in the EU agricultural policies. Moreover, the Forum is cooperating with the Italian Parliament to design a law regulating social farming in Italy.

Given the success of the initiative, the national Forum is now promoting the creation of regional forums. As a matter of fact, one of the main values promoted by social agriculture is the relationship with local communities, in terms of a modern idea of corporate social responsibility and given the potential of agriculture to promote social, ethical, cultural and environmental values.

The forum rejects the idea of a hierarchical organization and it bases its functioning on the horizontal interaction and knowhow interchange among members. This is because we think this is the only way in which social farming, besides its social and multifunctional role, can play an important role in the innovation of agriculture. Agriculture is in deep crisis, but at the same time it is at the cutting edge in the process of innovation of the development model of the whole society, in the creation of bearable relationships among productive processes and in the formation of sustainable social and environmental processes.

From this preliminary experience we can definitively affirm that the coupling between social agriculture and rural development is an effective answer to the variegated problems of rural areas. As a matter of fact, social farming can be the aggregation point to deliver basic services to people, such as basic healthcare, education and occupation.

In this complex experience the Forum is experiencing a more modern form of direct representation of interests, going over the traditional model of interaction between social dynamics and representative democracy, which is nowadays experiencing a difficult stage of its development.

Le secteur agroalimentaire français en croissance dans un contexte mondial turbulent

Date : 4 juin 2012

Source : MOMAGRI

URL : http://www.momagri.org/FR/regards-sur-l-actualite/Le-secteur-agroalimentaire-francais-en-croissance-dans-un-contexte-mondial-turbulent_1111.html

« Malgré des turbulences économiques, climatiques et géopolitiques, le secteur s'en sort plutôt bien ». C'est en ces termes que s'est exprimé récemment Jean-René Buisson, président de l'Association Nationale des Industries Alimentaires (ANIA), à propos du secteur agroalimentaire français.

En période de crise économique avérée depuis 2008, les résultats affichés par le secteur au titre de l'année 2011 parlent d'eux-mêmes :

- Une croissance du chiffre d'affaires global de près de 7%, soit 1,5% hors inflation, à 157,2 milliards d'Euros,
- Un excédent commercial supérieur à 11 milliards d'Euros, alors que le déficit commercial de la France a atteint les 70 milliards d'Euros,
- Un taux de défaillance des entreprises très inférieur aux années passées, le nombre de cessation d'activité ayant été divisé par deux par rapport à la moyenne des années précédentes,
- Une stabilité des effectifs, à hauteur de 500.000 salariés, alors que ceux du secteur industriel dans son ensemble ont reculé de 16%.

Le secteur agroalimentaire constitue clairement un secteur économique majeur, d'autant plus stratégique pour la France que les tensions géopolitiques et géostratégiques confèrent à l'agriculture et à l'alimentation un rôle croissant. Toutefois, cette performance globale est largement tirée par le secteur des boissons pour les exportations. Elle ne doit pas masquer la fragilité de certaines filières végétales et animales. En effet, des puissances agricoles émergentes concurrencent de plus en plus vivement les positions françaises et européennes sur les marchés internationaux, y compris au sein de l'Union. Dans ce contexte, il est primordial pour la France, et plus généralement pour l'Europe, de tout mettre en œuvre pour conserver une agriculture durable et compétitive. C'est la condition sine qua non à la compétitivité de la filière agroalimentaire dans son ensemble.

La Politique Agricole Commune (PAC) en constitue l'un des piliers fondateurs. N'oublions que notre industrie agroalimentaire nationale doit largement son développement à la stabilité et à la visibilité induites par la PAC. N'oublions pas davantage que l'instabilité des prix est le « pire ennemi » des industries agroalimentaires. Il est essentiel que la réforme en cours propose des mécanismes de régulation protégeant efficacement l'ensemble de la chaîne agroalimentaire, agriculteurs, industriels et consommateurs, de l'hypervolatilité des prix agricoles. Or, force est de constater que la réforme actuellement proposée par Dacian Cioloș, Commissaire européen à l'Agriculture, ne répond pas à cet impératif.

Pour une meilleure promotion des exportations agricoles tunisiennes

Date : 5 juin 2012

Source : Kapitalis.com

URL : http://kapitalis.com/index.php?option=com_content&view=article&id=10238:pour-une-meilleure-promotion-des-exportations-agricoles-tunisiennes-&catid=34:conomie&Itemid=53

La promotion des exportations des produits agricoles fut l'un des principaux axes de développement agricole retenu par le XI^e Plan de développement couvrant la période 2007-2011. Au-delà des recettes espérées en devises permettant de couvrir les dépenses croissantes d'importations de produits alimentaires, la promotion des exportations cible une meilleure contribution du secteur agricole et agro-alimentaire au développement économique du pays en générant davantage de valeur ajoutée et d'emplois, tout en mobilisant des ressources additionnelles et continues pour le financement des investissements.

Le défi de la libéralisation du commerce des produits agricoles

Pour les exportations tunisiennes, la libéralisation croissante des économies, négociée dans le cadre de multiples accords commerciaux internationaux et bilatéraux, est source de nouvelles opportunités via l'extension des

marchés traditionnels, l'identification de nouvelles niches de marché et l'accès à de nouveaux marchés en forte croissance.

Ainsi, le XI^e Plan de développement souligne que la libéralisation du commerce des produits agricoles constitue le principal défi de la prochaine décennie du fait des retombées de cette libéralisation en termes de concurrence additionnelle pour l'ensemble des marchés.

Au-delà de cette concurrence accrue, le développement des exportations tunisiennes doit tenir compte d'une contrainte de plus en plus forte en matière d'accès aux ressources naturelles et de gestion de ces ressources (eau et terre en particulier). Cette contrainte est d'autant plus prégnante qu'après la crise des marchés internationaux de 2007/2008, la Tunisie a cherché à réexaminer son modèle de développement agricole avec le souci d'assurer une meilleure souveraineté alimentaire basée sur une valorisation plus appropriée de ses ressources naturelles.

Diversification des produits et exportation de produits transformés

Les exportations agricoles, agro-alimentaires et de la pêche tunisiennes restent concentrées sur les produits traditionnels que sont l'huile d'olive, les produits de la mer et les dattes. On assiste toutefois, à des efforts de diversification (pêche, pommes, poires, melons, etc.) et au développement des exportations de produits transformés.

Notons que, par ailleurs, ces exportations sont fortement dépendantes des marchés de l'Union européenne (notamment Italie, France et Espagne). Malgré le fait que la Tunisie bénéficie d'un accès privilégié au marché européen, il n'en demeure pas moins qu'elle peine à remplir ses quotas préférentiels d'exportation à la fois pour des raisons d'offre de produits agricole irrégulière, des exigences de qualité ou encore la complexité des produits de gestion des quotas.

Pour promouvoir ses exportations de produits agricoles et agro-alimentaires, la Tunisie doit d'ores et déjà tenir compte de contraintes internes et externes de plus en plus forte. En effet, c'est le cas en particulier de la pression accrue sur les ressources naturelles, sachant que la terre disponible est rare et que le développement des cultures d'exportation s'appuie notamment sur l'irrigation et donc sur une consommation accrue de l'eau, autre ressource rare. Or la pression sur ces ressources risque de s'aggraver avec les effets déjà perceptibles du changement climatique. Par conséquent, la Tunisie devra de plus en plus arbitrer entre l'objectif d'augmentation des recettes d'exportation, l'objectif d'amélioration de la sécurité alimentaire et enfin l'objectif de préservation inter-temporelle des ressources naturelles.

L'autre élément fondamental auquel devra faire face l'agriculture tunisienne et en particulier ses productions destinées à l'exportation est le coût de l'énergie. Il s'agit en effet d'une contrainte forte, qui est susceptible de devenir aussi un atout pour les exportations tunisiennes en développant une agriculture moins consommatrice en intrants.

Une meilleure valorisation des produits

A partir de ce diagnostic, le principal défi que doivent relever les opérateurs et le pays en matière d'exportations agricoles, agro-alimentaires et de la pêche et celui d'une meilleure valorisation des produits écoulés sur les marchés internationaux. Il s'agit en particulier d'atténuer les problèmes suivants:

- l'irrégularité et la faiblesse de l'offre agricole;
- le manque de maîtrise de la qualité de la production à l'exportation et les difficultés à se conformer à des normes multiples, en constante évolution et variables suivant les destinations;
- le manque de compétitivité des produits agricoles et de pêche exportés;
- la faible valorisation des avantages préférentiels sur les marchés traditionnels;
- le faible niveau de diversification des marchés et des produits exportés.

Selon les experts de l'Agence française de développement (Afd), la méthode la plus efficace pour pallier à ces problèmes a consisté à dérouler chacun d'eux pour aboutir à des défaillances de marché ou de gouvernement. Pour chaque type de défaillance, des objectifs généraux puis des objectifs spécifiques ont été formulés. Au total, 11 objectifs généraux ont été identifiés à savoir:

- renforcer et réorienter la recherche agronomique, par la mise au point des paquets technologiques adaptés et mieux diffuser les résultats de la recherche;
- améliorer l'efficacité de l'intervention de l'Etat;
- améliorer le contrôle et la réglementation de l'Etat;
- mieux négocier et mieux valoriser les accords commerciaux;
- améliorer l'appui conseil aux producteurs;
- relever le niveau de formation des agriculteurs et des exportateurs;
- améliorer la prise en compte de la qualité tout au long de la filière;
- développer des instruments de crédits adaptés;
- répondre à l'incomplétude du marché des assurances;

- améliorer l'information sur les marchés d'exportation et les circuits de distribution;
- enfin, renforcer l'organisation des producteurs et des filières.

Pour conclure, il est indispensable pour la Tunisie de veiller à la cohérence des différentes mesures mises en œuvre et d'en améliorer l'efficacité, ce qui suppose notamment de responsabiliser les différents acteurs qui bénéficient des soutiens de l'Etat.

Semences certifiées de céréales : le Maroc sécurise 1.2 million de quintaux pour la campagne 2012-2013

Date : 6 juin 2012

Auteur : Mohamed El Maâroufi

Source : La Vie Eco

URL : <http://www.lavieeco.com/news/economie/semences-certifiees-de-cereales-le-maroc-securise-1.2-million-de-quintaux-pour-la-campagne-2012-2013-22370.html>

100 000 quintaux seront importés, 100 000 autres existent en réserve et un million est produit localement. Dès fin septembre, les agriculteurs pourront s'approvisionner auprès des 500 points de vente ouverts. Le même barème de subvention est maintenu pour la production locale.

Le ministère de l'agriculture et de la pêche maritime met les bouchées doubles pour garantir 1,2 million de quintaux de semences de céréales certifiées pour la campagne 2012/2013. En plus des 100 000 quintaux de réserves disponibles et le million produit par les multiplicateurs qui ont emblavé 70 000 ha, la Société nationale de commercialisation des semences (Sonacos) va importer 100 000 quintaux. Une décision qui a fait l'objet d'un arrêté conjoint du ministère concerné et de celui des finances, mardi 29 mai.

Karim Gharit, le directeur de Sonacos, explique que ces disponibilités seront dirigées vers 500 points de vente où pourront s'approvisionner les agriculteurs dès fin septembre. Par ailleurs, l'Etat qui a l'habitude de mettre la main à la poche pour encourager l'utilisation des semences certifiées qui, comme on le sait, sont le moyen le plus sûr d'assurer une bonne productivité, reconduit le barème de subvention de la campagne précédente. Il prendra en charge 170 DH pour chaque quintal de semence de blé tendre, 180 DH pour le blé dur et 160 DH pour l'orge. Cela veut dire en gros que le quintal de la semence de référence appelée R2 (semence certifiée de deuxième reproduction produite à partir de la R1) reviendra respectivement à 330 DH, 375 DH et 290 DH. Pour la quantité importée, l'Etat fera un effort plus important et subventionnera chaque quintal à hauteur de 350 DH.

Les semences certifiées couvrent 22 à 30% des superficies de blé tendre

La démarche du ministère de l'agriculture a été de favoriser la multiplication locale tout en soutenant l'importation, le but étant de généraliser l'usage des semences et les résultats sont palpables. En effet, de 650 000 quintaux certifiés disponibles pour la campagne 2010/2011, le volume est passé à 1,1 million de quintaux en 2011/2012 et à 1,2 million de quintaux pour la campagne à venir. Corrélativement, les semences certifiées sont utilisées, selon les régions, sur 22% à 30% des superficies emblavées en blé tendre, et sur 16% de celles qui sont consacrées au blé dur.

En 2006, ce même taux n'était que de 18% de l'ensemble des surfaces consacrées à la céréaliculture. L'ambition des responsables, annoncée dans le cadre du plan Maroc vert, est d'atteindre un taux global approchant les 45% à l'horizon 2020.

Protecting Bizerte lagoon

Date : 5 June 2012

Source : European Neighborhood policy information centre

URL : http://www.enpi-info.eu/mainmed.php?id=29232&id_type=1&lang_id=450

From a distance, the view of Lake Bizerte is breath-taking. However, as you get closer to this natural lagoon, the extent of the damage can be seen: a worrying level of pollution resulting from unregulated industrial activity and a lack of public awareness. There is reason to be optimistic however, thanks to an integrated project supported by the European Union to transform the lake.

Les conflits entravent la lutte contre les criquets au Niger et Mali

Date : 5 juin 2012

Source : Jeune Afrique

URL : <http://www.jeuneafrique.com/actu/20120605T101420Z20120605T101418Z/les-conflits-entravent-la-lutte-contre-les-criquets-au-niger-et-mali.html>

L'insécurité et les conflits dans le nord de l'Afrique entravent la lutte contre les essaims de criquets pèlerins qui menacent les cultures du Niger et du Mali, a mis en garde mardi l'organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

"Les cultures du Niger et du Mali sont menacées par les essaims de criquets pèlerins qui se dirigent vers le sud, en provenance de l'Algérie et de la Libye. Des groupes d'acridiens ont été détectés récemment dans le nord du Niger, issus d'infestations plus au nord", indique dans un communiqué l'agence spécialisée dont le siège est à Rome.

Mais "les efforts de lutte antiacridienne dans la région sont entravés par l'insécurité continue des deux côtés de la frontière algéro-libyenne. L'insécurité politique et les conflits au Mali pourraient également compromettre les opérations de suivi et de lutte si les criquets atteignent le pays", déplore la FAO.

"Le nombre de criquets et la distance qu'ils parcourront dépendront de deux facteurs principaux: l'efficacité des efforts de lutte en cours en Algérie et en Libye et les précipitations imminentes au Sahel", explique Keith Cressman, chargé de l'information sur les acridiens à la FAO, selon la même source.

"En temps normal, l'Algérie et la Libye auraient pu maîtriser la plupart des essaims locaux et empêcher leur déplacement vers le sud, mais l'insécurité qui règne des deux côtés de la frontière entrave l'accès des équipes locales et des experts de la FAO qui ont besoin d'évaluer la situation. La capacité de lutte antiacridienne de la Libye a en outre été affectée cette dernière année", ajoute M. Cressman.

La dernière infestation acridienne au Niger date de 2003-2005 lorsque les essaims de criquets pèlerins avaient envahi une vingtaine de pays.

Spain: the citrus industry needs an absolute reform

Date : 6 June 2012

Source : Green Med

URL : <http://www.greenmed.eu/news-1431.html>

The Spanish citrus sector is without direction. It is no secret that almost no money was earned in the last season. Many producers are leaving. Large areas are being citrus. And Intercitrus practically does not work. We will see which large companies will no longer be in the market at the beginning of the new season in September.

At present German retail chains' buyers are visiting their Spanish citrus suppliers to plan the next campaign. Some agricultural organizations blame the German supermarkets, especially the discount chains, for this situation. It is true that often sales prices are below the barrier, but the great problems of the Spanish citrus industry are at home.

There is no strategy of cultivation nor varietal nor a prearranged marketing plan. The policy of sending volumes to the markets based on prices has led to an unhealthy business. The Spanish are wrong if they believe that the profit is of big supermarkets. This is not true, because low prices do not really give reasonable turnover nor earnings.

Supermarkets chains also complain about worsened quality, which can surely be related to lower prices. German supermarkets demand more quality and an update of varieties. And a more orderly market.

Spanish citrus growers need contracts that guarantee them at least a minimum price. And no truck with citrus should leave the warehouses without a fixed destination and a specific price

German traders also call for an effective marketing strategy, and many would be willing to participate in the costs of radio and TV advertising, if producers also participate, but so far all attempts have failed.

The question is: to go on or to quit? The brutal reply of a German purchasing manager is: "The more go away the better is for the market"

A la veille de Rio+20, nouveau cri d'alarme sur l'état de la planète

Date : 6 juin 2012

Auteur : Rémi Barroux

Source : Le Monde

URL : http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/06/06/avant-rio-20-nouveau-cri-d-alarme-sur-l-etat-de-la-planete_1713738_3244.html

A deux semaines de l'ouverture, au Brésil, du sommet mondial Rio+20 consacré au développement durable, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) veut mettre sous pression les responsables politiques. "Si rien n'est fait pour inverser la tendance, les gouvernements devront assumer la responsabilité d'un niveau de dégradation et de répercussions sans précédent", a déclaré Achim Steiner, directeur général du PNUE en présentant, mercredi 6 juin, le rapport sur "l'avenir de l'environnement durable", Geo-5.

Ce scénario dramatique est connu et repris dans de nombreux rapports des Nations unies, du WWF, de l'OCDE, etc. : avec le développement démographique de la Terre qui doit s'apprêter à accueillir, et nourrir, 9 milliards d'humains, et la raréfaction des ressources naturelles, l'état de la planète se dégrade à grande vitesse, explique le PNUE.

Sur 90 objectifs définis comme prioritaires, tels que la protection de la biodiversité, le contrôle et la réduction de la pollution de l'eau douce, la réduction de la production et de l'usage des métaux lourds, la majorité n'a pas connu de réelle amélioration. Sur le changement climatique notamment, indique le rapport, sur la protection des réserves halieutiques ou encore la lutte contre la désertification, soit au total 24 objectifs, il n'y a eu aucun progrès ou seulement à la marge. Pire, la situation s'est détériorée pour 8 de ces objectifs, notamment la protection des récifs coralliens dans le monde.

Si l'on tient compte de l'impossibilité pour le PNUE d'évaluer 14 des objectifs prédéfinis - l'organisation basée à Nairobi déplore fortement le manque de données disponibles dans de nombreux secteurs et propose que ces informations soient systématiquement intégrées aux statistiques nationales -, "certains progrès ont été accomplis à l'égard d'une quarantaine d'objectifs portant notamment sur l'extension des zones protégées comme les parcs nationaux et les efforts en vue de la réduction de la déforestation", dit le PNUE.

LES BONS EXEMPLES

Mais ce tableau à destination des participants à Rio+20 n'est pas qu'un cri d'alarme et un aveu d'impuissance. Au contraire, expliquent les responsables du PNUE, les exemples de politiques volontaristes sont nombreux, au niveau d'Etats, de régions, voire de villes : politique de l'eau gratuite en Afrique du Sud, taxe-carbone instaurée dans l'Etat de Colombie britannique au Canada, détection et réduction des fuites dans le système de distribution d'eau au Bahreïn, péage urbain à Stockholm ou encore programmes aux Maldives, menacées par la montée des eaux, pour atteindre l'objectif de zéro émission de carbone en 2019.

Le patchwork de ces initiatives est impressionnant. Mais ne saurait masquer l'inertie qui règne au niveau mondial. "Il y a une dichotomie entre la morosité ambiante et le fait qu'un certain nombre de pays avancent sans attendre, chacun dans leur coin", explique Sylvie Lemmet, directrice de la division technologie, industrie et économie du PNUE. Cette dichotomie s'illustre aussi au niveau des Etats. La Chine, premier producteur de panneaux photovoltaïques au monde, championne des investissements dans l'économie verte... et aussi premier pays émetteur de CO₂, est très dynamique pour transformer son économie mais refuse les contraintes au niveau mondial.

"Les pays entendent rester souverains quant à leur mode et leurs capacités de croissance", avance Mme Lemmet. Autrement dit par Steven Stone, responsable de la branche économie et commerce du PNUE, en charge de l'économie verte, "certains gouvernements ont des programmes remarquables pour développer les emplois verts mais cela ne débouche pas au niveau mondial, parce que dans le cadre de la concurrence exacerbée par la mondialisation, les problèmes de leadership se posent".

Ce qui réduit d'autant les chances de progression et d'accord au sommet mondial au Brésil. Le PNUE veut croire que Rio+20 sera l'occasion "d'évaluer les réalisations et les échecs, ainsi que d'encourager la mise en œuvre de mesures mondiales vers le changement". "Le moment est venu de dépasser la paralysie de l'indécision, de reconnaître les faits et de regarder en face l'humanité collective qui unit tous les peuples", insiste Achim Steiner.

Lebanese watermelon farmers face pressure from imports

Date : 6 June 2012

Source : The Daily Star

URL : <http://www.dailystar.com.lb/News/Local-News/2012/Jun-06/175867-lebanese-watermelon-farmers-face-pressure-from-imports.ashx#axzz1xg4hBt2b>

SIDON, Lebanon: Watermelons growing in the southern fields are now ripe for the picking and the crop is beginning to appear widely in the markets, but farmers are not confident that the season will be a success. While farmers have been expanding their watermelon crops in recent years along the coast from Adloun to Ras al-Naqoura and from Tyre's coast up to the plains of Khiam and Marjayoun, this year's crop is smaller. Farmers scaled back their watermelon planting due to the high cost relative to other crops and even though it's only been one week since the first greenhouse crop of Lebanese watermelons hit the markets, they are worried that the price is already dropping.

The summer harvest of watermelons remains 40 days off and farmers say they are depending on the government to make sure that Lebanon is closed off to watermelon imports from Jordan and Egypt in order to recover their expenses and make reasonable profits.

According to an agricultural calendar that the government uses to determine when to stop produce imports to protect Lebanese farmers and strengthen the demands for their produce, the import of watermelons should be ending now.

Taleb Daher, a farmer, says that farmers need the government to ensure there are no further imports. "The season is still in the beginning and I hope that the prices stay at a reasonable level especially since the prices of pesticides and agricultural supplies have risen 30 percent since last year," Daher added. Agriculture engineer Hussein Sweidan says "the areas planted with watermelon along the coast have shrunk due to decrease in available fertile land, a result of people preferring to use the land for building projects, and also due to the high cost of renting, which has increased 20 percent since last year." But Sweidan defends the ability of Lebanese farmers to produce enough for the country.

"The Lebanese watermelons, which are mainly planted in the south and the Bekaa, meet the demands of the Lebanese market and there is no need to import from any state," he says.

L'agriculture : une priorité de la politique de voisinage

Date : 6 juin 2012

Source : Commission Européenne

URL : http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/ciolos/headlines/news/2012/06/20120601_fr.htm

«Avec cette conférence, la Commission européenne marque très clairement sa volonté de placer l'agriculture au centre de nos relations avec nos voisins et amis du sud et de l'est de l'Europe. Plus concrètement, nous sommes prêts à partager notre expérience, notre savoir-faire, dans le cadre d'un partenariat solide en faveur du développement rural et de la valorisation.

Il ne s'agit pas simplement d'accorder des financements; il s'agit aussi de diffuser des méthodes de travail qui ont fait la preuve de leur efficacité, notamment lors de l'adhésion des nouveaux États membres de l'Union», a déclaré Dacian Cioloș, le Commissaire européen à l'Agriculture et au Développement rural, le 31 mai, ouvrant une conférence sur le programme européen de voisinage pour le développement agricole et rural (ENPARD).

L'objectif de cette conférence était de présenter la vision et la stratégie qui sous-tendent le programme à de hauts fonctionnaires chargés de l'agriculture, du développement rural et de la coopération internationale provenant de l'ensemble des pays partenaires de la politique européenne de voisinage, du sud et de l'est de l'Europe. La conférence était aussi l'occasion pour les participants d'avoir un échange de vues approfondi sur la meilleure manière de mettre en œuvre le programme pour répondre aux difficultés du secteur agricole et des zones rurales de leurs pays. Les participants verront comment la modernisation de l'agriculture et des zones rurales s'est déroulée dans les pays de l'UE-12 à l'occasion de la présentation des enseignements tirés dans le cadre des programmes SAPARD et IPARD, qui ont permis d'obtenir des résultats significatifs durant la phase de préadhésion.

Algérie : les connexions avec la France et l'Espagne seront densifiées

Date : 6 juin 2012

Source : Liberté

URL : <http://www.liberte-algerie.com/actualite/le-port-de-bejaia-va-entamer-le-programme-medamos-ii-les-connexions-avec-la-france-et-l-espagne-seront-densifiees-179514>

Le port de Béjaïa, labellisé depuis 2010 autoroute de la mer par la Commission européenne des transports dans le cadre du programme euro-méditerranéen Medamos-I, s'apprête à concrétiser les pré-requis inhérents à la mise en œuvre du programme Medamos II, apprend-on auprès de la direction générale de l'Entreprise portuaire de Béjaïa (EPB).

Concrètement, cette nouvelle phase, articulée pour l'essentiel autour de la question du développement durable et des critères de gestion, va se traduire par une assistance de la Commission européenne en matière notamment de développement de l'intégration des transports maritime, routier et ferroviaire.

La démarche vise à densifier les connexions maritimes entre Béjaïa et les ports européens (France-Espagne), et à fluidifier le transit du fret depuis le fournisseur jusqu'au client, selon le principe du bout à bout, a expliqué son P-DG, M. Achour Djelloul. Résolument engagée dans cette perspective, la wilaya de Béjaïa projette de réaliser, dès le mois de juillet prochain, sur initiative propre, plusieurs projets visant non seulement à désengorger son infrastructure, mais également à se rapprocher de ses clients, a-t-il confié. Il est question, en effet, de réaliser deux ports secs à Béjaïa, l'un à Iryahène, à la sortie est de la ville, déjà fonctionnel pour le conteneur vide, et l'autre à El-Kseur, à 25 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya. Les deux plate-formes, mises sous tutelle des douanes, sont dédiées à la réception du fret conteneurisé avant son éclatement vers sa destination finale. "En termes plus prosaïques, ce seront des zones d'entreposage", a expliqué M. Achour qui relève qu'un site a été choisi à Bordj Bou-Arréridj pour permettre la réalisation d'une véritable zone logistique de 20 hectares extensibles. "Il y est prévu la mise en place d'un véritable système de gestion du fret, intégrant une foultitude de fonctions, qui vont bénéficier dans leur mise en œuvre de l'appui de la Commission européenne, attendue pour apporter, par-delà les moyens financiers, son regard expert", a-t-il ajouté.

Le projet, qui sous-tend le développement du rail, tout au moins la ligne ferroviaire entre Béjaïa et Bordj Bou-Arréridj, a déjà accueilli l'assentiment de plusieurs acteurs nationaux, notamment les douanes et la SNTF, a-t-il signalé.

Morocco grain imports to jump; neighbours buy less

Date : 6 June 2012

Source : Reuters

URL : <http://af.reuters.com/article/investingNews/idAFJ0E8550AX20120606?feedType=RSS&feedName=investingNews>

Morocco's soft wheat imports may be its highest since 1981 after unfavourable weather left it with the worst cereal campaign among North African countries this year, while Algeria and Egypt expect lower purchases because of good local harvests.

Morocco's agriculture ministry expects a 43 percent drop in this year's cereal harvest that would include 2.6 million tonnes of soft wheat, one million tonnes of durum wheat and 1.2 million tonnes of barley.

Last year's harvest comprised 4.17 million tonnes of soft wheat and 1.85 million tonnes of durum wheat.

"Considering the smaller size of the wheat harvest this year, we expect its collection for the formal industry chain to be wrapped up faster than in previous years, hence the shorter June 1-Aug 31 period allowed by (state-run grains authority) ONICL for the collection of domestic wheat," a Moroccan government official said.

Morocco is likely to import at least 4 million tonnes of soft wheat in the 12 months to end-May 2013, which would be the highest since 1981, according to data from the private Cereals Traders National Association (ANCL), which groups the country's private industry operators.

The figure could rise to 4.8 million tonnes if durum wheat prices reach "prohibitive levels," they said.

Having suspended import duties until the end of May, Rabat raised them to 17.5 percent in the period from June 1 to end-December as it braced for the collection of the domestic harvest and higher imports.

Morocco kept unchanged the price it pays local farmers for their soft wheat at a lucrative 2,900 dirhams per tonne but it cut by a third the period over which it subsidises storage of locally-produced wheat.

"What will be collected (by millers and local traders) is the small surplus in (soft wheat) harvest, meaning the total harvest minus the wheat grown for subsistence by the bulk of Moroccan farmers and the 10-20 percent that goes to the informal milling industry," the government official said.

ALGERIA HARVEST RECOVERS

In contrast to Morocco, heavy snow and rain in Algeria in February spared the country a repeat of last year's poor harvest. Algeria's all-time record grain harvest was in 2009, when it had 6.1 million tonnes. Last year's harvest fell to 4.2 million tonnes, largely due to unfavourable weather.

"Output for this season will be better than last year due to rainfall both in terms of quantity and timing. Snow was also very beneficial," Djamel Berchiche, a spokesman for the Algerian agriculture ministry said.

The harvest campaign was officially launched on Tuesday in the Western province of Relizane.

The head of the OAIC state grain agency said on Wednesday the domestic grain harvest was between 5.6 million and 5.8 million tonnes. Nouredine Kahel also told Algerian radio that there would be no more durum or barley imports this year and the country would import only soft wheat.

Last year's poor harvest led Algeria to import more in a single year than it had since independence in 1962, according to United Nations figures. High imports were also driven by government eagerness to avoid food price rises that could trigger social unrest as the Arab Spring evolved in the region.

Algeria's soft and durum wheat imports in the first four months of this year were down 15.6 percent on the same period in 2011 after the high purchases last year boosted stocks. It imported 2.01 million tonnes of wheat in January-April this year against 2.37 million tonnes in the first four months of 2011.

Tunisians are also looking forward to one of their biggest cereal harvests in several years, around 2.5 million tonnes, due to heavy rainfall. Harvesting is expected to start in around one week's time. "The durum wheat harvest should be around 1.4 million tonnes and barley nearly 0.8 million tonnes," an agriculture ministry official said. Imports are expected to be around 0.5 million tonnes, he added.

In Egypt, the government has so far procured 2.6 million tonnes of wheat despite earlier reports that diesel shortages since the start of the year have hampered the harvest. Egyptian farmers use diesel to power their machinery.

The world's top wheat importer had procured just 2.2 million tonnes during the same period last year. The General Authority for Supply Commodities (GASC), the state-run grain buyer, has said it expects to procure at least 3 million tonnes by the end of July, leading to a drop in imports.

"The supply figures compared to last year signals optimism and this means GASC can reduce this year its imports from abroad if the target is met," said Nomani Nomani, vice chairman of GASC. Egyptian wheat is planted in October and November and harvested in April and May. The local procurement season lasts until the end of July.

The country said in October it had raised the price it pays local farmers for their wheat to 380 Egyptian pounds per ardeb (140 kg) from 350 pounds during the last season to give them an incentive. Egypt planted around 3.4 million feddans (acres) of wheat in the 2011/2012 season and better strains of wheat have helped raise yields, Nomani said.

Egyptian wheat yields rose from 5.35 tonnes per hectare (2.47 acres) in 2010 to 7.14 tonnes per hectare in 2011 due to the use of improved seeds and better weather, a report issued by the U.S. Department of Agriculture said last year. Some traders and government officials have said however that the high local procurement figures pointed to fraudsters being encouraged by the price premium Egypt paid to its farmers to pass off cheap foreign grain as locally grown to profit at the country's expense.

Sûreté alimentaire : « La situation au Liban n'est pas plus grave qu'ailleurs »

Date : 6 juin 2012

Source : L'Orient el Jour

URL

http://www.lorienteljour.com/category/Liban/article/762377/Surete_alimentaire+%3A_%3C%3C_La_situation_au_Liban_n%27est_pas_plus_grave_qu%27ailleurs_%3E%3E.html

Les saisies récentes de plusieurs lots de viande avariée ont poussé le consommateur libanais à se poser mille et une questions sur le système de sûreté alimentaire dans le pays. Il n'y a pas lieu de paniquer, à en croire un

expert libano-américain qui brosse un tableau plutôt positif de la situation au Liban, tout en dénonçant l'ingérence des politiques pour couvrir les contrevenants.

« La sûreté alimentaire au Liban n'est pas aussi catastrophique que l'on pense et le problème n'est pas plus grave que dans d'autres pays. Il existe une différence entre l'image reproduite dans les médias et la réalité. » C'est le constat auquel aboutit Fadi Aramouni, professeur de sciences agroalimentaires à l'Université de Kansas aux États-Unis, en visite récemment au Liban. « Le tapage médiatique est certes basé sur des faits, notamment les cas d'empoisonnement qui ont été signalés, mais il reposait surtout sur la détection de produits avariés ou dont la date de péremption est dépassée, poursuit-il. Or dans la sûreté alimentaire, un produit arrivé à expiration n'est pas nécessairement nocif. Il s'agit plus d'un indice de qualité que de sûreté. »

Fadi Aramouni avait pris part au Tokten (Transfer of Knowledge through Expatriates Nationalists – Transfert de connaissances à travers des expatriés libanais), un projet du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), réalisé en collaboration avec le Conseil du développement et de la reconstruction (CDR). « Dans le cadre de ce programme, nous cherchons à satisfaire les besoins des ministères et des institutions publiques en termes d'assistance technique, explique Ariane Elmas, responsable du programme au PNUD. Celle-ci sera fournie par un spécialiste libanais vivant à l'étranger. » Cette année, près de 140 inspecteurs du ministère de l'Économie et 30 autres des ministères de l'Agriculture, de l'Industrie, du Tourisme, et de la Santé ainsi que de LARI (l'Institut libanais pour la recherche agricole) ont reçu une formation en sûreté alimentaire assurée en deux étapes par Fadi Aramouni.

« Les standards relatifs à la qualité et à la sûreté dans les quelques usines et supermarchés que j'ai visités sont acceptables, poursuit l'expert. Certains aspects peuvent être améliorés, comme partout dans le monde d'ailleurs. Je pense que le problème se pose plus au niveau des petites industries et des petits restaurants, notamment ceux qui se trouvent dans les régions. De plus grands efforts doivent être déployés pour faire prendre conscience aux responsables de ces commerces et industries de l'importance de la sûreté alimentaire. »

Pour Fadi Aramouni, la sûreté alimentaire au Liban est un problème à multiples facettes qui affecte toutes les étapes de la chaîne alimentaire, de la ferme jusqu'à la fourchette. « Prenons le cas des champs agricoles, à titre d'exemple, indique-t-il. Le problème qui se pose à ce niveau est celui de l'eau d'irrigation qui est contaminée par les eaux usées. De ce fait, toutes les autres mesures prises pour désinfecter les légumes et fruits restent insuffisantes. Pour remédier aux choses, il faudrait mettre en place toute une infrastructure qui est par ailleurs assez coûteuse. »

Dans les cas d'empoisonnement, le problème se pose à quatre niveaux : un mauvais système de refroidissement, une mauvaise manière de cuisiner, une mauvaise hygiène personnelle surtout des mains, et la source du produit. « Cela s'applique aux industries, aux restaurants, mais aussi aux foyers puisqu'assez souvent, le produit alimentaire est contaminé lors de sa manipulation et non à la source », insiste l'expert.

Une autorité de référence

Les inspections au rythme où elles sont effectuées actuellement ne sont pas suffisantes, estime en outre Fadi Aramouni, qui explique que des mesures alternatives peuvent être prises pour améliorer la performance et les résultats. « L'absence d'une autorité de référence en matière de sûreté alimentaire rend toutefois les choses difficiles, déplore-t-il. Plusieurs ministères sont impliqués dans le contrôle sans qu'il n'y ait une délimitation claire des tâches. Nous avons ce problème également aux États-Unis, au moment où l'Europe et le Canada ont une seule autorité responsable de la sûreté alimentaire, ce qui facilite le travail. »

Quant aux inspecteurs, ils ont les connaissances nécessaires, sont motivés et cherchent à faire une différence en matière de sûreté alimentaire, assure encore Fadi Aramouni. Il en est de même des quelques propriétaires d'usines agroalimentaires, de supermarchés et de restaurants « que j'ai rencontrés, puisqu'en fin de compte c'est leur outil de travail qui est en jeu ». « Mais c'est la volonté politique qui fait défaut, constate-t-il. Au cours de ces sessions de formation, de nombreux inspecteurs se sont plaints de l'ingérence des hommes politiques dans leur travail. Ils se sont même dit sceptiques de pouvoir accomplir leur devoir si celle-ci persistait. Par ailleurs, sur le plan logistique, même si les inspecteurs ont la volonté de travailler et les connaissances nécessaires pour le faire, ils ne disposent pas des outils nécessaires qui leur permettent de mieux effectuer leur tâche, les équipements qui leur permettent de prendre des échantillons, de mesurer l'acidité, la température, à titre d'exemple. Malgré cela, ils effectuent un bon travail et essaient dans la mesure de leurs moyens d'améliorer les choses. »

Le maillon manquant reste le consommateur libanais, constate Fadi Aramouni. « Celui-ci n'est pas familier avec les principes de sûreté alimentaire, note-t-il. Il est important que des campagnes de sensibilisation soient menées dans ce sens-là. »

Fadi Aramouni conclut en invitant le gouvernement à promulguer les lois nécessaires, les hommes politiques à ne plus assurer une couverture aux contrevenants, et les ministères concernés à assurer les équipements nécessaires aux inspecteurs.

Tunisie - Projet pilote sur la technique de dessalement de l'eau dans le secteur agricole à Médenine

Date : 7 juin 2012

Source : Maghreb Emergent

URL : <http://www.maghrebemergent.info/actualite/fil-maghreb/12996-tunisie-projet-pilote-sur-la-technique-de-dessalement-de-leau-dans-le-secteur-agricole-a-medenine.html>

Une expérience pilote de dessalement des eaux salées dans le secteur agricole réalisée par l'observatoire du Sahara et du Sahel en collaboration avec un groupe d'intervenants du commissariat régional de développement agricole et de l'institut des zones arides de Médenine a été menée pour la première fois à Médenine.

Cette expérience a été réalisée sur un terrain agricole pilote à Sammar (délégation de Médenine-sud) sur une superficie de 1,27 ha, qui utilise les eaux dessalées pour l'agriculture à travers l'installation d'une station de dessalement des eaux d'une capacité de production de 20 mètres cubes par jour.

Ce projet pilote vise à optimiser l'utilisation des ressources hydrauliques à forte salinité et à garantir une meilleure exploitation agricole de ces eaux, tout en préservant la qualité du sol.

Selon le délégué régional de développement agricole de Médenine, ce projet tend à élargir les superficies irriguées dans la région qui ne représente que 250 ha et à lutter contre la salinité et la rareté des eaux.

Un phénomène qui entrave le développement du secteur agricole dans la région.

Selon la même source, ce projet ouvre des perspectives prometteuses devant le secteur agricole par la technique de dessalement qui devrait être améliorée au terme de cette première expérience à travers la maîtrise du coût du projet et une bonne sélection des cultures.

L'objectif étant de généraliser cette expérience dans la région.

Le secrétaire exécutif de l'observatoire du Sahara et du Sahel, Chedly Fazani a indiqué que le dessalement des eaux dans l'agriculture est un choix fondamental pour faire face aux la raréfaction de l'eau qui exige une exploitation rationnelle.

Il a mis l'accent sur l'importance de la coopération avec les pays d'Afrique de nord pour échanger les expertises dans la gestion rationnelle des eaux et la sauvegarde des ressources hydrauliques dans le cadre du partenariat et de la concertation.

Le responsable a évoqué dans ce cadre une étude réalisée par l'observatoire du Sahara et du Sahel sur la nappe phréatique partagée entre la Tunisie, la Libye et l'Algérie qui s'étend sur un million de kilomètres carrés, dont 70 pc situés en Algérie et 15 pc en Tunisie et autant en Libye.

Cette étude, qui a valu le prix international à l'observatoire, a démontré que la consommation annuelle des trois pays s'élève à 2,5 milliards mètres cubes à cause de la profondeur de la nappe dont l'exploitation exige des coûts élevés.

Top wheat buyer Egypt embraces Russia-linked Soyuz

Date : 7 June 2012

Source : Reuters

URL : <http://www.reuters.com/article/2012/06/07/egypt-soyuz-wheat-idUSL5E8H78GX20120607>

Soyuz Commodities, which has links to Moscow's state grain exporter, has won recognition as an official supplier to the world's largest wheat importer Egypt, positioning the year-old firm to become a major player in grains markets.

Egypt's state grain buyer, the General Authority for Supply Commodities (GASC), said on Thursday it had officially registered Switzerland-based Soyuz, the grain-trading arm of Russian investment group Summa Capital. Just one month ago, Summa bought a stake in Russia's state trader United Grain Company (UGC).

"To expand supplier sources and increase competitiveness and offers, GASC seeks to increase the number of wheat-supplying firms registered with it, and as such has added Soyuz Commodities," Nomani Nomani, vice chairman of GASC, told Reuters.

Nomani said a second firm, Switzerland-based Solaris, had also registered as a wheat supplier for GASC. Solaris also trades grains from Russia, which competes with rivals including the United States, Australia, France and Black Sea region producers to supply the huge Egyptian market. Egypt is the world's largest wheat importer and has imported between 10 and 11 million tonnes of wheat annually for the past three years, according to International Grains Council (IGC) data. Soyuz was first listed in June 2011 on Switzerland's commercial business register as a firm involved in the trade of goods and commodities including grains, sugar, metals and petrochemicals. In late May Summa bought a stake of 50 percent minus one share in Russia's UGC, which combined with Summa's control of the port of Novorossiisk and existing grain trading operations, gave it a big role in one of the world's largest wheat markets.

The local agent for Soyuz Commodities in Egypt is Royal Company for Trading, Export and Import, Nomani said. Summa Capital declined to comment. Russian grain trader Solaris Commodities SA was first listed in December 2011 on Switzerland's commercial business register as a firm involved in cereals and any agricultural raw material. "We're looking forward to supplying significant volumes of Russian wheat to GASC and private Egyptian buyers this season as Russian wheat has been the most competitive origin in recent years and Egypt is a key market for us," said Swithun Still, director at Solaris.

A large chunk of Egypt's wheat imports are typically sourced from Russia. The state's main grain buyer GASC is responsible for the majority of Egypt's wheat imports. According to the IGC's May report, in 2011/12 Russia is forecast to be the world's third largest wheat exporter behind the U.S. and Australia.

Malta : No drastic cut' in EU farming funds

Date : 7 June 2012

Source : Times of Malta

URL : <http://www.timesofmalta.com/articles/view/20120607/local/-No-drastric-cut-in-EU-farming-funds.423117>

The Rural Affairs Minister is "optimistic" that Malta will not face the drastic cut in funds proposed under the revision of the EU's Common Agricultural Policy.

"Discussions about the CAP reform are ongoing and we can't yet say whether there will be an increase or a decrease in the allocated funds," he said. A clearer picture of the reform is expected by October.

Malta is at loggerheads with the European Commission over the CAP proposals and has threatened not to support any changes to the EU budget if Brussels does not consider its specific needs. Brussels is proposing redistributing direct aid to farmers across the 27 member states, based on land surface area.

This means some member states will suffer cuts while others will see their financial allocation grow. In Malta's case, the formula can only mean cuts.

Foreign Affairs Ministry director general Joseph Cole said that if the proposals were not revised, Malta's farming community would be the worst affected in the EU.

Maltese farmers cultivate small portions of land compared to others in bigger member states and the proposed exercise means the island will suffer a seven per cent cut in direct payment allocation in the 2014-2020 period.

Rural Affairs Minister George Pullicino said he had insisted on the country's characteristics with Agriculture Commissioner Dacian Ciolos and the Commissioner for Climate Change, Connie Hedegaard, who visited Malta this week.

"I have no doubt that, with our arguments, we would be able to sustain a good package for our farmers but it's premature to say what the package would consist of," he said.

He said that economic difficulties affecting Europe would probably lead to a cut in the funds allocated to the EU's agricultural sector.

Mr Pullicino was speaking at Sherries Garden Centre in Burmarrad, which recently invested in a €350,000 project, partly funded by the EU, that included the installation of 92 solar panels and a water reservoir.

Mr Pullicino said rural development aid, which injected €80 million in the Maltese agricultural sector since 2007, did not revolve just around farming.

Sherries Garden Centre will be participating in the Flower and Arts Festival kicking off today at 10 a.m. in Bisazza Street, Sliema. The event ends on Saturday at 8 p.m.

In Greece, a painful return to country roots

Date : 8 June 2012

Source : Reuters

URL : <http://in.reuters.com/article/2012/06/08/us-greece-countryside-id/INBRE85708920120608>

Thirteen years after abandoning rural Greece for a career in graphic design, Spiridoula Lakka finds herself in the last place she expected to end up - watering a patch of lettuce and herbs in her sleepy village.

As Greece sank into its worst economic crisis since World War Two, Lakka had already given up her dream of becoming a web designer. Even waitressing seemed impossible. She faced a simple choice: be stranded without money in Athens, or return to the geriatric village where she grew up plotting to escape.

At age 32, Lakka, an office clerk who also juggled odd jobs, joined a growing number of Greeks returning to the countryside in the hope of living off the land. It's a reversal of the journey their parents and grandparents made in the 1960s and '70s.

Data is scarce on how many people have made the trek, but as people angered by austerity head to the polls on June 17, anecdotal evidence and interviews with officials suggest the trend is gaining momentum. In a survey of nearly 1,300 Greeks by Kapa Research in March, over 68 percent said they had considered moving to the countryside, with most citing cheaper and higher quality life. Most expected to move permanently.

"A year ago, I couldn't imagine myself holding a garden hoe, or doing any farming," said Lakka, as she watered the herbs she grows in the village of Konitsa, which nestles among snow-capped peaks near the Albanian border. "I've always wanted to leave the village. I never imagined I would actually spend my whole life here." Her experience has been far from idyllic. The arrival of young, city-dwelling Greeks is being watched with a mix of pity and hope by those who never left.

"Those who have returned are desperate. They aren't coming back because they wanted to," said Stefanou Vaggelis, a 50-year-old distillery owner as he threw back tsipouro - a strong spirit favored by locals - with friends in the village centre dotted with taverns.

This summer, judging from the queries he has received from city-dwellers on vacation, Vaggelis predicts as many as 60 people will move to Konitsa, where over half of the population of about 3,000 is aged 60 or over.

"They usually ask whether there are state subsidies for agriculture and for growing pomegranates, snails and aromatic herbs," he said, recounting how a 40-year-old acquaintance had returned to tend sheep in the hills. Greece's farmers mostly run small operations and rely on EU subsidies to survive. They complain that over the past five years subsidies have halved.

TREMENDOUS INTEREST

In the northern city of Thessaloniki, a school for farmers says applications for its high school program have tripled this year. Cheese-making and bee-keeping have also filled quickly at the American Farm School, founded in 1904 by an American missionary who was keen to teach practical skills. Its courses run from pre-school to adult level.

"There is tremendous interest," said Panos Kanellis, the school's president. The trend, he said, is driven by both the crisis and a desire among many Greeks for a quality of life that's impossible to find in the city.

Greek families have traditionally owned houses or plots of land in their native villages, often devoted to fragrant olive, lemon and orange groves or a mix of vibrant greens and tomatoes.

For those returning, rural life promises rent-free housing, backyard produce to fill dinner plates and support from a network of relatives and friends. The Kapa survey showed most people planned to count on family and friends to help.

"In Athens, I worked many jobs I didn't like but I had to compromise," said Lakka. "In the village, you have your own home and you can grow vegetables to eat."

Five decades ago, one in two Greeks was employed in farming. The Pan-Hellenic Confederation of Unions of Agricultural Cooperatives, a farmers' union, says employment steadily shrank in the early 2000s, but agriculture added 38,000 jobs between 2008 and 2010 as Greece slid into a recession that is now in its fifth year.

It lost jobs again in 2011 when the banking crisis squeezed lending to farmers, but people have continued to return to villages, said the union's general manager Ioannis Tsiforos.

"We have a number of people, most of them middle-aged, entering the farming business," he said: the trend is especially visible in Crete and the Dodecanese islands in the east.

NO PLACE TO DREAM

Until recently, the Greek countryside was largely a place young people escaped from. The lure of city jobs spurred a wave of migration to urban centres after World War Two. In the three decades to 1981, Athens' population more than doubled to more than 3 million people.

Today, the Greek capital is still home to about 4 million of Greece's 11 million population, but it is no longer a magnet for the young and ambitious. At 22 percent, unemployment in Athens hovers just above the national average. Homeless people line the streets, the poor scavenge through bins for scrap. "For Rent" signs hang across shuttered shop windows.

Crime has surged, turning pockets of Athens into virtual no-go zones at night.

All this came as a shock to Lakka. Like almost everyone else in Konitsa, she grew up convinced the move to the big city was a rite of passage. She studied design in Thessaloniki and moved to the capital at 22. A graphic design job proved difficult to find, so she took up odd jobs. Her big break came with a temporary contract as an office clerk with a state social security fund, which she hoped would eventually turn permanent.

The pay was a paltry 640 euros (\$800) per month, so Lakka did waitressing and office work on the side.

Then the debt crisis hit, forcing Greece to take a bailout from the European Union and the International Monetary Fund. Lakka struggled to find extra work. Panic set in.

The final straw came last June, when she learned there was no money to renew her contract.

"At that moment I said to myself: 'That's it. There is no way I'm going to start begging my friends again for a new job,'" she said. "I decided to return to my village."

INSULTS AND GOSSIP

Up a wild cherry- and maple tree-lined road from Lakka's family business - a petrol station and cafe - Konitsa's deputy mayor Nikos Karras smiles as he ponders the unexpected homecoming of village youth. About 10 people returned last year, and the area is gearing up for many more, he says.

"It is important for the region that young people come back because until now we've been living through the opposite: everyone left and the only people who stayed back were the elderly," says the 41-year-old.

"When someone loses their job in a city and has no hope of finding another, they come here as a last resort. We will be the last to starve because when you have a field or a garden, you can produce food for yourself and make sure you survive."

But adjusting to life in the village is not easy.

Hoping to put her city skills to use, Lakka tried to transform the petrol station cafe.

With a fading Coca-Cola sign outside and a fog of cigarette smoke hanging over wooden tables inside, the cafe offered its elderly clientele basic fare of tsipouro, coffee and sandwiches.

Lakka had other ideas. Her eyes lit up as she recounted her plans from a corner table in the cafe, her mother by her side. She wanted to allow local hunters to cook their catch on the restaurant grill; she would spice up the menu with goat stews, tripe, casseroles and pasta dishes. "My dream was to change the shop completely," she said.

But the tight-knit village community had other thoughts. A rival cafe owner said he hoped Lakka would shut shop and go back to Athens; others snickered behind her back. "One woman said 'The girl from Athens has come to change our ways, but she has to adapt to us, not the other way round,'" Lakka said.

"These things upset me. I just can't get used to it," she said. "They don't say it directly to me, but to people they know will pass it on to me." As a single woman with no plans to marry, Lakka was also an anomaly in a deeply traditional place. "There is a lot of pressure to get married and have children, even from my own parents." She used to wear short skirts and bare midriff tops. She has replaced them with loose jeans.

"There is no privacy here in the village. You feel like everyone is judging and trying to control you, and there is gossip," she said. "It's a closed society." Instead, she turned to cultivating herbs. The craggy mountains encircling her village are home to more than 2,000 varieties. She also tends to a row of beehives on a dirt track near the cafe. Lakka says she hopes she can one day sell her bunches of sage, nettle and peppermint at a roadside kiosk. There is no certainty of a happy ending. What she does know is that Athens did not leave her much choice.

"I still have second thoughts, though from what I hear from friends in Athens, I've made the right choice," she said. "Things have become too difficult there and they also want to leave."

Algérie : une enquête sur les blocages au niveau des wilayas

Date : 10 juin 2012

Source : El Watan

URL : http://www.elwatan.com/economie/une-enquete-sur-les-blocages-au-niveau-des-wilayas-10-06-2012-174101_111.php

Le chef de l'Etat a appelé à une enquête au sujet du blocage de plusieurs centaines projets d'agriculture au niveau de plusieurs wilayas du pays. Il voulait que les choses soient tirées au clair après que plusieurs correspondances mettent en cause certains comportements de responsables de wilaya s'opposant à la politique de concession des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat en vue de créer de nouvelles exploitations. Plusieurs wilayas sont dans le viseur, dont Biskra et Ghardaïa, avons-nous appris d'une source proche de ce dossier.

Cependant, d'autres wilayas, comparées à ces deux dernières, enregistrent des performances appréciables en matière d'investissement dans le domaine de l'agriculture. Il s'agit de M'sila, Ouargla et Béchar, avons-nous appris également. L'Algérie n'a d'autre choix que de soutenir l'investissement privé dans l'agriculture car, de par l'évolution des performances du secteur, le privé tire l'essentiel de la croissance tant en amont qu'en aval.

Le secteur est riche de quelque 1,1 million d'exploitants ; il représentait, à fin 2011, un peu plus de 16% du produit intérieur brut hors hydrocarbures, 25% de la population active et couvrait, surtout, 70% des besoins nationaux en produits alimentaires. Cependant, plusieurs investisseurs sont pieds et poings liés faute d'un quitus qui relève du bon gré des responsables de wilaya. L'enquête en question a pour finalité de situer les responsabilités du désinvestissement agricole dans certaines wilayas, réputées pourtant à fort potentiel. L'enquête en question, nous explique-t-on, devrait faire la lumière sur certaines pratiques nuisibles à l'investissement dans l'agriculture et contraires aux efforts consentis à même de rehausser l'indice de performance du secteur.

Au plan juridique, la mise en place d'instruments, dont la loi sur l'orientation agricole de 2008 et la loi sur le foncier agricole de 2010, est venue donner la base à même de conforter l'investissement privé dans le secteur. Au plan financier, l'agriculture bénéficie annuellement d'un budget de 200 milliards de dinars. Des produits de financement avantageux et incitatifs à taux zéro ont été mis en place, dont le crédit Rfig, le crédit Tahadi et le crédit fédératif (des crédits de campagne, d'investissement et de fédération destinés aux industriels et aux agriculteurs).

Cette dynamique, qui se matérialise à travers les différents incitatifs financiers et les nouvelles lois en matière d'encadrement juridique, constitue le noyau dur du projet envisagé par le ministre de Rachid Benaïssa : réduire la dépendance de l'étranger en produits alimentaires. Actuellement, l'agriculture algérienne couvre 70% des besoins nationaux en produits alimentaires, tandis que les 30% restants sont couverts par les importations. Mais comme à l'accoutumée, les résistances à ce projet sont réelles. Aux lobbies des importations s'ajoutent maintenant les responsables locaux de wilaya qui lézardent les attentes. L'enquête en question a pour objectif de situer les responsabilités.

Lower food prices should lead to hunger reduction, says FAO Director-General

Date : 11 June 2012

Source : FAO

URL : <http://www.fao.org/news/story/en/item/148692/icode/>

Falling food prices due to good harvests and increases in stocks should mean a reduction in the number of hungry in the world in 2012, FAO Director-General José Graziano da Silva told the opening session of the Organization's governing Council today.

"That means that we should expect a reduction in the number of hungry people in the world in 2012," he said. Nevertheless, Graziano da Silva warned that the food security situation in the Sahel and the Horn of Africa was still in a critical state. He thanked countries that placed Africa and food security among their top priorities and called on developing countries to step up their cooperation as well.

He praised the response of the international community to the recent famine in Somalia. "In Somalia, a combination of good rains and coordinated and dedicated efforts of the international community, including the work FAO did with our sister agency World Food Programme and UNICEF, allowed us to overcome famine conditions in only six months," he said.

However, Graziano da Silva warned that the gains in Somalia are still fragile and that a sustained effort was needed to prevent a repetition of such a tragedy.

Graziano da Silva, who took office in January, asked the Council to approve reform measures he has put forward. "At this session you will discuss issues that will determine FAO's future capacity to contribute to a food-secure world. They include decentralization, further adjustments to the programme of work and budget, and FAO's strategic direction," he said.

Measures include restructuring parts of the Organization and transferring many headquarters services and staff to FAO country offices to be closer to the problems of underdevelopment and hunger.

The Council, which meets until Friday, is composed of representatives of FAO member countries. Elected by the FAO Conference, the Organization's top governing body, Council members meet every six months to carry out executive oversight of programme and budgetary activities.

Squeezing Africa dry: behind every land grab is a water grab

Date : 11 June 2012

Source : Grain

URL : <http://www.grain.org/article/entries/4516-squeezing-africa-dry-behind-every-land-grab-is-a-water-grab?locale=en>

Food cannot be grown without water. In Africa, one in three people endure water scarcity and climate change will make things worse. Building on Africa's highly sophisticated indigenous water management systems could help resolve this growing crisis, but these very systems are being destroyed by large-scale land grabs amidst claims that Africa's water is abundant, under-utilised and ready to be harnessed for export-oriented agriculture. GRAIN looks behind the current scramble for land in Africa to reveal a global struggle for what is increasingly seen as a commodity more precious than gold or oil - water.

The Alwero river in Ethiopia's Gambela region provides both sustenance and identity for the indigenous Anuak people who have fished its waters and farmed its banks and surrounding lands for centuries. Some Anuak are pastoralists, but most are farmers who move to drier areas in the rainy season before returning to the river banks. This seasonal agricultural cycle helps nurture and maintain soil fertility. It also helps structure the culture around the collective repetition of traditional cultivation practices related to rainfall and rising rivers as each community looks after its own territory and the waters and farmlands within it.

One new plantation in Gambela, owned by Saudi-based billionaire Mohammed al-Amoudi, is irrigated with water diverted from the Alwero River. Thousands of people depend on Alwero's water for their survival and Al-Moudi's industrial irrigation plans could undermine their access to it. In April 2012, tensions over the project spilled over, when an armed group ambushed Al-Amoudi's Saudi Star Development Company operations, leaving five people dead.

The tensions in south western Ethiopia illustrate the central importance of access to water in the global land rush. Hidden behind the current scramble for land is a world-wide struggle for control over water. Those who have been buying up vast stretches of farmland in recent years, whether they are based in Addis Ababa, Dubai or London, understand that the access to water they gain, often included for free and without restriction, may well be worth more over the long-term, than the land deals themselves.

In recent years, Saudi Arabian companies have been acquiring millions of hectares of lands overseas to produce food to ship back home. Saudi Arabia does not lack land for food production. What's missing in the Kingdom is water, and its companies are seeking it in countries like Ethiopia.

Indian companies like Bangalore-based Karuturi Global are doing the same. Aquifers across the sub-continent have been depleted by decades of unsustainable irrigation. The only way to feed India's growing population, the claim is made, is by sourcing food production overseas, where water is more available.

"The value is not in the land," says Neil Crowder of UK-based Chayton Capital which has been acquiring farmland in Zambia. "The real value is in water." [1]

And companies like Chayton Capital think that Africa is the best place to find that water. The message repeated at farmland investor conferences around the globe is that water is abundant in Africa. It is said that Africa's water resources are vastly under utilised, and ready to be harnessed for export oriented agriculture projects.

The reality is that a third of Africans already live in water-scarce environments and climate change is likely to increase these numbers significantly. Massive land deals could rob millions of people of their access to water and risk the depletion of the continent's most precious fresh water sources.

All of the land deals in Africa involve large-scale, industrial agriculture operations that will consume massive amounts of water. Nearly all of them are located in major river basins with access to irrigation. They occupy fertile and fragile wetlands, or are located in more arid areas that can draw water from major rivers. In some cases the farms directly access ground water by pumping it up. These water resources are lifelines for local farmers, pastoralists and other rural communities. Many already lack sufficient access to water for their livelihoods. If there

is anything to be learnt from the past, it is that such mega-irrigation schemes can not only put the livelihoods of millions of rural communities at risk, they can threaten the freshwater sources of entire regions.

Blé : Bonne récolte de céréales en Algérie, mais où la stocker ?

Date : 11 juin 2012

Source : Commodesk

URL : <http://www.zonebourse.com/CHICAGO-WHEAT-16218/actualite/Ble-Bonne-recolte-de-cereales-en-Algerie-mais-ou-la-stocker-14363993/>

Le ministère de l'Agriculture algérien pronostiquait début avril 55 millions de quintaux de céréales mais ce sera un peu plus, 58 millions de quintaux. Du coup, la question de l'entreposage des moissons va se poser. L'an dernier, l'Algérie avait produit 45 millions de quintaux de céréales, et avait importé plus de céréales qu'aucune autre année depuis 1962.

La mobilisation de la filière céréalière autour des coopératives de céréales et légumes secs ne compensera pas cette année l'absence de 40 silos, qui n'ont pas été construits après la récolte record de 2009 (61 millions de quintaux). Les entrepôts publics seront relayés par les minotiers privés, et tous les espaces publics possibles utilisés.

En Algérie le rendement de la filière céréales a nettement progressé, et le pays est autosuffisant en blé dur et en orge cette année. Sur les 3.376 millions d'hectares plantés, l'Office interprofessionnel des céréales attend principalement du blé tendre.

Les stocks de précaution constitués l'an dernier en écho au printemps arabe ont entraîné un ralentissement des importations de céréales, limitées à 2 millions de tonnes de janvier à avril (15% de moins qu'en 2011).

Barcelona hosted the symposium of Mediterranean food markets

Date : 11 June 2012

Source : Green Med

URL : <http://www.greenmed.eu/news-1438.html>

The "Symposium of Mediterranean Food Markets" took place in Barcelona on June 4-5 organised by the Barcelona Institute of Markets with the participation of Turin, Genova, Marseilles and other Mediterranean markets.

The encounter was the closing event of the European Union "Med Emporion Project" (www.medemporion.eu), led by the City of Barcelona and joining the wholesale markets of Turin, Genova and Marseilles –aimed at developing and promoting food markets.

The activities of the symposium took place over two days, starting on Monday June 4 at 9 a.m. and continuing through June 5 with a guided visit to some of Barcelona leading food markets. The meeting tackled various issues, from the organisation of food markets, their refurbishment and the provision of new services through to sales and competitive strategies and the incorporation of new product trends (km 0, DO, PGI, Slow Food, quality produce, etc.).

The afternoon panel session presented the results of the research carried out on Mediterranean Food Markets within the framework of the Med Emporion Project. Among the participants, a representative of the EU Retail Department, the directors of the MED Programme, diverse experts in food markets and other local and regional authorities.

Besides Barcelona, Marseilles, Genoa and Torino, that are members of the EU project, other Mediterranean wholesale markets participated in the Symposium such as Istanbul, Cairo, Beirut and London (see the event's programme). The deputy director of Istanbul wholesale market Mr. Ahmet Hüsrev Köse (*pictured*) presented a special report related with 'Retail Food Markets of Istanbul', with the new legislation that came into force in 2012. He also pointed out that "the partnership between Mediterranean countries will be highlighted in terms of sharing knowledge and project cooperation".

According to the organizers, the Symposium helped to "learn about the new tendencies, challenges and improved governance process that will conform the 21st century markets".

UN proposes Arab green fund

Date : 11 June 2012

Source : Trade Arabia

URL : http://www.tradearabia.com/news/ENV_218806.html

A regional fund aimed at sponsoring environmental projects in the Arab world such as desertification, dust storms, renewable energy, food security and access to freshwater has been proposed by a UN body.

The United Nations Environmental Programme (Unep) will propose setting up an Arab Financial Fund during an international environmental summit in Rio De Janeiro, Brazil, next week.

It is basing its findings on figures of the last four years, in which 10 million new jobs were created in the region by the green economy in different sectors such as renewable energy, agriculture, recycling, sustainable transportation and green building.

Unep Middle East representative and director Dr Iyad Abumoghli said such green economy opportunities have already led to an economic growth of up to two per cent.

'The setting up of the fund will further enhance such measures and help the region's economies in addition to cleaning up and sustaining the environment,' said Dr Abumoghli.

Dr Abumoghli was speaking at a Press conference yesterday to announce Bahrain's preparations for the upcoming Rio+20 Environmental Summit in Rio De Janeiro from June 20 to 23.

The conference was held at the Public Commission for the Protection of Marine Resources, Environment and Wildlife office at Beit Al Tajer and was attended by United Nations Development Programme (UNDP) resident representative Peter Grohmann and commission director-general Dr Adel Al Zayani.

Dr Abumoghli said many Arab countries are already involved in the green economy initiative.

'The green economy is not a common standard of living to be applied by all the countries at once,' he said.

'Each country, community, company or individual is invited to adopt the appropriate means that comply with his capabilities and apply the international standards convenient to the local policies of the state.

'This has been adopted in the transportation policies, such as the project of the Gulf railway that is proposed to connect the six Arab Gulf countries, sustainable buildings such as MASDAR City and the green buildings in Jordan.' Dr Abumoghli said a decree in Syria stipulates the implementation of a project to install solar water heaters in new buildings.

Meanwhile, Grohmann said the conference represented a 'once-in-a-generation' opportunity to transform ideas and concepts into clear actions for sustainable development.

'The summit will also address issues regarding food security and sustainable agriculture and enhance support for universal access to more efficient and cleaner energy sources,' he said.

This could help Bahrain's development towards an environmentally sustainable economy and tackle issues of water scarcity and vulnerability due to rising sea level, particularly after the progress made in achieving the Millennium Development Goals and higher human development, said Grohmann.

'The next step is to foster sustainable development goals and put Bahrain's economic and social development on an environmentally-sustainable path,' he added.

'Greater energy efficiency and the use of renewable energy sources is another priority.' Grohmann said with recent projects like the solar energy park, Bahrain has made great efforts in addressing sustainability issues.

'The discussions at the summit may be crucial for Bahrain to design its sustainable development goals that provide a clear road map with measurable goals towards an environmentally-friendly development.'

Dr Al Zayani said Bahrain will present at the summit steps it has taken over the last few years on environmental issues, including the millennium development goals.

'We are committed to following best practices to make sure Bahrain implements all UN guidelines,' he said.

France : Deux tiers des exploitations produisent des grandes cultures

Date : 12 juin 2012

Source : La France Agricole

URL : <http://www.lafranceagricole.fr/actualite-agricole/cultures-deux-tiers-des-exploitations-produisent-des-grandes-cultures-recensement-58487.html>

« En 2010, près des deux tiers des exploitations agricoles cultivent des grandes cultures en France métropolitaine, comme en 2000 », informe mardi le SSP (service de la statistique et de la prospective) du ministère de l'Agriculture dans une note *Agreste Primeur*.

310.000 exploitations agricoles produisent des grandes cultures sur près de 15 million d'hectares, soit plus de la moitié de la superficie agricole utilisée. Parmi elles, près de 40 % sont spécialisées en grandes cultures contre 31 % en 2000.

« Mais cette proportion passe à seulement un tiers au sein des exploitations de moins de 20 hectares, et atteint 95 % pour les exploitations de 200 hectares et plus », précise le SSP.

Cette concentration des surfaces de grandes cultures a cependant légèrement diminué depuis 2000. En 2010, 22 % des exploitations cultivent 80 % de la sole en grandes cultures. En 2000, 18 % des exploitations seulement suffisaient à exploiter ces 80 %. Par comparaison, la concentration des surfaces totales (SAU), moins forte, reste stable : un tiers des exploitations cultivent 80 % de la SAU.

La surface moyenne de ces exploitations a progressé de plus de 20 %, elle atteint désormais 76 ha.

Les céréales représentent toujours les surfaces les plus importantes au sein des exploitations spécialisées en grandes cultures. 86 % de ces exploitations produisent du blé. Si la surface en protéagineux s'est fortement réduite en dix ans, les cultures oléagineuses ont augmenté leurs surfaces grâce notamment au colza (+34 % au sein des exploitations spécialisées en grandes cultures).

La proportion d'exploitations spécialisées en grandes cultures et produisant des cultures industrielles a diminué entre les deux recensements, tant en surface qu'en effectif. La betterave et la pomme de terre se sont concentrées dans les exploitations spécialisées en grandes cultures de moyenne et grande taille.

La proportion d'exploitations agricoles spécialisées en grandes cultures au niveau national a augmenté de cinq points entre 2000 et 2010. Cette tendance est quasi générale en France métropolitaine. Les grandes cultures restent l'affaire des plaines du Bassin parisien, du Nord, de l'Aquitaine et du Midi-Pyrénées qui se sont davantage spécialisées. Leur superficie moyenne a augmenté dans la quasi-totalité des régions.

\$600m Saudi-based food, agriculture fund launched

Date : 12 juin 2012

Source : arabian business

URL : <http://www.arabianbusiness.com/-600m-saudi-based-food-agriculture-fund-launched-461853.html>

The Islamic Development Bank (IDB) is partnering with Dutch asset manager Robeco to launch a \$600m food and agriculture fund to invest in projects that promote steady food supply, an issue widely seen as a catalyst for the Arab Spring rebellions.

Food prices grabbed the attention of world leaders after their spike to record highs in February 2011 helped fuel the Arab Spring in the Middle East and North Africa, pushing the issue to the top of the agenda of policymakers responsible for the region.

The Saudi-based fund will make private equity investments in food and agriculture projects as well as companies across various target countries in a sharia-compliant way.

It will be run by a joint venture between the Islamic Corporation for the Development of the Private Sector (ICD), a unit of the IDB, and Robeco, a subsidiary of Dutch bank Rabobank.

"The fund is the first public private partnership of this nature and size to address the inefficiencies and wastage facing the food and agricultural sector throughout our member countries," Khalid Al-Aboodi, ICD chief executive said in a statement.

"Boosting regional food production, supply and trade, the fund's investments will also lead to creation of jobs, transfer of technology, promotion of sustainable practices and poverty alleviation," Al-Aboodi said.

The fund hopes to raise an initial \$350 million by the end of the year to begin operations, targeting institutional investors as well as governmental and multilateral organisations and will have a 10-year term.

La politique européenne vinicole jugée inefficace

Date : 12 juin 2012

Source : Econostrum

URL : http://www.econostrum.info/La-politique-europeenne-vinicole-jugée-inefficace_a10703.html

Malgré une politique européenne vitivinicole intensive, la surproduction n'a pas pu être réduite en Europe révèle la Cour des comptes européenne. L'Institution prône une révision de l'équilibre entre l'offre et la demande. Malgré, la prééminence de l'Union européenne sur la production de vin (assurant "près de 60 % de la production de vin mondiale"), le secteur s'étouffe entre une nette diminution de la consommation et une augmentation des importations de vin à un rythme plus élevé que ses exportations.

La Cour s'alarme ainsi d'un excédent structurel de la production, "caractéristique récurrente du marché du vin européen au cours des dernières décennies".

Pour remédier aux difficultés, la réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole a été mise en place en 2008 et porte principalement sur les mesures d'arrachage (budget de 1,074 mrd€ entre 2008 et 2011) et de restructuration et de reconversion des vignobles (4,2 mrd€ entre 2001 et 2010).

La surproduction n'a pu être réduite de manière efficace malgré "des taux d'aide fixés à des niveaux trop élevés", un régime qui aurait donc pu être "plus efficace" selon l'organisme européen.

La mesure de restructuration et de reconversion visant à "accroître la compétitivité des producteurs de vin en compensant les pertes de revenus engendrées par l'adaptation des vignobles" a provoqué de nombreuses modifications du territoire européen "sans aucune incidence perceptible sur la consommation globale".

La Cour appelle ainsi la Commission européenne à "établir une estimation de l'équilibre entre l'offre et la demande dans le secteur du vin en se fondant sur des données actualisées et en incluant la libéralisation programmée des droits de plantation" et à définir plus précisément les opérations de restructuration éligibles.

Enfin, elle espère qu'une "combinaison appropriée de mesures soit proposée" afin de dissiper la contradiction entre l'objectif de la réforme (réduire les excédents de vin produits) et les effets de la mesure de restructuration et de reconversion (hausse de rendement des vignobles et donc augmentation des volumes produits).

Lebanon's agricultural exports to Syria rise 17 percent

Date : 12 June 2012

Source : The Daily Star

URL : http://www.zawya.com/story/Lebanons_agricultural_exports_to_Syria_rise_17_percent-DS12062012_dsart*176515/

Lebanon's agricultural exports to Syria in the first four months have surged for the first time in many years as the war-ravaged country is trying to cope with dwindling production of wheat, vegetables and fruits.

The latest figures show Lebanese exports to its neighbor up to April of 2012 jumped by 17 percent, while imports from Syria in the same period fell by 19.5 percent.

Experts say the size of cultivated lands in Syria is diminishing gradually because of the intense fighting and instability in some areas that are considered the main agricultural producing centers, such as Idlib.

The harsh Western economic sanctions on Damascus have also further exacerbated the situation as Syria finds it more difficult to import its goods from most countries.

Antoine Hwayek, the president of the Farmers Association, told The Daily Star that there was a growing demand for citrus in Syria this year but noticed that Lebanon's exports of bananas fell to 35,000 tons from 90,000 tons last year.

"There was a significant demand for vegetables also, but I can't say this trend will continue for the rest of year. As a matter of fact the Lebanese farmers still have abundant quantities of potatoes, tomatoes and other items and prices on the local market fell sharply due to this abundance," Hwayek said.

Syria was one of the main importers of vegetables to Lebanon and many regional countries for many years, but this year Syrian farmers have incurred heavy losses as fighting spread to rural areas which are extremely fertile.

Hwayek said Lebanese farmers were still exporting their agricultural produce to other Arab states through Syria. "Export by land through Syria did not stop despite the security risks. But producers raised the prices of their products after paying hefty fees to insurance companies. We have had no problems so far but I am not sure this will continue if the situation deteriorates rapidly," he stressed.

Lebanese exports up to April of this year reached \$74 million compared to \$63.3 million during the same period of 2011.

Apart from agricultural produce, Syria imported heavy machinery, electricity generators, chocolate, sugar, tissues and towels. Official statistics showed that 255 trucks loaded with goods entered Syria, nearly the same figure as during the corresponding period in 2011. But the quantities loaded in these trucks seemed bigger, officials said. Some merchants said demand for flour in Syria also rose in the first few months of this year because the local production was not able to meet the Syrian consumption.

The official figures may not tell the entire story as many merchants smuggle Lebanese-made goods to avoid Lebanese and Syrian customs at some crossing points. However, merchants say Syrian forces loyal to President Bashar Assad are also patrolling the entire border with Lebanon to ensure that neither arms nor illegal goods cross into Syria.

Hwayek says it would not be fair to assume Lebanon will benefit from the Syrian crisis since Lebanese farmers are still facing many difficulties. "As I said before, we still have large quantities of vegetables and fruits that did not find their way to other markets. Prices of some vegetables are below the cost of production because farmers can't dump them in the fields."

La faim risque de persister au Sahel et au Proche-Orient

Date : 13 juin 2012

Source : le Monde

URL : http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/06/13/la-faim-risque-de-persister-au-sahel-et-au-proche-orient_1717930_3244.html

D'après le bulletin trimestriel de l'organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les perspectives sont globalement bonnes pour la production céréalière mondiale, puisque l'organisation prévoit "une augmentation record de 3,2 % de la production en 2012".

Néanmoins, plusieurs régions devront faire face aux conséquences des pluies insuffisantes, du climat rigoureux, des conflits armés et des déplacements de population. "Les pays du Sahel continuent à se heurter à de graves problèmes de sécurité alimentaire en raison des prix des denrées élevés au niveau local et des conflits civils", indique la FAO.

LIEN ENTRE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET PAIX

Le directeur général de l'organisation, José Graziano da Silva, a cité les cas du Yémen et de la Syrie en soulignant que leur situation "rappelle le lien étroit entre sécurité alimentaire et paix". "Ici, ce sont les conflits internes qui provoquent l'insécurité alimentaire, mais l'inverse est aussi vrai", a-t-il indiqué. Au Yémen, quelque 5 millions de personnes souffrent d'une grave insécurité alimentaire et ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence, compte tenu des niveaux de pauvreté, des conflits prolongés et des prix élevés de la nourriture et des carburants.

Le rapport recense trente-cinq pays - dont vingt-huit d'Afrique - ayant besoin d'une aide alimentaire, notamment l'Afghanistan, la République populaire démocratique de Corée, Haïti, l'Irak et le Mali. L'Afrique de l'Ouest continue à être victime d'une "insécurité alimentaire et d'une malnutrition croissantes dans plusieurs pays", selon la FAO.

ESSAIMS DE CRIQUETS PÈLERINS

L'escalade des conflits au Mali, entraînant des déplacements de population vers les pays voisins, et les essaims de criquets pèlerins se dirigeant vers le sud en provenance d'Afrique du Nord sont considérés comme des menaces supplémentaires pour la production agricole de 2012 au Sahel, en particulier au Niger, au Mali et au Tchad, souligne la FAO.

Au Proche-Orient, la détérioration de la situation de la sécurité alimentaire due aux troubles intérieurs suscite de graves préoccupations en Syrie et au Yémen. On estime que un million de personnes ont besoin d'une aide humanitaire en Syrie.

Tunisie : Le projet TuNur, une aubaine pour l'agriculture

Date : 13 juin 2012

Source : le magazine du manager

URL : <http://www.lemagazinedumanager.com/maghreb/3035-tunisie-le-projet-tunur-une-aubaine-pour-lagriculture.html>

Le projet TuNur a été présenté la semaine dernière par l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie (ANME). Envisagé par le groupe britannique Nur Energie, il a des retombées potentielles considérables pour le secteur agricole. L'objectif premier du projet est d'exploiter le désert ensoleillé de Tunisie pour produire de l'énergie solaire et l'exporter ensuite vers les marchés électriques européens. Associé au processus de cogénération promu par Desertec, il pourrait contribuer à la production d'eau dessalée.

Selon le directeur de la fondation allemande Desertec, un kilomètre-carré de désert sur lequel s'implante une CSP (Centrale à Concentration Solaire) peut produire 250 millions de Kilowattheures et 60 millions de mètres-cubes d'eau dessalée par an. Et là c'est une multitude de possibilités nouvelles qui se présentent pour l'agriculture tunisienne qui a d'énormes besoins en eau. 17 kilomètres-cubes environ d'apport hydrique supplémentaire et de sources non conventionnelles sont nécessaires pour que la Tunisie atteigne l'autosuffisance alimentaire. Une telle éventualité est tout à fait envisageable puisque le projet TuNur doit s'étendre sur 100 km² de désert et devrait se rapprocher des côtes pour avoir la possibilité de refroidir ses centrales avec l'eau de mer. Avec une telle quantité supplémentaire d'eau propre à l'agriculture, la Tunisie pourrait produire des produits qu'elle importe intégralement aujourd'hui. Des produits tels que les céréales, l'huile alimentaire ou encore le sucre qui contribuent à plus de 620 millions de dollars US au déficit de la balance commerciale du pays. Un regain de l'agriculture créerait des emplois dans le secteur agricole et dans les industries alimentaires, repeuplerait les campagnes et lutterait de manière efficace contre la désertification.

Turkey, Iran Aim to Boost Trade Volume to \$35 bln

Date : 13 June 2012

Source : Turkish Weekly

URL : <http://www.turkishweekly.net/news/137284/turkey-iran-aim-to-boost-trade-volume-to-35-bln.html>

Turkish development minister said on Wednesday that they aimed to boost trade volume between Turkey and Iran to 35 billion U.S. dollars by 2015.

Development Minister Cevdet Yilmaz met Iranian Agriculture Minister Sadeq Khalilian in the Turkish capital of Ankara. Turkish-Iranian trade volume was 16 billion USD at the end of 2011, Yilmaz said. There has been a great increase in the figure when compared to the past, but it should be boosted, he said.

Talks on preferential trade agreement between Turkey and Iran should be finalized as soon as possible to boost commercial ties, he said. Khalilian said that trade volume could reach 21 billion USD at the end of 2012. Turkey and Iran could cooperate in the areas of agriculture, animal breeding and forestry, he added.

Cevital entend investir plus de 200 millions de dollars en Côte d'Ivoire

Date : 13 juin 2012

Source : El Watan

URL http://www.elwatan.com/economie/cevital-entend-investir-plus-de-200-millions-de-dollars-en-cote-d-ivoire-13-06-2012-174582_111.php

Le groupe Cevital serait en train de négocier avec le gouvernement ivoirien l'acquisition de 300 000 hectares pour développer les cultures du riz et du cacao. C'est ce qu'a révélé hier, sur son site, l'agence d'information économique africaine Ecofin.

L'investissement engagé par le groupe serait de 200 millions de dollars, ajoute la même source, citant le PDG, Issad Rebrab. L'agence, basée à Dakar, précise à ce propos que 30 à 40 millions de dollars seront investis dans la culture du riz et 200 millions de dollars dans d'autres filières dont celle du cacao, arme économique de la Côte d'Ivoire. La construction d'une usine dédiée à cette filière est également prévue, avec une capacité de production de 100 000 à 150 000 t/an, ajoute-t-on encore.

Le patron de Cevital note que «le pays importe aujourd'hui 800 000 à 850 000 t de riz, alors qu'il devrait, en toute logique, être autosuffisant, voire exportateur». Avec 8% de croissance économique attendus cette année, la Côte

d'Ivoire semble le pays africain tout indiqué pour les ambitions expansionnistes du groupe, qui voudrait faire de ce pays sa plateforme logistique en Afrique de l'Ouest en utilisant le port de San Pedro.

Le premier raffineur de sucre nord-africain n'en est pas à sa première tentative de pénétration des marchés africains puisqu'il avait annoncé, faut-il rappeler, qu'il allait faire de 2012 une année dédiée à l'international, plus précisément en Afrique. Le groupe se prépare, en effet, à monter des plateformes logistiques pour la vente et la distribution de ses produits dans plusieurs pays africains.

Un long périple a conduit le patron du groupe dans plusieurs pays africains comme Djibouti, le Kenya, la Tanzanie, le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda où de réelles potentialités d'investissement ont été décelées. Il faut dire que l'Afrique est en passe de devenir une des nouvelles destinations de choix pour nos opérateurs économiques en quête d'opportunités commerciales et d'investissement. La zone de l'Afrique centrale, notamment, jouit depuis quelque temps d'une très bonne stabilité politique et sécuritaire qui lui a permis de réaliser, ces dernières années, l'un des plus forts taux de croissance du PIB.

Accord a minima des Européens pour réformer la politique commune de la pêche

Date : 13 juin 2012

Source : La Croix

URL : http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Economie/Accord-a-minima-des-Europeens-pour-reformer-la-politique-commune-de-la-peche-_NG_-2012-06-13-818060

Les ministres européens chargés de la pêche ont laborieusement trouvé un accord, mercredi 13 juin, pour réformer la politique commune de la pêche. Mais à l'issue de 20 heures de négociations, les ambitions affichées par la commissaire européenne en charge de ce dossier, Maria Damanaki, ont été largement revus à la baisse.

L'accord refuse notamment la mise en place immédiate d'une interdiction des rejets de poissons morts ou n'entrant pas dans les quotas. Les ministres européens ont préféré donner du temps pour mettre cette mesure en œuvre : « au moins » jusqu'en 2018 dans l'Atlantique et 2019 en Méditerranée. La proposition de la Commission de mettre en place des « concessions de pêche transférables », un système censé laisser le marché réguler le nombre de navires tout en responsabilisant les pêcheurs, a aussi été rejetée. Chaque pays aura la liberté d'appliquer ou non cette mesure.

« Le texte initial proposé par la Commission a donc été largement amendé et amélioré », s'est félicité le ministre français de la pêche, Frédéric Cuvillier. Mais cet avis n'est pas partagé par tous : les Pays-Bas et la Suède ont voté contre le compromis, regrettant que le texte soit vidé de sa substance, tandis que le Portugal, la Slovaquie et Malte l'ont rejeté pour des raisons inverses, estimant qu'il accordait trop d'importance aux facteurs environnementaux. Le résultat est « très décevant », a estimé de son côté, Xavier Pastor, directeur de l'ONG Oceana. Mais, a-t-il nuancé, « les ministres ne remettent pas en cause la nécessité de changer la gestion de la pêche. Ils ont juste admis qu'ils ne sont pas prêts à le faire dès maintenant ». Il appartient maintenant au Parlement européen de donner son avis sur la proposition de la Commission.

Egypt produces new avian flu vaccine

Date : 13 June 2012

Author : Amina Abdul Salam

Source : The Egyptian Gazette

URL : <http://213.158.162.45/~egyptian/index.php?action=news&id=26044&title=Egypt%20produces%20new%20avian%20flu%20vaccine>

Egypt heads the list of global deaths due to infection with the H5N1 avian flu virus, followed by Indonesia and then Vietnam. Since the virus hit Egypt in February 2006, 60 million birds have been officially culled to date and the costs of poultry production have continuously risen.

Given this background, a welcome announcement was made yesterday by the National Research Centre (NRC) in Cairo of the first vaccine against what is popularly known as 'bird flu' to be produced by Egyptian scientists. The Government has been importing vaccine at high prices so as to fight this national problem and the new vaccine is now available in the local market at LE305 (about \$60) for 100 doses.

The conference was attended by the Minister of Scientific Research Dr Nadia Zakhary, head of Veterinary Services Authority Dr Osama Selim and the head of NRC Dr Ashraf Shaalan.

The scientists stressed that the vaccine produced by the NRC research team has proved its effectiveness, reaching 95 per cent. The imported vaccine achieved an efficacy rate ranging from 20 to 25 per cent, because of the type of virus hitting poultry in Egypt and the vaccine being produced far from the local environment.

Dr Ashraf Shaalan, stressed that the vaccine produced by the Egyptian researching team is appropriate for the type of virus hitting the poultry wealth and could be updated to meet the modification of the virus, according to its genetic properties.

He remarked that the new vaccine was produced by a technology based on genetic engineering to improve the immunity of local birds against the virus, if carried by migrating birds. Dr Shaalan noted that the vaccine has been patented and recorded at the world genetic bank.

Two contractors have been signed to manufacture the vaccine on an industrial scale: Vaccine Veterinary Institute affiliated to Ministry of Agriculture and the private company Me Vac.

Dr Osama Selim stressed that the State has imported vaccines to fight many diseases hitting Egypt's animal wealth. However, the country could now depend on the research centres to solve such problems. He noted that 60 per cent of animal diseases could be transmitted to human beings.

Dr Nadia Zakhary reported that the State has started to pay more attention to scientific research (which sector has long complained of neglect), noting that the budget has increased so as to put projects that have priority on the Government's national plan.

L'accord agricole UE-Maroc est "équilibré et mutuellement avantageux" (gouvernement espagnol)

Date : 13 juin 2012

Source : Au Fait Maroc

URL : http://www.aufaitmaroc.com/actualites/economie/2012/6/13/laccord-agricole-ue-maroc-est-equilibre-et-mutuellement-avantageux-gouvernement-espagnol_179175.html

Le gouvernement espagnol a affirmé, mercredi, que l'accord agricole entre l'Union Européenne et le Maroc est "équilibré et avantageux" pour les deux parties.

L'accord agricole conclu entre l'Union Européenne et le Maroc "est équilibré. De même qu'il est avantageux pour les deux parties", a indiqué le ministre espagnol de l'Agriculture, de l'alimentation et de l'environnement, Miguel Arias Canete.

Le ministre, qui comparaisait devant la commission de l'agriculture du Congrès des députés espagnol (chambre basse du Parlement), a expliqué que la libéralisation du commerce agricole avec le Maroc a été "progressive", de même qu'elle n'est pas totale.

Il a également affirmé que son gouvernement ne partage pas les scénarios catastrophiques de certaines associations agricoles espagnoles qui prétendent que l'accord agricole UE-Maroc serait préjudiciable à leurs intérêts.

Il a tenu, dans ce contexte, à énumérer les avantages de cet accord pour le commerce extérieur espagnol, étant donné qu'il garantit une plus grande ouverture du marché marocain pour les produits espagnols.

L'accord de libre-échange agricole Maroc-UE, adopté en février dernier par le Parlement européen, permettra des gains économiques et fiscaux substantiels pour les deux parties en raison de l'élargissement des quotas et l'application de droits d'entrée préférentiels.

Son adoption, après d'âpres négociations, avait été saluée par l'Union européenne qui a affirmé que l'accord inaugure "une nouvelle phase" dans les relations entre les deux parties.

Spanish organic sector booming + 12% per year until 2020

Date : 14 June 2012

Source : Green Med

URL : <http://www.greenmed.eu/news-1445.html>

The survey is studying the potential of Spain for the production and distribution of these products by analyzing the current market situation and the current and future habits of Spanish consumers toward organic products. For this purpose, a comparison was made with other European countries such as Denmark, Germany, France or England, where the green market is more mature, and others such as Italy that are more similar to Spanish.

Everis' survey shows an exponential growth in demand for organic products. Factors such as health, taste and quality are the main reasons for the purchase in Spain, while in other countries of Europe environmental commitment is the most relevant reason for the purchase.

The report highlights the potential of the organic market in Spain, with an annual growth rate in the last decade by 25%, above the EU average (12%) and even compared to countries with a strong tradition of ecological culture such as Denmark or Germany.

However, despite the consumers' will to increase the consumption of organic products (according to 65% of the population), a high price, the lack of knowledge / information and difficult access to these products outside the specialized shops are the main obstacles to their consumption.

The price gap between conventional and organic products in Spain is 74% on average, while in countries such as France and the United Kingdom this margin is reduced to more than half. Everis estimates that, if the price gap can be reduced to 40%, the Spanish market could triple its value and exceed 3,000 million euros.

Why young Greeks are set to embrace Syriza

Date : 14 June 2012

Source : BBC News

URL : <http://www.bbc.co.uk/news/world-18441517>

We drive north from Athens into Thessaly, where once you leave the sea road, the mountains hide a vast alluvial inland plain.

This is green Greece. Fertile with wheat, nuts, olives and cattle. The cow bells and the steep mountain roads make it feel like Switzerland, albeit a Switzerland with 40 degree heat and crazy drivers.

I have come to the village of Anavra because it has got a reputation for economic success. They are doing eco-farming. They have got young people moving there because of the economic crisis in other regions - in fact they are having to fend off incomers.

We sit in the taverna in the main square, the young farmers in their bib-and-brace overalls, already by 12 noon the plastic tables are littered with beer bottles and cigarette ash. These are the good-old-boys of Greece in the making, their battered, hay-plastered SUVs at the roadside.

Their complaint is that governments have done nothing for farmers. That foreign imports are destroying their livelihoods. These are the normal complaints about farming. Then I ask them about politics and they come out with the normal complaints as well:

"The politicians are corrupt," says 30-year-old Stathis Mithroleos. "We're the generation that should be peaking now. I have two children and I am worried about them. If I knew things would be like this I would not have got married."

Then something happens that is not normal. In the baking heat, and amid the beer fumes, one by one they tell me who they'll vote for: "Syriza, Syriza, Syriza, Syriza..."

Do they realise Syriza is a Marxist party and that its leader, Alexis Tsipras, has no experience of government?

"People are desperate that something can change. Tsipras is new. Let's see what he's going to offer," says 22-year-old Iannis Tsantouris.

Apostolos Mithroleos, aged 25, says: "Of course we're worried that Syriza will take us out of the euro. We don't want to vote for them but we have to because we've seen no good from the others in all these years."

For a party that, until 2008 never got above 4% of the vote, and whose influence was confined to people who know the difference between Foucault and Althusser, this is some turnaround.

The statue of the ancient goddess Athena, patron of Athens in the city's, is seen near the Syriza radical left party Syriza is an alliance of radical parties and movements

With its origins in eurocommunism - the current in the 1970s which defied Moscow and engaged with parliamentary politics at a national level in Europe, Syriza contains also Trotskyists, anarchists, feminists and eco-warriors.

When I say "contains", it hardly actually contains them: its membership is still low. When I met Syriza activists in Patras earlier this year it was in the cultural centre (a trendy youth bar) of one of its component parties, which was a Maoist group: but almost all the activists claimed not to be actual members of Syriza itself, on the grounds of one or other piece of political doctrine they did not like.

Some of its star names - television demands parties have star names - are people I've seen with smeared faces trying to link arms and impose discipline in the middle of riots on Syntagma square last summer - ie, frankly, to dissuade their followers from joining in the rock throwing, but to face down the riot police.

In Anavra, the farming town, I would hazard a guess there is not a single activist from Syriza, nor did I spot a single poster for the party. Likewise I would suggest agriculture is not one of the policy specialisms of the party leadership.

There have been no polls allowed since the start of this month, but the last flurry before 30 May put Syriza's lowest score at 22% and its highest at 28%. In the same polls, the conservative New Democracy (ND) party, which has re-grouped various conservative split-off parties since the May election, was scoring between 22% and 29%, with most polls putting it above the 25% it would need to win the election.

On the basis of my trip to Anavra, I would say this is going to be a very close election.

You are already starting to hear ND supporters shrug their shoulders and say "well, this is what democracy can bring". And there is no shortage of people outside Greece who would like to see Syriza win, bringing the Greek crisis to the long awaited moment of catharsis, where a clash with the Euro authorities gives them the excuse to kick Greece out of the single currency.

If Syriza wins, Europe is in unknown territory. Syriza's leader, Alexis Tsipras wrote in the FT:

"Arthur Miller once wrote that 'an era can be said to end when its basic illusions are exhausted'. The basic illusion of good Greek government under the old regime of a two-party system has been exhausted. It is now totally incapable of ensuring our country's return to growth and full participation in the eurozone. This Sunday we will bring Greece into a new era of growth and prosperity. The new era begins on Monday."

Even if they do not win, however, this sudden lurch towards Syriza by voters who would have been moderate social democrats or liberals in the past has, in its own way, launched a new era.

Only ND can beat Syriza, and if it beats them with anything more than three points I will be surprised. Pasok, the old ruling social democratic party, remains cowed, shrunken, some of its advisors already switching to Syriza to try and moderate the rising party and prepare it to be the official opposition.

The old two-party system is dead, says Spiros Makrigiannis, a shopkeeper in Anavra. It is hard to disagree. Syriza, which broke through to 17% in the May election, looks set to replace Pasok as the main opposition party. It has become the focal point for the votes of people on the traditional left of centre - from Pasok to the hard-line KKE; and at the same time it has galvanized the imagination of people who have never actually met anybody from Syriza.

It has become the party of change; of resistance to the EU deal.

Says Spiros: "What the global markets don't understand is Greek resilience. We fought the Turks for 400 years. We've been poor within living memory.

"In the village we sat last year at Easter and ate roast lamb together. We drank wine and had fun. We said: what are we gonna eat next year? Everybody laughed. If we have to, we will roast bread, olive oil and oregano."

Les députés approuvent l'extension du mandat de la BERD à la région méditerranéenne

Date : 14 juin 2012

Source : parlement européen

URL : <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/content/20120608STO46486/html/Les-d%C3%A9put%C3%A9s-approuvent-l%27extension-du-mandat-de-la-BERD-%C3%A0-la-M%C3%A9diterran%C3%A9e>

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a été créée après la chute du mur de Berlin pour soutenir les pays de l'ancien bloc soviétique dans leur transition vers une économie de marché. Mercredi 13 juin, les députés ont approuvé l'extension de ses activités aux pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Entretien avec le rapporteur, le Bulgare Slavi Binev (non-inscrit).

Peut-on comparer la région méditerranéenne à l'ancien bloc soviétique ?

Slavi Binev : Il existe de nombreuses similitudes. Tout comme les pays méditerranéens aujourd'hui, les pays d'Europe de l'Est ont émergé en bâtissant des économies de marché ouvertes après des années de régimes autoritaires.

Cependant, les pays méditerranéens se distinguent des pays d'Europe de l'Est comme entre eux en termes de culture, de développement politique et de respect des libertés civiles. La BERD devra adopter une approche spécifique pour chaque pays.

En Bulgarie nous n'avons pas réussi l'entièreté de cette transition. L'économie du pays ne peut pas fonctionner sans la protection du gouvernement. C'est exactement ce que la BERD va essayer de changer dans les pays de la région méditerranéenne.

De quelle manière les risques politiques dans la région influent-ils sur le travail de la BERD ?

SB : Bien sûr, il y a des risques. C'est pourquoi la BERD évalue la législation de chaque pays, le niveau de corruption et l'instabilité politique. Elle est active sur le terrain en coopérant avec des organisations internationales, des activistes et des organisations locaux.

La mission de la BERD est de soutenir la transition démocratique et l'économie de marché pour que les restes des régimes totalitaires ne reçoivent aucun financement européen.

Le rapport encourage la BERD à contribuer au développement d'une économie sobre en énergie et socialement inclusive. Est-ce nouveau ?

SB : Le rapport prône l'extension des opérations vers la Méditerranée. Certains de mes collègues pensent que ce n'est pas le bon moment en raison de la crise. Cependant, à mon avis, si nous voulons pouvoir critiquer ce qui se passe dans une région, nous devons participer à son développement.

À l'heure actuelle la chose la plus importante pour ces pays est leur développement. Il serait anormal qu'ils soient limités dans l'utilisation de leurs ressources naturelles. Mes collègues de la commission des affaires économique pensent que l'ouverture des économies de la Méditerranée ne doit pas être liée à l'arrivée des géants de l'industrie du pétrole.

N.B.: Interview réalisée en bulgare.

Egyptian model farm in Ethiopia

Date : 14 June 2012

Source : Egyptian Gazette

URL : <http://213.158.162.45/~egyptian/index.php?action=news&id=26050&title=Egyptian%20model%20farm%20in%20Ethiopia>

An Egyptian model farm is to be created in Ethiopia on an area of some 500 feddans (acres) [210 ha] with the potential for expansion in the regional state of Afar some 600 kilometres north of Addis Ababa.

"Executive steps for creating the farm will start within a month," said Abdel-Aziz Abdel- Nabi, the Chairman of the Agricultural Research Institute in Cairo, while on a visit to Addis Ababa. He added that the farm comes within an accord signed between the Egyptian Minister of Agriculture Salah Youssef and his Ethiopian counterpart last September with the aim of promoting agriculture co-operation between the two countries.

According to the agreement the Egyptian Ministry of Agriculture will be committed to offering the technical advice,

appointing Egyptian experts to operate the farm, providing the wages of the temporary workers as well as supplying seeds and equipment for the cultivation.

For its part the Ethiopian ministry is committed to providing the land for cultivation, the infrastructure, storehouses, administrative bureaux, training centres, electricity, roads and permanent sources of water for irrigation, as well as paying the wages of the permanent workers.

The accord also includes exempting all production requirements from taxation and custom duties, creating more farms in other areas in Ethiopia and marketing their products in local and foreign markets.

Maroc : 20 à 30% de baisse sur la production d'agrumes à cause de la vague de chaleur

Date : 14 juin 2012

Source : Yabiladi

URL : <http://www.yabiladi.com/articles/details/11309/maroc-baisse-production-d-agrumes-cause.html>

20 à 30% de baisse sur la production d'agrumes. C'est ce que prévoit le ministère marocain de l'Agriculture et de la Pêche maritime pour la campagne agrumicole 2012-2013, par rapport à celle de l'année dernière. Cette baisse est principalement due à la vague de chaleur. « Le Maroc a connu durant les deux premières décades du mois de mai une vague de chaleur avec des pics de température inhabituels qui ont dépassé les 40 °C. Cette augmentation de température a coïncidé avec la période de chute physiologique des fruits des agrumes, (...) un phénomène naturel dans la conduite des agrumes », explique le ministère dans un communiqué, tout en précisant que la région du Souss était la plus touchée.

« Il est toutefois très tôt pour faire un état précis ou définitif des dégâts vu que le phénomène de chute se poursuit jusqu'à fin juin » et que « la situation peut connaître une évolution positive grâce au phénomène de compensation qui peut atténuer l'impact de la chute excessive des fruits », ajoute le ministère.

Egypt wheat experiment produces dramatic yield boost

Date : 14 June 2012

Source : Science and Development Network

URL : <http://www.scidev.net/en/agriculture-and-environment/news/egypt-wheat-experiment-produces-dramatic-yield-boost.html>

Egyptian scientists say a national experiment to boost wheat yields has succeed in increasing average national yields to 10 tonnes per hectare — one of the highest rates in the world, according to the UN Food and Agriculture Organisation Statistical Yearbook for 2012.

Egypt's Academy of Scientific Research and Technology (ASRT) said the experiment had been carried out at more than 1,000 sites in 22 governorates across the country, and had achieved an average 30 per cent increase in productivity.

The experiments took place during the first year of a three-year national campaign to improve Egyptian wheat production levels and crop quality, according to the ASRT.

Its overall target had been to increase wheat productivity in Egypt by 20 per cent within three years, and to reduce wheat imports to a quarter of national consumption requirements. "The national campaign has exceeded its first-year targets," Maged El-Sherbiny, ASRT's president, told SciDev.Net.

It is being jointly implemented by the ASRT and the Egyptian Agriculture Research Center (ARC), as part of a larger regional project to enhance food security in Arab countries.

This regional initiative is led by the International Centre for Agricultural Research in the Dry Areas (ICARDA), with US\$5 million support from the Arab Fund for Economic and Social Development, the Islamic Development Bank and the Kuwait Fund for Arab Economic Development.

The increased yield was made possible by "high-yielding, disease-resistant, heat-tolerant wheat varieties, which were developed by the ARC, and [the implementation of] new agriculture methods," according to Eman Sadek, head of the National Campaign for Wheat Improvement at the ARC.

Sadek told SciDev.Net that the use of a raised-bed planting method for the project had also lowered reliance on irrigated water by a third, and reduced the number of seeds used by half.

Fawzi Karajeh, regional coordinator for the Nile Valley and Sub-Saharan Africa Program at ICARDA, said that a 10-tonne yield could enable the country to meet 75 per cent of its own wheat needs within three years.

The campaign had also provided an opportunity for developing a new machine to prepare soil for raised-bed planting, said Karajeh, after equipment imported from India was found to be unsuitable for local soils. The new Egyptian machine will cost farmers only US\$2,500, compared with US\$4,000 for the Indian machine and US\$30,000 for a model designed in Germany.

Karajeh added that the Egyptian experience would be transferred to five countries — Jordan, Morocco, Sudan, Syria and Tunisia — in the Middle East and North Africa, as part of ICARDA's 'Enhancing Food Security in Arab Countries' project.

Algérie - Trois milliards de dinars pour renforcer les capacités de stockage des céréales

Date : 14 juin 2012

Source : Maghreb Emergent

URL : <http://www.maghrebemergent.info/actualite/fil-maghreb/13218-algerie-trois-milliards-de-dinars-pour-renforcer-les-capacites-de-stockage-des-cereales-ministre.html>

Le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Rachid Benaïssa, a indiqué, mercredi, à Constantine qu'une enveloppe de 3 milliards de dinars a été allouée au secteur de l'agriculture pour renforcer les capacités de stockage des céréales. Intervenant au cours d'un point de presse à l'Institut technique des grandes cultures (ITGC) de Baâraouia (El Khroub), à l'issue d'une visite de travail qu'il a effectuée à Constantine, le ministre a indiqué que ce renforcement était devenu nécessaire au vu des "bonnes prévisions" de récolte.

Il a fait part, à ce sujet, de son "optimisme" quant à l'amélioration de la production agricole en général et céréalière en particulier. Une amélioration favorisée, ces dernières années, par la modernisation des équipements utilisés dans le secteur de l'agriculture, a ajouté M. Benaïssa.

"L'autosuffisance alimentaire, garante de la souveraineté nationale, doit être le leitmotiv de tous les intervenants dans le domaine du travail de la terre qui nous donnera, à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance nationale, le meilleur cadeau possible, celui d'une production prometteuse", a souligné le ministre.

La générosité des conditions climatiques, ainsi que les efforts déployés par les agriculteurs et tous les acteurs du secteur, laissent présager une récolte nationale que les spécialistes ont évalué, au début du mois en cours, à 58 millions de quintaux, toutes céréales confondues, soit une hausse de 3 millions de quintaux par rapport aux prévisions nationales effectuées par les mêmes experts en mars dernier, a-t-il précisé.

M. Benaïssa avait auparavant donné le coup d'envoi, à partir d'une ferme pilote située au lieu-dit Bounouara (commune d'Ouled Rahmoune), au sud de la ville de Constantine, de la campagne moissons-battage de la saison agricole en cours. Selon les explications fournies au ministre, les prévisions de récolte dans la wilaya de Constantine sont estimées à 1,41 million de quintaux dont 1,16 million de céréales relevant du programme d'intensification destiné à la consommation, le reste étant inscrit au titre du programme de multiplication réservé à la production de semences.

Ces prévisions représentent un rendement total de 22 quintaux à l'hectare en moyenne, avec des "pics" pouvant atteindre les 40 quintaux/ha, selon les données des services agricoles de la wilaya (DSA). Cette production sera réalisée sur une superficie emblavée de 66.170 hectares dont 43.170 ha réservés au blé dur, 16.130 ha au blé tendre, 6.110 ha à l'orge et 760 ha à l'avoine.

Selon la même source, 14 points de collectes répartis sur 9 communes de la wilaya, totalisant une capacité de stockage de 1,41 million de quintaux, et 13 ponts-basculés ont été prévus pour cette campagne moissons-battage qui verra également la mobilisation de 356 moissonneuses-batteuses.

US-EU organic pact simplifies trade rules

Date : 15 June 2012

Source : Western Farm Press

URL : <http://westernfarmpress.com/government/us-eu-organic-pact-simplifies-trade-rules>

As of June 1, 2012, organic products certified in the United States or European Union may now be sold as organic in either market, under a new U.S.-EU equivalency partnership.

Agriculture Deputy Secretary Kathleen Merrigan signed formal letters creating the partnership in February, along with the European Commissioner for Agriculture and Rural Development, and Ambassador Isi Siddiqui, U.S. Trade Representative Chief Agricultural Negotiator.

Previously, producers and companies wanting to trade products on both sides of the Atlantic had to obtain separate certifications to two standards, which resulted in a double set of fees, inspections, and paperwork. The partnership existing now eliminates these significant barriers, which is especially helpful for small and medium-sized organic farmers. During negotiations, both parties conducted thorough on-site audits to ensure that their programs' regulations, quality control measures, certification requirements and labeling practices were compatible.

"This agreement provides economic opportunities for certified organic farmers as well as additional incentives for prospective farmers," said Miles McEvoy, National Organic Program Deputy Administrator.

McEvoy who will speak at ASTA's 129th Annual Convention in the Organic Seed Committee added that he looks forward to working with his European Union counterparts to support organic agriculture.

The United States and the European Union will continue to have regular discussions and review each other's programs periodically to verify that the terms of the partnership are being met.

The arrangement covers products exported from and certified in the United States or the European Union only. All products traded under the partnership must be shipped with an organic import certificate, which shows the location where production occurred, identifies the organization that certified the organic product, and verifies that growers and handlers did not use prohibited substances and methods.

In addition to certifying that the terms of the partnership were met, the certificates also allow traded products to be tracked. Both parties are committed to ensuring that products traded under the agreement retain their organic integrity from farm to market. The European Commission's Directorate General for Agriculture and Rural Development and the USDA National Organic Program-which oversees all U.S. organic products-will take on key oversight roles.

USDA has continued to expand markets for American goods abroad, worked aggressively to break down barriers to trade and assisted U.S. businesses with the resources needed to reach consumers around the world. U.S. agriculture is currently experiencing one of its best periods in history thanks to the productivity and resourcefulness of our producers.

Overall, American agriculture supports 1 in 12 jobs in the United States and provides American consumers with 83 percent of the food we consume, while maintaining affordability and choice. Strong agricultural exports contribute to a positive U.S. trade balance, create jobs and boost economic growth.

La pistache, pépite économique de la Grèce

Date : 15 juin 2012

Source : le Monde

URL : http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/06/15/la-pistache-pepite-economique-de-la-grece_1719050_3234.html

Dans les kiosques qui longent le port d'Egine, la pistache, produit star de l'île, se décline sous toutes ses formes. Considérée comme la meilleure de Grèce, la pépite verte met nombre d'agriculteurs à l'abri de la crise.

Au milieu d'une mer de pistachiers, Nota Gika surveille la future récolte qui s'annonce "excellente". Dans les arbres, les grappes jaune et rose arriveront à maturité fin août, l'heure de secouer les branches pour faire tomber le fruit dans des draps.

"Les produits locaux de Grèce ne souffrent pas de la crise", malgré des récoltes annuelles inégales, assure l'agricultrice. La Grèce est le sixième producteur mondial de pistache avec 9 000 tonnes par an, selon la FAO.

UNE APPELLATION D'ORIGINE CONTRÔLÉE

A Egine, la production se compte seulement en centaines de tonnes, mais bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée, cette pistache jouit d'une réputation d'excellence, et est aussi l'une des plus chères.

Il y a 60 ans, le père de Nota, qui est enterré à l'ombre d'un cyprès, se lançait sur cette île au large d'Athènes dans la production de la petite amande verte dont vivent aujourd'hui sa fille et ses petits-enfants. Les Gika, devenus les plus gros producteurs de l'île avec un chiffre d'affaires de 1,5 million d'euros en 2010, disposent de machines flambant neuves.

Les pistaches sont triées mécaniquement, plongées dans un mélange sel et citron puis séchées avant d'être conditionnées au rythme de 4 000 sachets par heure. En 2011, mauvaise année, leur production s'est limitée à 8 tonnes mais elle devrait grimper à 30 tonnes cette année. Sans compter les dizaines de tonnes achetées à d'autres producteurs locaux.

La modernisation de l'outil de production a été coûteuse, mais "grâce à notre installation, nous allons pouvoir exporter", se réjouit l'agricultrice. "Nous avons des contacts en Chine, en Italie, aux Etats-Unis et avec Harrod's", le grand magasin de luxe à Londres, fait-elle valoir, flanquée de son fils Thanasis Lakkos, qui dirige l'entreprise familiale.

RETOUR À LA TERRE

Nikolaos Stamboulis, président de la coopérative des pistachiers d'Egine, qui rassemble plus de 300 petits producteurs, confirme la bonne tenue des ventes malgré cinq années de récession en Grèce. "Nos commandes ont baissé, et les ventes de notre kiosque au port" qui propose pistaches salées, sucrées, nougats et liqueurs, "ont reculé de 25 % ces trois dernières années. Mais nous nous sommes efforcés de démarcher plus de petits magasins et nous écoulons toute notre production", dit-il.

"L'agriculture résiste bien, la crise n'est pas vraiment un problème", sourit Heleni Kypreou, ancienne journaliste, propriétaire de 800 pistachiers. La tonne qu'elle a produite l'an dernier a vite trouvé preneur. "L'agriculture pourrait être un grand atout pour la Grèce. Mais il y a un problème d'envie, de mentalité", déplore-t-elle.

"Le tourisme a fait croire à l'argent facile. Avant la crise, les gens préféraient utiliser leur terrain pour construire des maisons, des pistachiers étaient arrachés. Personne ne voulait travailler la terre."

La crise a suscité des vocations. En Grèce, la part des agriculteurs dans la population active, à 11,3 % en 2008, est remontée à 12,5 % en 2010. Mais "le retour à la terre concerne les gens d'un certain âge", alors même que la moitié des jeunes Grecs sont au chômage, constate Heleni.

Spain: EUR 350 million for water facilities in Mediterranean basin

Date : 15 June 2012

Source : Finacial

URL : http://finchannel.com/news_flash/Banks/111071_Spain:_EUR_350_million_for_water_facilities_in_Mediterranean_basin/

The European Investment Bank has granted a EUR 350 million loan to Acumed to finance investment in water and sanitation improvements on the Mediterranean coast of Spain. This is the first instalment of a total loan of up to EUR 500 million.

The loan agreement was signed in Madrid today by the Minister of Agriculture, Food and the Environment, Miguel Angel Cañete, and EIB Vice-President Magdalena Álvarez Arza.

This EIB loan will be used to finance investment in the water supply, wastewater treatment and environmental protection in Spain's five Mediterranean river basins (Ebro, Júcar, Segura, Andalusian Mediterranean and internal Catalan basins). The planned schemes are scheduled to run up to the end of 2015 and comprise: Interconnections between treatment plants and water mains. Connections between desalination plants and water distribution networks. Environmental recovery and flood prevention. Reuse of wastewater. Improving the efficiency of irrigation.

As well as helping to meet the growing demand for water for domestic and industrial use and enabling the reuse of wastewater on the Mediterranean coast, this loan will bring major environmental benefits by improving water supply systems, rehabilitating irrigation networks and developing desalination plants and new water treatment facilities. According to the European Investment Bank, the project will also foster economic and social cohesion as part of the investments financed are located in convergence regions.

EIB loans are designed to meet clearly defined EU policies. As EU objectives, environmental improvement (an important area of which is the water sector) and economic and social cohesion are both top priorities for the Bank.

Coopération tuniso-marocaine dans le secteur agricole

Date : 17 juin 2012

Source : Web Manager Centre

URL : <http://directinfo.webmanagercenter.com/2012/06/17/cooperation-tuniso-marocaine-dans-le-secteur-agricole/>

Un accord-cadre de coopération dans le secteur de l'agriculture et de la pêche a été conclu, vendredi, entre la Tunisie et le Maroc. Cet accord a été signé par M. Hafedh Khlif, directeur de la coopération internationale, au ministère de l'agriculture, et M. Mohamed Amine Omrani, chef de la délégation marocaine. M. Khlif a déclaré, à la TAP, que cette convention couvre plusieurs domaines, dont l'emploi, la vulgarisation, la consultation agricole, la recherche agronomique, les systèmes professionnels et agricoles et la lutte contre les maladies végétales et animales.

L'accord vise également à renforcer les échanges commerciaux bilatéraux des produits agricoles et de la pêche, à prendre connaissance du cadre réglementaire régissant le secteur dans les deux pays et à inciter les professionnels du secteur à participer aux manifestations agricoles organisées dans les deux pays.

Il s'agit également de s'enquérir des incitations à l'investissement offertes en Tunisie et au Maroc en vue de la réalisation de projets agricoles communs. M. Khelif a fait savoir que la signature de l'accord s'inscrit dans le cadre de la deuxième réunion de la commission sectorielle mixte tuniso-marocaine pour l'agriculture et la pêche. Le président de la délégation marocaine, Mohamed Lamine Omrani, a souligné que cette signature est un nouveau jalon dans le domaine de la coopération bilatérale à même de renforcer l'ouverture sur les autres pays du Maghreb Arabe pour parvenir à des conventions conjointes.

De nouveaux agropoles seront lancés cette année

Date : 17 juin 2012

Source : Le Matin

URL : http://www.lematin.ma/journal/Agro-industrie_De-nouveaux-agropoles-seront-lances-cette-annee/167896.html

Le chantier de création des agropoles avance bien. En effet, ce programme, qui entre dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Maroc vert et du Pacte national pour l'émergence industrielle, et qui vise à accompagner le développement du secteur de l'agrobusiness, connaîtra cette année l'achèvement des travaux de construction de l'agropole de l'Oriental, en plus de celui de Meknès-Tafilalet qui est déjà achevé au début de cette année, ainsi que par le lancement des travaux de construction des pôles de Tadla-Azilal, de Marrakech et d'Agadir.

Il est à rappeler qu'il est prévu de réaliser six agropoles au total à l'horizon 2015 dans les régions de Meknès-Tafilalet, l'Oriental, Tadla-Azilal, Souss-Massa-Drâa, Marrakech-Tensift-Al Haouz et El Gharb Charda-Beni Hssen. Plus récemment, le projet de création d'un pôle agricole (agropole) dans la région de Chaouia-Ouadigha a été au centre d'une rencontre organisée en présence d'élus et de représentants du département de l'agriculture et de différents acteurs du secteur. La création de cet agropole, qui sera le 7^e sur le plan national, permettra, d'après les responsables de la région, de mettre en place des unités de production agroalimentaires, la valorisation économique des activités agricoles, la modernisation du produit agricole et sa mise à niveau.

De même, ajoute-t-on, ce pôle agricole vise la promotion de la commercialisation, l'incitation des professeurs-chercheurs à s'impliquer davantage dans les centres de recherche scientifique agricole et la dynamisation du marché de l'emploi.

Il est à noter que l'agropole de Meknès a été doté d'un investissement de 4 milliards de DH pour une création de 18 000 emplois, et celui de l'Oriental mobilise 1,25 milliard de DH avec une création de 8 000 emplois. Par ailleurs, la réalisation de trois agropoles sur les six prévues a été confiée à MedZ (filiale du groupe CDG) qui est le partenaire des pouvoirs publics dans le processus de mise en œuvre du volet industriel du plan Émergence et du Plan Maroc vert (pour l'agro-industrie). Il s'agit de l'Agropolis de Meknès déjà achevé, de l'Agropole de Berkane en cours d'achèvement et de l'Agropole d'Agadir, actuellement au stade des études de positionnement et de concept. La réalisation de l'Agropolis de Meknès et de l'Agropole de Berkane a été faite dans le cadre d'un partenariat public-privé entre MedZ, en tant qu'aménageur-développeur, et l'État représenté par différents départements ministériels.

En outre, d'après Mouhssine Semmar, directeur Industrie commerce et logistique de Medz dans un entretien qu'il a accordé au Matin (voir www.lematin.ma), la définition des composantes des agropoles a été faite en s'appuyant sur l'ensemble des prérequis de la compétitivité.

Il s'agit en fait d'un concept intégrant un parc d'activité industrielle et logistique ayant vocation à accueillir l'ensemble des acteurs de la filière agro-industrielle et des industries supports avec les organismes de formation et de recherche & développement. L'objectif est de créer une dynamique pour l'agro-industrie régionale, à travers la valorisation des productions régionales, notamment les fruits, les légumes et l'olive, et la promotion des voies nouvelles telles que le bio.

Le groupe MedZ, en tant qu'aménageur-développeur, prend en charge la réalisation des infrastructures, la commercialisation et la gestion des parcs agro-industriels. Quant à l'État, il s'occupe de la mobilisation du foncier, de la participation au financement des infrastructures hors site ainsi que de l'appui et du pilotage de l'opération d'une façon générale.

Le modèle de l'Agropolis de Meknès

L'agropole de Meknès permettra de valoriser les principales filières de la région, notamment celles de la filière laitière, les céréales, la viande, l'oléiculture, les fruits & légumes destinées essentiellement à l'export. Agropolis repose sur le principe du regroupement sur le même site des industries de transformation, des industries de support, de la logistique et des prestataires de services qui travaillent sur la même chaîne de valeur. Il s'agit donc du principe de cluster qui regroupe un parc d'activités agro-industrielles et logistiques, une cité intelligente regroupant les activités de formation, R&D, transfert technologique, innovation, une structure d'animation qui permettra d'améliorer la concertation et les synergies entre les différents acteurs.

Repères

Le pôle agro-industriel de Berkane est situé sur une superficie de 130 ha avec une réserve de foncier pour une éventuelle extension. Toutes les filières agricoles seront concernées par ce pôle (agrumes, olivier, maraîchage, cultures annuelles, production animale).

Foot-and-mouth vaccination plan riddled with controversy

Date : 17 June 2012

Source : Egypt Independent

URL : <http://www.egyptindependent.com/news/foot-and-mouth-vaccination-plan-riddled-controversy>

"Infectious diseases don't care about politics or elections," says Ahmed Abdel Hady, a farmer from Tabluha in the Nile Delta governorate of Monufiya. Abdel Hady is referring to the outbreak of foot-and-mouth disease that started in Egypt five months ago, an almost forgotten but still very pressing crisis that has been overshadowed by Egypt's electoral hysteria.

Since its detection, the disease has infected between 70,000 and 100,000 cattle, killing more than 10,000 of them. The inability to ascertain the exact number infected says it all: the management the outbreak has been, to put it mildly, far from exemplary. Worse, the vaccination program currently underway to protect the rest of Egypt's 6 million cows and water buffalo is already riddled with delay and controversy.

Foot-and-mouth disease is notorious for the high fevers it induces in cloven-hoofed animals, forming blisters inside the mouth and hooves. Highly infectious, it is transmitted by the saliva of sick animals but can live outside a host for long periods, spreading easily through contaminated clothes, hay and even the hands of livestock inspectors. However, eating infected meat rarely affects humans, as stomach acid normally destroys the virus behind the disease, known as a picornavirus.

Due to the novelty of this particular strain, SAT2, livestock in the region have not acquired resistance to it. SAT2 is normally limited to sub-Saharan Africa and has not been reported in Egypt for at least 50 years. A specific vaccine to match it has had to be mass produced from scratch. But since identifying the requirements for the vaccine, Egypt's Veterinary Serum and Vaccines Research Institute, which the government tasked with producing the vaccine, has only made 300,000 units. These were dispersed to various governorates starting 19 April and have since run out.

The number is too small to curb the disease's spread. Abdel Hady, the Monufiya farmer, has managed to vaccinate much of his livestock, though not without hounding government officials. Many of his neighboring farmers have not been so lucky, he says.

Just how lucky he is, however, remains unclear. According to Markos Tibbo, the United Nations Food and Agriculture Organization's (FAO) Near East Animal Protection and Health Officer, several emergency shortcuts have been taken in the production and testing of the vaccine, potentially rendering it ineffective, if not dangerous.

In assessing the acceptability of a vaccine, the organization requires documentation to validate the claim that production followed protocol and that vaccine batches passed quality control testing.

The requirements for such assurances are set up by the World Organization for Animal Health following international agreed upon standards. One of those standards is sending the vaccine to be tested for quality control — such as sterility, safety and potency — at a designated independent reference laboratory such as the World Reference Laboratory at the UK's Institute for Animal Health. Instead, the vaccine was released after being tested for sterility and safety locally without undergoing remaining tests.

As such, the FAO has not been able to approve the vaccine.

"It may be perfectly good," says Tibbo, "but we just need to make sure of that through scientific and supporting data."

While the FAO has not approved the vaccine, it has helped train government staff in data collection, which will be crucial in determining the vaccine's efficacy as well as ensuring its correct use. There is concern that, in a climate of intensified mismanagement, the possibility of immunizing already infected cattle is high. This can exacerbate the clinical symptoms of the disease, increasing mortality rates. More seriously, if the vaccine turns out to be ineffective, it may seriously compromise farmers' trust in the government and further complicate the future possibility of controlling the spread of the virus.

Currently, it remains too early to tell if the vaccine is effective. The number of infected cattle was significantly dropping even before the vaccine was ready, a natural drop in the cycle of an outbreak. But without proper immunization on a mass scale, there is a real risk that the spread of the disease will pick up again in the coming winter.

"We will stop this from happening," says Sayed Zeidan, deputy director for production at the Veterinary Serum and Vaccines Research Institute. Zeidan blames the delay in the vaccine's production on complications in the import of newborn calf serum, a central component in the vaccine.

"This issue has now been resolved," Zeidan says. On top of the 300,000 units previously produced, the institute has manufactured a further 400,000 units this week. "We intend to have made a total of 2.2 million units by the end of June — as stipulated in our contract."

According to Zeidan, the institute complied with international protocols set up by the World Organization for Animal Health.

"But you have to remember this was an emergency situation. We followed the minimum requirements to at least be certain it would be safe and effective," Zeidan says.

Just how safe and effective it is remains to be seen. In the meantime, serious concern over the spread of the disease to neighboring countries remains a priority for the FAO. The same strain of the virus was found in the Gaza Strip in April, which almost certainly spread there via cattle smuggled from Egypt in tunnels. Libya and Bahrain have also reported the SAT2 strain, though genetic analyses show the virus affecting cattle in Egypt is of a different lineage.

The origin of the disease in Egypt remains a mystery. According to Tibbo, while a similar strain was reported in 2007 in Sudan, the only way it could have come to Egypt is through the quarantine system in Aswan. But the virus was never reported in Upper Egypt and has spread mostly in the Delta region to the north. While this particular strain of the virus appears to share lineages with a virus in Chad and Niger, the way it made its way to the heart of the Nile Delta is currently a mystery.

Eataly defies crisis to open vast food hall in Rome

Date : 18 June 2012

Source : The China Post

URL : <http://www.chinapost.com.tw/art/lifestyle/2012/06/18/344683/Eataly-defies.htm>

A derelict terminal in Rome has been transformed into a food-lovers' paradise as Eataly opens its biggest branch ever, offering everything from gourmet Slow Food produce to cooking lessons with top chefs.

The megamarket, which already has shops in north Italy, New York and Tokyo, has transformed the vast domed building into a food connoisseur's haven, with dozens of tasting stands and restaurants as well as culinary exhibitions and projects.

"Welcome to the biggest place in the world dedicated to Italian food. Our aim is to make it the third most visited place after the Colosseum and the Vatican Museums," said Eataly owner Oscar Farinetti as he showed off the site ahead of its opening on Thursday.

The food hall, which produces its own mozzarella, ice cream and beer, covers four floors and has around 20 restaurants, bars, cafes and tasting stands, as well as specialist markets for olive oils, pastas, wines, cheeses and hams.

Just as it chose run-down buildings for its previous stores — an old factory in Turin, an ageing cinema in Bologna and a historic palace in Genoa for example — Eataly hopes to transform the area around the terminal in Rome.

Built in the Ostiense quarter as a hub for trains to Fiumicino airport when Italy hosted the soccer World Cup in 1990, the terminal designed by the postmodern architect Julio Lafuente was abandoned after only a few months.

As urban decay set in, it quickly degenerated into a wasteland and stood out like a sore thumb among Rome's stunning historic buildings.

"The neighborhood is not very attractive but it's much better than Lingotto (in Turin) was before we arrived, and we have a habit of breathing fresh life into abandoned places," Farinetti said.

In its mission to tickle taste buds, Eataly plans to teach between 5,000 and 6,000 children a year for free about how to eat seasonal foods, recycle leftovers or keep a kitchen garden. Retired people will also be eligible.

Budding cooks will also be able to sign up for lessons with renowned chefs from as little as 30 euros a go, using eco-friendly Made in Italy products.

"The principle behind Eataly is that it's a place where you can buy, eat and study food," Farinetti said as he gave a tour of the new site, which also has classrooms, a culinary bookshop and a food-tasting travel agency.

Farinetti opened the first Eataly in an industrial area of Turin in January 2007 and the Rome branch will be its ninth in Italy and the 19th in the world.

Despite the economic crisis, the company, which has 2,300 employees, has forecast a turnover of 300 million euros (US\$379 million) by the end of 2012. It expects to bring in between 45 and 80 million euros in the Rome branch alone.

In an austerity-hit country with high youth unemployment figures, Farinetti said he had hired 557 young people for the new branch and company principle is that no one earns more than five times the salary of the lowest-paid workers.

Over the next three years, Eataly plans to open five other branches in Italy as well as four in the Americas — in Chicago, Los Angeles, Sao Paulo and Toronto. It will also go to London and maybe Paris by 2015, he said.

With prices ranging from four euros for a sandwich to 150 euros for a set meal in its top restaurants, the Italian megamarket has been very successful, particularly in Japan, where there are nine branches in Tokyo alone.

As well as attracting some of the 10 million tourists who visit Rome each year, Farinetti hopes some of the four million inhabitants will swap local dishes for delicacies from other regions showcased in the store.

"Despite a certain lack of curiosity and the economic crisis, Eataly should be able to draw in two million local inhabitants three times over a year," he said, because the megastore "is a unique concept for Rome."

New food security program in Egypt aims to support women, children

Date : 18 June 2012

Source : bikyamasr

URL : <http://bikyamasr.com/70121/new-food-security-program-in-egypt-aims-to-support-women-children/>

A new \$3 million project that aims to improve food security and nutrition of women and young people in Egypt was announced today by FAO. The project is being financed by the government of Italy.

Unemployment rates for young people and women in Egypt are estimated at around 25percent, much higher than the national average of 10 percent. At the same time, health surveys in Egypt have shown that malnutrition is the root cause of over one third of sicknesses affecting children under the age of five.

The project aims to improve food and nutrition security through higher food production, nutrition education for women and young people and capacity building to strengthen national and decentralized institutions.

Self help

The project will establish Junior Farmer Field and Life Schools and Community Model Gardens to give women and young people the opportunity to manage their own microfood production enterprises, to learn how to grow food and to raise small animals, and to improve household incomes through the sale of food products.

Training on how to produce organic fertilizers, moreover, will allow households to avoid purchasing expensive fertilizers.

Additional training will cover: food processing and preservation techniques; household budgeting; record keeping; food marketing, microcredit and savings opportunities; improved food preparation and consumption practices; and food safety and hygiene.

Nutrition education

The project will also have a nutrition education component. Nutrition education and behavior change communication plans will be developed together with local communities.

In order to reduce child malnutrition, these plans will promote food diversification, food hygiene, family planning, breast feeding and complementary feeding practices. Radio dramas and spots, videos and events will also be used to promote better nutrition education. Community kitchens will offer women the opportunity to meet regularly and use knowledge acquired to prepare healthy meals using fruits and vegetables produced in their microgardens.

Training for government officials

National and local government staff and extension and community workers will be trained in food production and nutrition so that they become familiar with nutrition and health issues, approaches to nutrition improvement and knowledge of household food production methods.

Le Maroc a importé 59 millions de quintaux de céréales en une année

Date : 18 juin 2012

Source : Le Matin

URL : http://www.lematin.ma/journal/Agriculture_Le-Maroc-a-importe-59-millions-de-quintaux-de-cereales-en-une-annee/167967.html

Dans un marché international incertain où les prix restent volatils, malgré une hausse en vue de la production mondiale des céréales, notamment du blé, le Maroc a importé 59 millions de quintaux (Mq) de céréales au cours de la campagne de commercialisation 2011-2012, qui s'est terminée à la fin du mois de mai dernier. Ce volume importé est toutefois en baisse (-2%) par rapport à la campagne précédente, selon les derniers chiffres à ce sujet publiés par l'Office national interprofessionnel des céréales et des légumineuses (ONICL). Ces importations sont constituées à 49% par le blé tendre, 29% par le maïs, 11% par le blé dur et 10% par l'orge. Les principaux fournisseurs du Maroc en céréales sont principalement la France avec 33,5%, notamment pour ce qui concerne le blé tendre, l'Argentine (27,5%) et le Brésil (10,4%) dont l'essentiel du maïs provient de ces deux pays d'Amérique latine.

S'agissant du marché local, la collecte des céréales par les opérateurs déclarés à l'ONICL a atteint à fin mai dernier 22,6 Mq, constituée presque totalement (99,2%) par le blé tendre. Les commerçants-négociants et les coopératives ont réalisé près des trois quarts de la collecte de blé tendre. Sur cette quantité, il a été utilisé par voie d'appels d'offres organisés par l'ONICL, près de la moitié pour l'achat de blé tendre destiné à la fabrication

des farines subventionnées. Ce qui porte les stocks des céréales disponibles déclarés par les opérateurs à l'ONICL à fin mai à plus de 20 Mq, constitués à presque 72% par le blé tendre.

D'après les prévisions du ministère de l'Agriculture, la production des trois céréales principales devrait atteindre au cours de l'actuelle campagne agricole (2011/2012) environ 48 millions de quintaux. La production prévisionnelle du blé tendre, la céréale la plus consommée au Maroc, atteindrait 26 Mq sur une superficie de près de 2,18 millions d'ha. La production du blé dur s'élèverait à 10 Mq, alors que celle de l'orge s'établirait à 12 Mq. Cette récolte est net repli par rapport à la campagne précédente, pour toutes les céréales. Ainsi, la récolte reculerait de 38% pour le blé tendre, de 44% pour le blé dur et de 51% pour l'orge.

Ce recul de la production de cette campagne agricole s'explique notamment par la sécheresse. En effet, la pluviométrie a enregistré une baisse de 35% par rapport à une année normale.

De même, d'après le ministère, les cultures ont souffert d'une période de froid intense qui s'est traduite par un ralentissement de la croissance de certaines cultures, des dégâts limités sur la pomme de terre et la canne à sucre et, en revanche, un effet positif sur les rosacées.

Il faut préciser que l'importance du blé tendre dans les importations des céréales a été réduite de moitié, passant de 88% au début des années 80 à 43% durant les cinq dernières années, en liaison avec la politique d'intensification de cette culture.

Concernant les autres céréales d'automne, le Maroc est passé d'une situation de quasi-autosuffisance à la fin des années 80 à l'importation de près de 6,4 et de 4 millions de quintaux respectivement de blé dur et d'orge.

Les prix sont en baisse à l'international

D'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les prix alimentaires ont enregistré une baisse de 4% en mai par rapport à avril, soit le niveau le plus bas depuis septembre 2011.

Ces prix restent néanmoins élevés et vulnérables aux risques liés aux conditions météorologiques, nuance l'organisation onusienne. Les prix du blé ont enregistré les plus fortes baisses du fait de l'amélioration des conditions météorologiques. Ceux du maïs ont connu aussi une forte régression suite à la publication du rapport du ministère de l'Agriculture américain annonçant une récolte record pour cette céréale aux États-Unis.

Repères

La transformation industrielle des céréales a atteint, à fin mai dernier, 66,6 Mq, soit presque le même volume par rapport à la même période de la campagne précédente. La minoterie industrielle a écrasé 43% de blé tendre d'origine de la production locale. La fabrication des farines subventionnées (FNBT) est faite à hauteur de 90% à partir du blé tendre de la production nationale. Les farines libres et subventionnées représentent respectivement 55% et 14% des fabrications de la minoterie industrielle. Les semoules industrielles sont fabriquées principalement à partir du blé dur (92%) et de l'orge (8%).

EU calls for action plan to help olive oil sector

Date : 18 juin 2012

Source : RTE

URL : <http://www.rte.ie/news/2012/0618/eu-calls-for-action-plan-to-help-olive-oil-sector.html>

The European Commission has today proposed an action plan to help olive oil producers in eight countries including Spain, Greece and Italy overcome a sharp fall in prices.

European Union Agriculture Commissioner Dacian Ciolos discussed a plan to boost competition and improve brand image with the agriculture ministers from the eight nations in Luxembourg.

The sector has struggled with a fall in profitability due to a drop in prices, which have been dragged down by a surplus and other issues, the commission said.

The sector "has problems even though it has a strong consumption potential," Ciolos told reporters, adding that the commission tried in vain to help the sector by authorising government aid in three different occasions.

The EU executive also wants to tighten sanctions against fraud and cases of producers mixing different types of oil. A new way of classifying olive oil could be introduced as well.

Spain is the world's biggest olive oil producer, with a record 1.6 million tonnes forecast for the 2011-2012 harvest, compared with 400,000 tonnes in Italy and 300,000 tonnes in Greece. Total European production is expected to rise by 9% to 2.4 million tonnes.

Via Marseille Fos poursuit sa campagne de communication à Tunis

Date : 18 juin 2012

Auteur : Nadia Chahed

Source : Econostrum

URL : http://www.econostrum.info/Via-Marseille-Fos-poursuit-sa-campagne-de-communication-a-Tunis_a10796.html

« Via Marseille Fos », association de promotion de la place portuaire, qui a pour vocation la promotion de son inter-modalité et de sa logistique et dont les membres fondateurs sont la Chambre de Commerce et d'industrie de Marseille, l'Union Maritime et Fluviale de Marseille-Fos et le Grand Port Maritime de Marseille a organisé, le 14 juin 2012 à Tunis, en marge du salon Tunis Med Industrie, une rencontre sur les opportunités d'échange entre Marseille, la Tunisie et la Libye.

La rencontre à laquelle ont pris part Jean-Claude Terrier, directeur général du Grand Port maritime de Marseille, et André Zonana, directeur du pôle affaires internationales de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille, ainsi que des opérateurs tunisiens du transport maritime, a été une occasion pour rappeler les échanges commerciaux entre la Tunisie et Marseille, de présenter le port maritime de Marseille, l'offre logistique et d'entreposage à Marseille Fos et l'offre multimodale via Marseille Fos.

Franck Berneron, chef de projet, relève que la rencontre vise, notamment, à montrer que Marseille se positionne comme la porte d'entrée à toute l'Europe et rappelle qu'une réunion similaire a, récemment, été organisée en Algérie.

Il s'agit, aussi, d'informer les partenaires tunisiens et libyens sur l'infrastructure logistique du port de Marseille, sur les infrastructures de pré acheminement et de post acheminement et sur l'articulation de la douane dans la chaîne logistique pour une fluidité optimale du trafic.

Selon Franck Berneron, il s'agit d'une occasion pour montrer que les liens entre la Tunisie et Marseille sont en train de se renforcer. À rappeler, à ce propos, que les principaux produits échangés en 2011 entre la Tunisie et Marseille sont des marchandises diverses non alimentaires (585 KT), des produits agro alimentaires (126 KT), des biens d'équipement professionnels (73KT), du matériel de transport (62 KT) et des produits chimiques de base (50KT).

En marge de la rencontre, une convention a, également, été signée entre le syndicat des transitaires de Marseille et la chambre syndicale des transitaires de Tunisie.

New FAO report profiles how sustainable forestry can help meet development goals

Date : 18 June 2012

Source : FAO

URL : <http://www.fao.org/news/story/en/item/149592/icode/>

The world's forests have a major role to play in the transition to a new, greener economy, a theme being discussed at the Rio+20 Conference. But to spark that shift, governments must enact programs and policies aimed at both unlocking the potential of forests and ensuring that they are sustainably managed, FAO said today.

In a new report, The State of the World's Forests 2012 (SOFO 2012), the UN Food and Agriculture Organization makes the case that better and more sustainable use of forestry resources can make a significant contribution to meeting many of the core challenges being discussed in Rio, including reducing poverty and hunger, minimizing the impacts of climate change, and creating alternative and more sustainable sources of bio-products and bio-energy for human use.

The report will be presented today during an event at the Rio+20 Conference organized by FAO and its partners, Brazilian Pulp and Paper Association (Bracelpa) and the International Council of Forest and Paper Associations (ICFPA).

"Forests and trees on farms are a direct source of food, energy, and cash income for more than a billion of the world's poorest people," said FAO Assistant Director-General for Forestry Eduardo Rojas-Briales. "At the same time, forests trap carbon and mitigate climate change, maintain water and soil health, and prevent desertification. The sustainable management of forests offers multiple benefits -- with the right programs and policies, the sector can lead the way towards more sustainable, greener economies."

"Brazil has successful examples of forest plantation management, and its good practices can be disseminated to other developing countries in order to promote the green economy and strengthen the synergies between sustainable development and climate change mitigation. The Rio+20 discussions must be the starting point to

strengthen the balance of the triple bottom line. Brazil's pulp and paper industry is prepared to promote innovation in biotechnology and sequestration of forest carbon that can support a sustainable expansion of triple bottom line activities. This means social inclusion and protection of the environment", added Elizabeth de Carvalhaes, Bracelpa's executive president.

"The global forest products industry is at the forefront of forest conservation efforts," said Donna Harman, President of ICFPA. "Through sustainable forest management practices, our industry not only produces a sustained annual yield of timber, but also ensures its abundance for future generations. The global forest products industry also contributes to livelihoods and human well-being by employing millions of people around the world and by producing products that provide shelter and increase literacy. The emerging bio-economy can only increase the important role of this industry."

Supporting livelihoods

Investments in wood-based enterprises can generate jobs, create assets and help revitalize the lives of millions of people in rural areas, according to FAO's new report.

Some 350 million of the world's poorest people, including 60 million indigenous people, depend on forests for their daily subsistence and long-term survival, it notes. "On-farm forestry," also known as agroforestry, is in some cases contributing up to 40 percent of farm income via harvesting of wood, fruits, oils and medicines.

Despite sometimes having a poor reputation due to concerns over deforestation, wood products -- if sourced from well-run forestry operations -- can store carbon and are easily recycled. Forest-based industries around the world are innovating competitive new products and processes to substitute non-renewable materials, and by doing so are opening pathways towards low-carbon bio-economies. "The promotion of a sustainable forest-based industry offers a way to improve rural economies while meeting sustainability goals," says SOFO 2012.

But while the report indicates that the value of forest products exports more than doubled between 2002 to 2010 in certain areas, it also says that more attention needs to be paid to promoting the creation of small and medium scale forest-based enterprises that benefit local communities.

Renewable energy

FAO's report also argues that sustainable forestry offers a renewable, alternative source of energy.

Burning wood may be the oldest method by which humans acquire energy, but it is anything but obsolete," said Rojas-Briales. Today, wood energy is still the dominant source of energy for over one third of the world's population - in particular for the poor, he noted. "And as the search for renewable energy sources intensifies, we must not overlook the considerable opportunities for forest biomass-based energy to emerge as a cleaner and greener alternative," he said.

According to SOFO 2012 deriving energy from wood, can offer a climate-neutral and socially equitable solution, provided wood is harvested from sustainably managed forests, burned using appropriate technologies, and undertaken in combination with reforestation and sustainable forest management programs.

Says the report: "Increasing the use of renewable energy, including wood-based fuels, relative to fossil fuels may be one of the most important components of a global transition to a low carbon economies. Sustainable energy production from wood can create local employment and can be used to redirect expenditures from imported fossil fuels to investments in domestic sources of energy, with employment and income benefits."

However, FAO also cautions that doing so will require careful attention to existing patterns of wood energy dependence, the use of sustainable forest management practices in the harvesting and planting of trees, and the adoption of efficient technologies for converting biomass into heat and cogeneration (heat/electricity).

Carbon capture to mitigate climate change

By both reducing deforestation and restoring lost forests on a large scale, significant amounts of carbon can be removed from the atmosphere, reducing the severity and impacts of climate change. At the same time, such projects would also support rural livelihoods and provide renewable raw materials for sustainable building using more wood and bamboo as well as as bio-energy, indicates SOFO 2012. Nearly 2 billion hectares of land area have been identified through the Global Partnership on Forest Landscape Restoration as being suitable for restoration.

And afforestation provides the additional benefit of helping combat desertification and soil degradation.

Putting forests at the heart of a new, green economy will require, first and foremost, policies and programmes that give entrepreneurs incentives to pursue the sustainable utilization of forest resources. This includes "the removal of perverse incentives that result in deforestation and degradation and conversion of forests to other uses as well as those promoting the use of non renewable raw materials like steel, concrete, plastics or fossil energies that compete with wood and bamboo," SOFO 2012 says.

Creating appropriate revenue streams for forest ecosystem services like carbon sequestration can also encourage forest landholders and managers to protect and restore forests. Open and decentralized systems of management including industrial transformation and energy supply can help promote efficiency and transparency and offer a diversified range of opportunities for local entrepreneurs.

Les rendements du blé significativement améliorés en Egypte

Date : 18 juin 2012

Source : Agence eco fin

URL : <http://www.agenceecofin.com/cereales/1806-5375-les-rendements-du-ble-significativement-ameliores-en-egypte>

Un programme expérimental de trois ans sur l'amélioration des rendements du blé en Egypte a donné, dès la première année, une croissance de 30% de la productivité à 10 tonnes l'hectare, rapport SciDev Net. L'expérience égyptienne sera ainsi transférée aux cinq pays que sont la Jordanie, le Maroc, le Soudan, la Syrie et la Tunisie.

Le programme, mis en œuvre par l'Academy of Scientific Research and Technology (ASRT) et l'Agriculture Research Center (ARC), a porté sur plus de 1000 sites dans 22 gouvernorats.

Ces résultats ont été obtenus par « des variétés de blé à haut rendement, résistantes aux maladies et à la chaleur, développées par l'ARC, et la mise en œuvre de nouvelles méthodes agricoles » indique à SciDev Eman Sadek, chef de la campagne nationale pour l'amélioration du blé à l'ARC. Outre l'amélioration des rendements de 30%, le recours à l'eau irriguée a été réduite d'un tiers et le nombre de semences de moitié.

Ce programme s'inscrit dans une initiative régionale portée par l'International Centre for Agricultural Research in the Dry Areas (ICARDA). L'expérience égyptienne sera ainsi transférée aux cinq pays que sont la Jordanie, le Maroc, le Soudan, la Syrie et la Tunisie.

“Les Algériens doivent avoir de l'ambition pour leur pays” Issad Rebrab, P-DG du groupe Cevital

Date : 19 juin 2012

Source : Liberté Algérie

URL : <http://www.liberte-algerie.com/actualite/les-algeriens-doivent-avoir-de-l-ambition-pour-leur-pays-issad-rebrab-p-dg-du-groupe-cevital-180369>

Le président du Groupe Cevital, M. Issad Rebrab, estime que l'agriculture est le secteur le plus important du point de vue économique. “Si on exploitait de manière judicieuse et correcte notre territoire, les revenus du secteur agricole pourraient dépasser aisément ceux des hydrocarbures”, argue-t-il. M. Rebrab a indiqué, hier, en marge de la rencontre du Conseil interprofessionnel des céréales (Cic), que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (Bad) sont prêtes à lui financer des projets agroindustriels dans les pays africains qui contribueront à y assurer la sécurité alimentaire. Dans son périple qui l'a conduit récemment vers quelques pays africains, tels que l'Éthiopie, la Côte-d'Ivoire, le Soudan, la Tanzanie, le Kenya..., à la recherche des opportunités d'investissement, M. Rebrab a été à la fois émerveillé et surpris par les énormes potentialités que recèlent ces nations. Les gouvernements de ces pays ont, rappelle-t-il, répondu favorablement à sa demande d'exploitation de terrain pour des projets agricoles.

“Maintenant, il faut aller vers du concret”, affirme le pragmatique homme d'affaires. L'un des véritables problèmes qui freinent le secteur de l'agriculture en Algérie est, selon lui, le parcelllement des terres, surtout au nord du pays. “Je pense que l'avenir du pays sera le Sud”, avoue-t-il. “Au sud du pays, nous avons de l'eau et de grandes surfaces, suffisantes pour réaliser des exploitations agricoles rentables et compétitives qu'on peut exploiter d'une manière industrielle”, affirme M. Rebrab. Pour lui, l'Algérie a d'énormes potentialités afin qu'elle puisse assurer sa sécurité alimentaire. “J'en suis confiant”, ajoute-t-il. Le P-DG de Cevital met, en revanche, un bémol : “Mais il faut que les Algériens aient de l'ambition pour leur pays.” Par ailleurs, Issad Rebrab confirme les projets agricoles que son Groupe a prévus au sud du pays. Des discussions sont toujours en cours avec les autorités sur la faisabilité

et l'accès au foncier. "Nous allons investir non seulement dans l'agriculture mais nous allons aussi les accompagner par des usines de transformation", propose-t-il. Outre la pomme de terre, les céréales, la luzerne, Cevital compte produire de la betterave sucrière. Celle-ci nécessite, néanmoins, de très grandes superficies pour pouvoir installer une usine de dimension internationale. "Car, de nos jours, pour être compétitif sur le marché mondial, il faut savoir offrir des avantages comparatifs. Si l'on ne propose pas ce type d'avantages, on ne peut pas détenir une industrie ou une agriculture durable", explique ce capitaine d'industrie.

L'agriculture algérienne a besoin, estime-t-il, de grandes surfaces, d'une mécanisation suffisante et d'un encadrement par le biais de la recherche et développement. M. Rebrab revient ainsi de son "safari africain exploratoire de projets" avec, comme "gibier", de nombreuses et ambitieuses idées qu'il envisage de proposer aux pouvoirs publics. Dans ce sens, il projette de créer avec ses homologues et autres opérateurs économiques une association d'industriels algériens qui accompagneront les agriculteurs et implanteront des exploitations de grande envergure dans la région sud du pays.

Brazilian food exports to Arab countries touch \$10.6bn in 2011

Date : 19 June 2012

Source : AMEinfo.com

URL : <http://www.ameinfo.com/brazilian-food-exports-arab-countries-touch-304119>

The Arab-Brazilian Chamber of Commerce (ABCC) has revealed that Brazilian food exports to the Arab countries totaled \$10.6bn in 2011, representing a significant percentage of the \$80bn worth of Brazil's total food exports. Among the most exported food products from Brazil include sugar, meats and cereals, followed by citrus, coffee, beans, wheat and poultry.

Leveraging the strong trade relations between Brazil and the Arab countries, the Arab-Brazilian Chamber of Commerce and Apex Brasil will be organising a specialised networking event titled Food Sector Buyer Project 2012 in Sao Paulo, Brazil from July 9 to 14. Following a recent ABCC-led trade mission to the UAE, Kuwait and Jordan, the upcoming event has already generated major interest from Arab companies involved in the food and beverage business, given the business matchmaking platform that the event presents.

The Arab-Brazilian Chamber of Commerce represents 22 Arab countries. It was established in 1952 with the mission of strengthening commercial bonds between Brazil and the Arab countries, while increasing cultural and tourism exchange between Arabs and Brazilians. The entity provides various services, such as document certification, market data, translation, among others, and promotes events, workshops and courses. It also offers the Commercial Knowledge Center, a reference center for research on commercial relations between Brazil and the Arab countries.

En prévision des bonnes récoltes céréalières : L'Algérie n'importera pas de blé dur

Date : 19 juin 2012

Auteur : Akila DEMMAD

Source : El Moujtahid

URL : <http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/29350>

L'Algérie, qui importe encore à ce jour, 60% de ses besoins en céréales, pourrait les revoir à la baisse au vu de l'importante récolte enregistrée.

"Remontée de filière pour une meilleure sécurité alimentaire», tel est le thème qui a marqué la première journée du conseil interprofessionnel des céréales » organisée, hier, au Sofitel en présence d'acteurs concernés et de responsables institutionnels. Dédiée à une filière stratégique, cette rencontre a permis de cerner les contraintes du circuit de la production, d'écouter les préoccupations des intervenants dans la filière mais surtout de situer les enjeux et défis ainsi que les actions à entreprendre pour améliorer les performances du secteur et par conséquent la sécurité alimentaire du pays.

Et pour cause, il s'agit d'une denrée stratégique à l'échelle mondiale qui pourrait constituer une menace sur la souveraineté des pays. L'Algérie, qui a tiré les enseignements de la crise de 2008 où les prix des céréales sont passés de 250 à près de 1 000 dollars la tonne sur les marchés mondiaux, a engagé une nouvelle approche du développement agricole basé sur le renouveau rural.

Cette vision nouvelle du développement agricole intégré, basée sur des projets sectoriels, s'appuie sur une trentaine de mesures annoncées par le Président de la République lors de la rencontre nationale sur l'agriculture et le renouveau rural tenue à Biskra le 28 février 2009. Il s'agit de « relever le défi de la sécurité alimentaire et de promouvoir un développement durable et harmonieux des territoires ruraux », « d'assurer l'équité dans le développement pour tous les territoires sans discrimination ou marginalisation ni exclusion aucune », « d'améliorer les conditions socio-économiques des ménages ruraux », « de participation active des ménages ruraux à la réalisation des investissements publics », de « synergie des acteurs et intégration des programmes au niveau local » et « de préservation et exploitation rationnelle des ressources naturelles ».

Des objectifs rappelés par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural lors de son intervention à l'occasion de cette journée. « L'Algérie a pris structurellement conscience de cette question », une préoccupation qui sera consacrée à travers la politique du renouveau rural. A ce propos, le ministre a affirmé qu'il ne peut y avoir de développement durable « sans actions élargies à toutes les régions du pays ».

Aussi, le Dr Rachid Bénéïssa a indiqué que 40% de la population vit dans les zones rurales, un acquis qu'il faudra préserver dans le cadre de l'aménagement du territoire ou toute autre entreprise de développement. Dans sa lancée, le ministre soulignera le fait que « le rural doit être synonyme de potentiel à valoriser ». Revenant sur la démarche des pouvoirs publics, le ministre dira qu'il « a fallu trouver les capacités susceptibles de traduire cette politique et qu'il fallait également créer une synergie entre les producteurs et industriels. Des étapes franchies grâce à l'adhésion des différents acteurs et aux actions de sensibilisation initiées depuis 2008. Soulignant le rôle du CIC dans cette phase décisive, le ministre exhortera « ceux qui croient aux objectifs du renouveau rural d'y apporter leur plus-value ».

Le président du Conseil a, pour sa part, mis en exergue les contraintes de la filière, à savoir une déficience en pluviométrie et un niveau de fertilité des sols insuffisants. Deux éléments qui font que le rendement à l'hectare se situe, en moyenne, à 10 quintaux, alors qu'il est de 70 dans l'UE, une performance qui pourrait être atteinte par l'Algérie dans d'autres circonstances. Et d'ajouter que, la production à l'hectare devrait atteindre 55 quintaux en 2012.

M. Mohamed Laïd Benamor indiquera, dans le même ordre d'idée que, 60% des besoins du pays en céréales sont importés et que, par conséquent, l'Algérie reste concernée par la question de la sécurité alimentaire soulevée lors du sommet de Davos en 2008 qui a classé cette problématique comme étant le second risque ou menace sur l'humanité. L'intervenant ajoutera que, l'Etat ne peut être seul dans cette dynamique qui exige une synergie dans les actions. M. Benamor annoncera la tenue d'une rencontre nationale du CIC dans les prochains jours pour tenter de recueillir les préoccupations des professionnels de la filière lesquelles seront consignées dans une plate-forme à soumettre aux pouvoirs publics.

« Sécuriser le marché » en matière d'approvisionnement, une priorité de l'OAIC

Selon les prévisions avancées par le DG de l'OAIC, entre 56 et 58 millions de quintaux de céréales sont attendus au titre de la campagne 2011-2012 alors que le rendement à l'hectare devra atteindre 18 quintaux en moyenne. Le second record après celui de 2009 (61 millions de quintaux). M. Nouredine Kehal fera état du recul de la facture d'importation, soit près de 450 millions de dollars à fin avril 2012 contre plus de 850 millions de dollars à la même période de 2011. Une tendance qu'il faudra maintenir dans le cadre des efforts déployés pour améliorer le rendement de la filière. Dans le même contexte, il a affirmé que l'Algérie a suspendu, depuis, le mois d'avril, l'achat de blé dur et de l'orge, les quantités produites étant suffisantes.

Concernant le blé tendre, le responsable de l'Office a précisé que l'importance des importations est dû au fait que sa culture est compliquée et exige des sols extrêmement fertiles, sachant que la superficie affectée à cette denrée n'excède pas les 600 000 hectares. Abordant le volet réorganisation de la filière, il dira que l'objectif consiste à « sécuriser le marché » en matière d'approvisionnement, « ce qui relève d'un acte en rapport avec la sécurité alimentaire du pays ».

Evoquant la crise de 2007-2008 induite par l'envolée spectaculaire des prix des céréales sur les marchés internationaux, M. Nouredine Kehal insistera sur le fait que « la carte est détenue par les grands producteurs mondiaux qui manipulent, gèrent et contrôlent les marchés ». Situation qui influera sur les choix de l'Algérie en matière de développement agricole. En effet, il y a eu « redéfinition de la politique agricole en 2008 », une « dynamique adoptée aux objectifs sociaux » et « aux défis de la conjoncture ».

La filière céréalière c'est 3,3 millions d'hectares emblavés/an, 70% de la SAU et plus de 100 000 emplois permanents, a affirmé le DG de l'OAIC. Pour 2012, la valeur de la production est d'ores et déjà estimée à quelque deux milliards de dollars. Elle était évaluée à 1,7 Mds en 2010 et à 1,2 Mds il y a 5 à 6 années. « Ces chiffres traduisent l'importance de la vision du renouveau agricole et rural » a-t-il affirmé. Il s'agira, aujourd'hui, « de consolider les acquis » d'œuvrer pour une meilleure synergie entre les intervenants » notamment les producteurs et les transformateurs. Il sera question, d'autre part, de soutenir le dialogue dans le cadre du CIC qui milite pour un « rapprochement des intérêts » a-t-il ajouté.

Le FCE : Réorienter progressivement le soutien des prix vers la production

Le forum des chefs d'entreprises, par le biais de son président, M. Réda Hamiani a réitéré son soutien aux actions du MADR et soulignera l'apport des pouvoirs publics au secteur de l'agriculture. Aussi, plaidera-t-il pour une « sortie de la spirale de l'importation ». M. Hamiani qui parlera au nom des industriels a rappelé que le FCE a pris une première initiative similaire en organisant, en 2008, une grande rencontre destinée à attirer l'attention sur la question de la sécurité alimentaire et les dangers résultants de la dépendance chronique de l'étranger en ce qui concerne cette denrée stratégique notamment. Le constat dressé alors faisait état « d'absence de cohérence entre les filières » a-t-il rappelé. Aussi, le FCE avait pris l'initiative d'inviter les opérateurs à transformer ce produit du terroir dans cet objectif de stimuler la production et réduire les importations.

Le président du FCE qui soulignera les progrès réalisés par le secteur, à savoir une croissance de 6%/an ces dernières dix années (3% pour l'agroalimentaire), a déclaré que le renouveau agricole est palpable « grâce à cette remontée des filières » amorcée par le MADR.

Une « politique déterminée de soutien et d'accompagnement et une démarche éclairée visant à tirer la production vers le haut » a-t-il affirmé. Le FCE apporte également son soutien à la politique de soutien des prix à la consommation prônée par l'Etat algérien et estime que cet effort devra être progressivement orienté vers la production. Toutefois, M. Hamiani relèvera ce paradoxe à savoir que, « malgré la hausse de la production agricole, les importations n'ont pas diminué ». « Nous n'arrivons pas à juguler ces flux d'autant plus que le niveau des importations a été multiplié par trois depuis 2006 », fera-t-il remarquer.

C'est pourquoi, il s'agira de savoir « comment faire pour que la production puisse satisfaire nos besoins et se traduise par une réduction importante des importations ». Lors de son intervention, le président du FCE a déploré la réduction de la population active agricole qui a enregistré un recul par rapport aux années 2007, 2008 et 2009 passant de 26 et 27% soit entre 1,7 et 1,8 million à 12 et 13% actuellement.

Selon M. Réda Hamiani, quatre défis s'imposent : « Continuer à protéger le pouvoir d'achat des populations défavorisées (mesures de soutien aux prix à la consommation) », « garantir des revenus suffisants aux producteurs situés en amont pour que les aléas ne puissent les dissuader », « orienter progressivement le soutien des prix vers la production » et enfin, « soustraire la distribution de la production aux effets dévastateurs de l'informel » dans un souci de « régulation et de transparence ».

L'eau, une réelle préoccupation

Sur une superficie agricole globale de 42,4 millions d'hectares, la surface agricole utile (SAU) est évaluée à 8,5 millions ha. Cette donnée qui classe l'Algérie parmi les pays les plus pauvres en SAU est imputable à la faiblesse de la pluviosité et une répartition inéquitable des précipitations en ce sens qu'elles sont avérées importantes en hiver et concentrées sur le nord du pays, selon les experts.

En plus d'un manque de performance dans l'exploitation de ces ressources, les cultures pluviales ne pouvant être praticables, sans contraintes majeures que dans les zones recevant un minimum de 400 à 450 mm, seuls 4,8 millions d'hectares sont valables dans ce sens, sachant que le potentiel irrigable est passé à 1 million d'ha à la faveur du dispositif du renouveau agricole et rural. La généralisation et l'extension des systèmes d'irrigation agricole visent un objectif de 1,6 million d'hectares, à l'horizon 2014, contre près de 900.000 hectares actuellement.

Turkish government unveils high grain price

Date : 19 June 2012

Source : Hurriyet Daily News

URL : <http://www.hurriyetdailynews.com/turkish-government-unveils-high-grain-price.aspx?pageID=238&nID=23502&NewsCatID=344>

The government's intervention price for the wheat market has increased to 655 Turkish Liras per ton from last year's 605 liras per ton, according to Agriculture Minister Mehmet Mehdi Eker.

Wheat production this year is estimated to reach 19.5 million tons, some 2.3 tons lower than last year, while the forecast for barley production stands at 6.5 million tons, Eker said at an Ankara meeting on the issue yesterday.

Turkey distributed 18.7 million tons of last year's wheat on the domestic market, stocking the remaining 3.1 million tons.

For several reasons, such as low rainfall in April and the cold weather, production in Central Anatolia was particularly poor. "Accordingly, the total grain production is estimated at 19.5 million tons," Eker said.

Turkey was the world's top flour exporter last year, and the second largest pasta exporter after Italy, he also said. Exports of processed wheat products made up \$1.9 billion, he said.

The harvest also began late this year and about 15 percent has been completed.

The Turkish Grain Board's (TMO) benchmark price is for red Anatolian bread, which contains between 11.5 percent and 12 percent protein, Eker noted, adding that the figure went higher when a sum of 115 liras of support was included.

Wheat with a higher protein rate may reach 685 liras per ton, as the price for wheat for pasta is fixed at 705 liras, Eker said.

The usage of productive seeds increased by 36 percent this year, which is reflected in a higher quality, he added.

Turkey used to import high quality flour for bread to mix it with 90 percent of low quality domestic flour until 2005. "Today some Middle Eastern producers suggest selling us low quality flour so that we can mix it with domestic products and sell to third parties," he added.

Early payment date

This year farmers will get payments within 10 days, which is a first, according to Faruk Çöklü, a high ranking official at the Konya Chamber of Agriculture. Konya, a Central Anatolian province, is one of the leading grain growing regions in Turkey.

"Now farmers have a guarantee. They will be able to sell their goods at real prices," he told Anatolia news agency yesterday. The TMO used to start delivering payments in one month. The rise in official prices is above the inflation rate, as the hike in energy prices is affecting grain producers, he also said.

Lütfi Topbaş, head of the Karatay Chamber of Agriculture, said he was unhappy with the 2012 prices, adding that low quality grain would be bought by the TMO for lower prices.

"Despite recent efforts to raise the quality, weather conditions and other reasons have prevented the attainment of quality standards. Thus, nearly 80 percent of our grain will be bought for low prices, less than 655 liras per ton. Considering the price hikes in fuels and fertilizers, this price is low," Topbaş said.

Tunisie : Le tourisme alternatif, une manne à explorer

Date : 19 juin 2012

Source : TAP

URL : <http://www.espacemanager.com/divers/tunisie-le-tourisme-alternatif-une-manne-a-explorer.html>

Gîtes ruraux, hôtels de charme et chambres d'hôte sont la trilogie du tourisme alternatif ou «complémentaire» comme préfère l'appeler M. Khaled Trabelsi, directeur central de l'investissement et du produit à l'office national du tourisme tunisien.

Le tourisme alternatif se distingue par son emplacement ou implantation, les spécificités de ses établissements et la clientèle ciblée, laquelle est proche de la nature, avide de se rapprocher de la population locale et des hôtels, ses us et coutumes, a expliqué le responsable au cours d'un entretien accordé à la TAP.

Au plan emplacement, ce tourisme alternatif doit mettre en exergue les potentialités forestières, agricoles et désertiques de la Tunisie. Ainsi un gîte rural ne peut se trouver que dans un milieu rural, à l'image d'une exploitation agricole et dans des sites à potentialités naturelles et culturelles, les services qui y sont proposés doivent mettre en valeur les richesses en rapport avec le lieu, a fait savoir M. Trabelsi.

L'hôtel de charme est un établissement construit dans un immeuble ou un environnement caractérisé par une valeur architecturale et touristique spécifiques, telle que la Médina de Tunis. L'offre de services y est personnalisée et le client bien choyé.

Enfin toute unité d'hébergement dont une partie de ses chambres est mise à la disposition des touristes, par son propriétaire, est dénommée chambre d'hôte. Dans ce cas précis, le client est en contact direct avec le propriétaire des lieux et un échange culturel s'ensuit. "Il ne s'agit plus d'une unité hôtelière où le résident n'est qu'un numéro de chambre", affirme le responsable.

Ces nouveaux types d'hébergement touristique viennent s'ajouter aux unités hôtelières, situées le long des côtes tunisiennes (Bizerte, Nabeul, Monastir, Zarzis, Djerba...) lesquelles offrent un produit balnéaire, développé depuis les années 70, mais ne répondant plus aux exigences d'une nouvelle catégorie de touristes. Ils s'adressent donc à une clientèle qui a d'autres préoccupations, à part le bronzage, et accorde, de ce fait, une grande importance aux vieux noyaux urbains de la Tunisie, tels que la Médina.

Les touristes paient en conséquence pour vivre dans une demeure ancienne se caractérisant par son architecture et son décor arabo-musulmans (alcôves, voûtes, bit hajjem, skifa..) "C'est une autre niche différente de celle du tourisme de masse et que nous commençons à peine à aborder", a avancé M. Trabelsi.

Pour ce qui est de l'animation, celle liée au balnéaire, elle comporte des activités nautiques (parachute, jet-ski...) alors que celles pratiquées dans le cadre du tourisme alternatif sont, à titre d'exemple, le VTT (vélo tout terrain), les randonnées, les circuits pédestres et l'offre de produits biologiques du terroir.

Consciente des limites du produit monotype ou balnéaire, l'administration du tourisme a voulu s'orienter vers ces nouveaux produits mais s'est trouvée confrontée à plusieurs difficultés, a souligné le responsable.

Insérer l'activité touristique sur l'ensemble du territoire

Un cadre réglementaire plus souple et des plans d'aménagement du territoire plus adaptés permettraient cette insertion tant souhaitée. Expliquant l'état des lieux, M. Trabelsi a précisé que toute activité touristique, en dehors des zones touristiques, exige, en effet, l'intervention des autorités chargées de l'aménagement du territoire et des ministères concernés.

Ainsi une législation, à l'instar de celle régissant les terres agricoles interdit toute activité autre qu'agricole et l'on ne peut donc y implanter un gîte rural. Il en est de même pour les forêts dont le code n'autorise pas l'urbanisation.

Par ailleurs, les municipalités ne considèrent nullement les activités résidentielles comme une activité touristique. D'où les difficultés d'établir une telle activité sur l'ensemble du territoire, celle-ci n'étant pas supposée exister hors des zones touristiques, au vu des législations en vigueur.

Des efforts sont donc déployés pour inciter à l'intégration de l'activité touristique dans les plans d'aménagement du territoire afin "d'éviter le blocage et de ne pas handicaper l'avenir", a-t-il dit. Et d'ajouter "nous soutenons les actions du ministère de l'Agriculture en matière de préservation des terres agricoles mais la guerre dure toujours pour pouvoir intégrer des gîtes ruraux sur ces terres dont le potentiel pourrait ainsi être valorisé".

Un travail de longue haleine, dans cette perspective, a donc été engagé, depuis la parution, en 2007, du décret relatif au classement des établissements touristiques fournissant des prestations d'hébergement, d'autant que le changement de vocation des terrains est une lourde procédure", a fait remarquer M. Trabelsi. En effet, "un touriste n'est pas tenu de s'en tenir aux zones touristiques et doit pouvoir se rendre à Siliana, Sidi Bouzid, Kasserine....où il créera une dynamique", a-t-il ajouté.

Une législation régissant les chambres d'hôte, les gîtes ruraux et les hôtels de charme, appelés à véhiculer la nouvelle image de marque du tourisme tunisien, est donc fin prête.

A ce titre, les trois cahiers de charges relatifs à cette nouvelle typologie d'hébergement et à l'élaboration desquels ont été associées toutes les parties concernées par le tourisme alternatif, notamment les associations, à savoir Dar Dhiafa et l'association pour la promotion du tourisme alternatif en Tunisie (APTAT) paraîtront incessamment, a déclaré M. Trabelsi. L'objectif est d'aboutir à un produit bien défini, à savoir des petites unités confortables et préservant l'environnement.

Malgré le vide juridique, des agréments ont été accordés pour la réalisation de projets du tourisme alternatif, en attendant la parution des nouvelles réglementations. Deux gîtes ruraux, des chambres d'hôte et deux hôtels de charme ont d'ores et déjà été agréés. Toutefois, a déploré, M. Trabelsi, plusieurs promoteurs d'activités touristiques assurant que celles-ci s'inscrivent dans le cadre des nouveaux types d'hébergement touristiques continuent à "travailler dans le noir". Ils sont donc vivement appelés, à travers les associations précitées, à régulariser leur situation auprès du ministère du Tourisme.

Le premier salon du tourisme alternatif: Une Première action promotionnelle

Se félicitant de l'ouverture nouvelle du secteur du tourisme sur les associations, M. Trabelsi a indiqué que le premier salon du tourisme alternatif sera organisé, les 23 et 24 juin 2012 au village KEN, à Bouficha (gouvernorat de Sousse).

M. Souheil Mouldi, président de l'association de l'APTAT, organisatrice de ce premier week-end du tourisme alternatif, a défini, dans une déclaration, à la TAP, le tourisme alternatif comme étant "l'opposé du tourisme de masse et s'intéressant notamment à la gastronomie, à la culture, à l'archéologie, au patrimoine, à la musique, à l'artisanat et au logement chez l'habitant". Il s'agit également d'un tourisme de proximité accordant un intérêt

particulier aux populations locales. Toutefois, a-t-il dit, "son évolution, en Tunisie, a été lente par rapport à d'autres pays en raison de l'adaptation tardive aux changements rapides que le marché mondial du tourisme connaît".

Dès lors, il y a lieu d'assurer à ce créneau un rythme de développement soutenu et de ne pas faire les mauvais choix d'antan, tel que le bradage des prix. L'objectif du premier salon du tourisme alternatif est donc de contribuer à sortir le tourisme tunisien de sa monotypie, de développer de nouveaux produits valorisant les ressources culturelles du pays, en général, et des régions de l'intérieur en particulier.

Cette manifestation regroupera tous les intervenants dans le secteur du tourisme alternatif, tels que les propriétaires des maisons d'hôte et de gîtes ruraux. Le salon comportera une composante commerciale devant mettre en contact direct les producteurs et leurs clients potentiels nationaux et internationaux.

Un large programme d'animation est prévu à l'occasion de ce week-end (concerts de piano, spectacles de magie, contes pour enfants, démonstrations de jeux traditionnels...) ainsi que des ateliers (tapisseries, poterie modelée, initiation à la randonnée, géo tourisme...). Des conférences seront également présentées. Elles auront pour thèmes "les géosites, les géoparcs et le géotourisme et leur impact économique sur le développement durable", "le tourisme archéologique en Tunisie, passé, actualités et perspectives dans les écrits universitaires tunisiens".

Une première au Sud de la Méditerranée et en Afrique, les organisateurs veulent faire de ce salon un rendez-vous incontournable du tourisme alternatif. Une affaire à suivre de près.

Maroc: la belle oasis d'Errachidia menacée par la surexploitation de l'eau

Date : 19 juin 2012

Source : AFP

URL : http://www.romandie.com/news/n/_Maroc_la_belle_oasis_d_Errachidia_menacee_par_la_surexploitation_de_l_eau50190620121546.asp?

Errachidia - Nichée dans les montagnes du Haut-Atlas, la vaste oasis d'Errachidia, parmi les plus belles du sud marocain, est aujourd'hui menacée par l'exploitation irraisonnée des points d'eau qui lui donnent vie depuis des millénaires.

Elle illustre la question de la gestion de l'eau dans le monde, qui sera l'un des thèmes abordés lors du Sommet sur le développement durable Rio+20, prévu du 20 au 22 juin à Rio de Janeiro, au Brésil. A quelques encablures d'une route goudronnée qui sillonne l'oasis de Goulmima, près d'Errachidia, un puits jalousement gardé par la famille M'barek alimente en eau le petit champ de maïs via une pompe à eau.

L'eau a beaucoup baissé. Dieu seul sait pourquoi, regrette sur un ton amer Moha M'barek, un octogénaire né dans l'oasis où il possède un petit terrain agricole.

J'ai creusé quatre puits avant de trouver l'eau. Autour de moi, les voisins n'ont pas d'eau. Avant, il y en avait partout. C'est la volonté de Dieu, ajoute-t-il, fataliste, les yeux fixés sur un ruisseau qui conduit l'eau du puits vers le champ de maïs.

Anciennement appelée Ksar Souk, la ville d'Errachidia (200.000 habitants) est le chef-lieu de la province qui porte le même nom. Cette région est connue pour la beauté de ses oasis, au milieu des montagnes arides et d'un désert qui s'étend jusqu'au Sahara occidental.

La répartition de l'eau dans l'immense oasis aujourd'hui menacée d'assèchement se faisait via +les khattaras+, un système d'irrigation séculaire assuré par la pratique des tours d'eau, et géré par les habitants selon des rites berbères ancestraux. Ce système permettait de maintenir un débit d'eau régulier tout au long de l'année.

Mais à partir des années soixante-dix, l'utilisation des pompes à eau par les agriculteurs a conduit à l'assèchement progressif de la nappe phréatique. Et les champs, naguère régulièrement cultivés et verdoyants, ne sont plus que des terrains vagues abandonnés par les habitants de l'oasis.

Les traces des champs... vous voyez comme ils sont grands. Regardez: un, deux, trois, quatre mètres de largeur. Ils sont grands, donc ça veut dire qu'il y avait beaucoup d'eau, s'indigne Lahcen Kabiri, professeur en géosciences de l'environnement à la faculté d'Errachidia.

Désastre écologique

Les agriculteurs ont peu à peu opté pour des puits individuels, qu'ils ont équipés de pompes à eau... des milliers de forages creusés, et en quelques années la nappe s'est vidée, poursuit l'universitaire en montrant un immense terrain entouré de quelques palmiers à moitié desséchés.

Selon M. Kabiri, cette situation pourrait évoluer vers une véritable catastrophe écologique compte tenu du rôle des oasis dans la lutte contre la désertification. Si la nappe s'épuise, alors tout ce qui est en aval va être dans une situation dramatique. On va se retrouver avec un désastre écologique jamais vu, s'inquiète-t-il. Habitants et autorités locales prennent de plus en plus conscience des menaces qui pèsent sur cette oasis, parmi les plus vastes du Maroc.

Dans la petite palmeraie d'Izif au coeur de l'oasis, quelques agriculteurs décident de faire face collectivement à ce problème.

Nous avons créé une coopérative pour gérer l'eau collectivement. Sinon, tout ce que vous voyez autour de vous n'existerait plus. Il n'y aurait plus rien, tout serait mort, séché, prévient Moha Bousseta, le président de la coopérative d'eau d'Izif.

Pour les habitants de la région d'Errachidia, pour la plupart des Berbères, la gestion de l'eau est non seulement un enjeu écologique majeur, mais c'est une question de vie ou de mort, conclut M. Kabiri.

FAO, Pam et Fida appellent à « redoubler d'effort » contre la faim

Date : 19 juin 2012

Source : La France Agricole

URL : <http://www.lafranceagricole.fr/actualite-agricole/g20-fao-pam-et-fida-appellent-a-redoubler-d-effort-contre-la-faim-58795.html>

Les trois agences de l'ONU spécialisées dans l'alimentation, FAO, Fida et Pam, ont appelé mardi les dirigeants du G20 réunis au Mexique à prendre « l'engagement de redoubler d'efforts dans la lutte contre la faim », dans une déclaration commune publiée à Rome où elles sont basées.

Rappelant que 900 millions de personnes sont sous-alimentées dans le monde, principalement en Asie et en Afrique, les trois organisations se félicitent que la présidence mexicaine du G20 « accorde la priorité à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et maintienne cette question en bonne place parmi les préoccupations mondiales ».

FAO, Fida et Pam demandent que le G20 « continue à reconnaître toute l'importance du rôle essentiel que joue la petite agriculture en faveur de la sécurité alimentaire mondiale et d'une productivité durable ».

Ces organisations insistent sur le fait que la sécurité alimentaire « est étroitement liée à d'autres points de l'ordre du jour du G20 – notamment le développement des infrastructures et la reprise de la croissance dans les pays en crise ».

« L'insécurité alimentaire peut assombrir durablement les perspectives de croissance de la société tout entière, d'où la nécessité de rester vigilant en matière de sécurité alimentaire – aussi et à plus forte raison – en période de crise financière et d'incertitude », soulignent-elles.

« Tout un ensemble de problématiques figurant à l'ordre du jour du G20, dont la protection sociale, l'intégration sous l'angle financier et l'établissement de systèmes agricoles et alimentaires plus durables, doivent être abordées », estiment-elles.

L'an dernier, sur proposition de ces organisations, le G20, sous présidence française, avait parrainé plusieurs initiatives comme le Système d'information sur les marchés agricoles, le Forum de réaction rapide, la Plate-forme pour l'agriculture tropicale.

D'autres initiatives, comme la Plate-forme pour la gestion des risques agricoles sont encore en cours d'élaboration. Des restrictions aux exportations sont en train d'être levées pour permettre au Pam d'acheter des vivres à des fins humanitaires.

Sous la présidence mexicaine, le G20 « a fait d'importants efforts supplémentaires » pour multiplier les contacts avec d'autres parties prenantes, au sein de la société civile, du secteur privé ou de gouvernements, se félicitent les organisations qui y voient l'occasion de « créer de nouveaux partenariats au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ».

Liban : Hajj Hassan rencontre une délégation iranienne

Date : 20 juin 2012

Source : L'Orient le Jour

URL : http://www.lorientlejour.com/category/%C3%89conomie/article/764546/Hajj_Hassan_rencontre_une_delegation_iranienne.html

Le ministre de l'Agriculture, Hussein Hajj Hassan, a reçu lundi une délégation iranienne, présidée par l'ambassadeur d'Iran au Liban Ghadanfar Rohn Abadi. La réunion a porté sur l'importance de renforcer les relations bilatérales et sur la nécessité de mettre en œuvre les accords signés dans le domaine agricole. Parallèlement, le ministre Hajj Hassan et ses hôtes se sont mis d'accord sur la nécessité d'augmenter le niveau des échanges commerciaux entre l'Iran et le Liban, soulignant les moyens disponibles pour booster l'exportation de produits libanais en Iran.

Par ailleurs, le ministère de l'Agriculture a inauguré, sous le patronage du ministre Hajj Hassan, une session d'entraînement sur le contrôle du secteur de l'agriculture organique, au siège de l'ordre des ingénieurs. À cette occasion, le ministre Hajj Hassan a souligné l'importance de mettre en place des décisions politiques réelles qui vont dans le sens d'une dynamisation du secteur agricole.

Il a également appelé à renforcer la qualité des produits et à permettre à l'État d'intervenir dans la réduction des coûts de production. Il a en outre dévoilé que la part de l'agriculture organique a atteint 1,5 % du total du secteur primaire, alors qu'il fallait qu'elle atteigne 3 %.

« Nous devons fixer la nature des plantes à utiliser dans l'agriculture organique », a-t-il dit, ajoutant que le ministère est prêt à fournir le budget nécessaire sur ce plan.

Egypt: Improving food security

Date : 21 June 2012

Source : Oxford Business group

URL : http://www.oxfordbusinessgroup.com/economic_updates/egypt-improving-food-security

As the world's largest wheat importer, Egypt is increasing its domestic grain production, in a bid to reduce its dependency on volatile international markets and to meet rising demand from its 85m people, but with rising production unlikely to satisfy domestic consumption, import volumes are expected to rise in the coming three years.

The General Authority for Supply Commodities (GASC), the state grain-buying organisation, announced in early June that it has purchased 2.6m tonnes of locally grown wheat in the 2011/12 season, up some 400,000 tonnes in 2011. The season ends on July 15, by which time the authority aims to have secured 3m tonnes of Egyptian wheat, up from 2.6m last year.

The increasing purchases of domestic wheat should help Egypt reduce its imports this year, but crucially, the larger-than-normal bulk buys come on the back of a surprising jump in cultivation and production from local farmers.

Domestic wheat output rose 17% to 8.4m tonnes in the 2010-11 season, considerably more than the average of 7.9m tonnes over the past five years, due to an increase in cultivated area improved seeds and higher prices paid to domestic farmers by the government. Since October 2011, farmers have received LE380 (€ 49) per 140 kg, up from LE350 (€ 45.50) last season, in an attempt to incentivise wheat production.

The UN's Food and Agriculture Organisation (FAO) has reported that the outlook for the 2012 winter cereal crop – which is harvested from April – is “generally favourable”. Its initial forecasts suggest wheat output of 8.46m tonnes, similar to the good yield in 2011.

Overall, the FAO forecasts that Egypt's cereal production will reach 22.66m tonnes in 2012, up 2% from 22.23m tonnes in 2011, and above the 22.22m-tonne average in the 2007-11 period. It expects corn production to rise 3.1% in 2012, from 7.32m to 7.55m tonnes, and rice paddy output to reach 5.8m tonnes.

The improved cultivation figures come about as a result of several factors. Raising purchase prices and the use of better seeds has already paid dividends; other moves that could support production increases include encouraging greater consolidation and mechanisation of farms. At present, landholdings tend to be rather fragmented and small and medium-sized enterprises in the sector are not always efficient.

The past year has also seen renewed interest in Egypt's two biggest desert-reclamation agricultural schemes, Toshka in the far south, and the North Sinai Agricultural Development Project (NSADP) on the Sinai Peninsula,

which together would see around 400,000 ha of desert converted for agriculture. In February 2012 the government announced it had completed 94.4% of the infrastructure for the NSADP, including irrigation canals, pumping stations and bridges.

The FAO agrees that Egypt's grain import bill should fall in 2011-12, due to high levels of local production and cheaper wheat imports, after Russia lifted its export ban in July 2011. However, it warns that in the longer term, import prices may rise again if the Egyptian pound weakens. The currency was widely expected to fall in 2012 due to the central bank's limited scope to maintain its value, but it appears the chances of a sharp fall are lessening. Key revenue generators, such as energy, Suez Canal fees and remittances from Egyptians living abroad have kept the economy moving forward. Additionally, the installation of a new president following the run-off election in June could bring greater political stability and clarity, encouraging the flow of demand and investment that has been held back over the past year.

However, in spite of the improved domestic output, massive levels of consumption mean Egypt's import volumes are likely to grow in the medium term, as rising output is unlikely to keep pace with demand growth in the near term. The FAO expects total cereal imports to rise to 16.67m tonnes in the 2011/12 season, up from 16.06m the previous year and well above the 14.11m-tonne average in the 2007-11 period.

As a result, the GASC is seeking to secure and diversify long-term supplies, particularly in the wake of shutdowns in exports by Russia and Ukraine, among others, in recent years. On June 3 the GASC announced it was considering Poland as a potential wheat supplier due to the high quality of its product.

Currently, the authority largely sources its wheat from the Black Sea region. Since July, it has acquired 3.24m tonnes from Russia, 180,000 tonnes from Romania, and 360,000 tonnes from Ukraine. In addition, it has purchased 300,000 tonnes from both France and Argentina, as well as 590,000 tonnes from the US and Canada. Over the medium to long term, Egypt's grain policy may also include elements of demand management. One of the reasons for its huge wheat demand is that the country has the world's highest bread consumption per capita; generous subsidies mean that bread can be purchased for as little as LE0.05 (€0.007). It is widely acknowledged that Egypt's subsidy regime cannot be maintained in its present state, given its cost to public finances and the market distortions it causes. Allowing prices for bread to rise would help control demand growth, but remain politically and socially sensitive.

In the short term, then, Egypt is likely to focus on increasing both domestic supply and ensuring that competitively priced and good-quality imports continue to flow.

EU contributes €5 million to help farmers maintain crop diversity

Date : 21 juin 2012

Source : FAO

URL : <http://www.fao.org/news/story/en/item/149683/icode/>

The European Union is contributing €5 million (6.5 million dollars) towards the Benefit-sharing Fund of the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture, FAO announced today, at a high-level ministerial meeting on the plant treaty at the Rio+20 United Nations Conference on Sustainable Development.

The Benefit-sharing Fund helps farmers in developing countries manage crop diversity for food security and climate change adaptation.

This is the single largest contribution made to the Benefit-sharing Fund since it was established in 2008. It will help to increase the capacity of smallholder farmers to manage traditional crops like potato, rice, cassava, wheat and sorghum.

"Plant genetic biodiversity is a key factor for sustainable agriculture. We share the commitment to ensuring that the world's ecosystems, and in FAO's specific case the world's agro-ecosystems, are healthy and sustainable," said José Graziano da Silva, FAO Director-General, at the 2nd High-Level Round Table on the International Treaty for Food and Agriculture at Rio+20.

The meeting focused on delivery of the Treaty's potential benefits for biodiversity, climate change mitigation, and sustainability. FAO hosts the Secretariat of the International Treaty which entered into force in 2001.

The European Union joined the Treaty in 2004 and this is the first time that a member of the Treaty which is not an individual country has contributed to the Fund. The funding package follows previous contributions from Australia, Germany, Italy, Norway, Spain and Switzerland.

The Benefit-sharing Fund is governed by 127 countries and addresses food security at a time when climate change and other threats are contributing to massive losses of crop genetic diversity. The Fund already supports projects in 21 countries by promoting innovative planning and practical solutions for the use of crop biodiversity in areas affected by climate change, rural poverty or food insecurity.

"We need full political and financial commitment in support of sustainable agriculture if we want to guarantee food security worldwide while ensuring the conservation of our natural resources, such as biodiversity," Dacia Cioloş, European Commissioner for Agriculture and Rural Development, said.

"In this context, strengthening the implementation of the International Treaty will be essential to face major challenges for food security such as climate change," he added.

"Farmers, as managers of genetic diversity, have much to offer both to their own communities and to the world at large thanks to their efforts to conserve and improve their crops through breeding and selection, and by making them available for use by others," said Lars Peder Brekk, Minister of Agriculture and Food of Norway and Chair of the High-Level Task Force of the Treaty.

The treaty recognizes "farmers' rights" and includes among them the right to participate equitably in benefit-sharing and in national decision-making about plant genetic resources.

"The participation of small-scale farmers and other stakeholders in this process, from civil society organizations to the private sector, is not only welcome but also necessary," said Graziano da Silva.

The plant genetics Treaty is constitutionally linked with the Convention on Biological Diversity and spearheads the cooperation of FAO with the Convention in the field of genetic resources. During the high-level roundtable, a joint cooperation initiative was announced between the Treaty and the CBD to further consolidate the governance of all plant genetic resources for food and agriculture under the Treaty in FAO.

Scientific criteria

"One of the Benefit-sharing Fund's unique features is the transparent process that governs the allocation of funds. After a wide announcement of each call, all the project proposals received for funding are evaluated according to established scientific criteria by international experts in order to fund the best projects," said Shakeel Bhatti, Secretary of the International Treaty.

Another key feature of the Fund discussed during the Second High-level Round table is its specific focus on conservation and sustainable-use activities in developing countries and regions which are not adequately funded in any other way. The contribution from the EU will make possible a range of activities, including:

- On-farm evaluation, selection and management of local and introduced seed varieties;
- Conservation of local and threatened varieties in national or international genebanks or the development of local and community genebanks;
- Documentation and sharing of local and indigenous knowledge that brings value to local crops and varieties;
- The transfer of technologies for conservation and sustainable use of plant genetic resources to farmers and selected institutions in developing countries;
- Establishment of links between farmers and communities elsewhere to promote the sharing of genetic material and information about that material, which will help farmers to respond to climate change.

Accord agricole Maroc-UE : ratification accélérée

Date : 22 juin 2012

Source : L'Economiste

URL : <http://www.leconomiste.com/article/895778-accord-agricolemaroc-ue-ratification-acc-l-r-e>

L'entrée en vigueur du nouveau traité agricole avec l'Union européenne coïncidera avec le lancement de la campagne d'exportation, au début du mois d'octobre, soit trois mois après sa ratification au Parlement, selon l'engagement convenu entre Rabat et Bruxelles. Les exportations d'agrumes et de primeurs profiteront donc de nouveaux paramètres et avantages apportés par ce nouvel accord patiemment négocié par les deux parties. D'ailleurs, le gouvernement accélère la procédure de la ratification par le Parlement, celle-ci devant intervenir au plus tard le 30 juin, selon une source proche du dossier. La Chambre des représentants devait se prononcer jeudi 21 juin.

Côté européen, l'envie d'aller encore plus vite est claire. Les services de Catherine Ashton, haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, avaient annoncé il y a deux semaines l'entrée en vigueur de l'accord pour le 1er juillet 2012. Période où les produits frais marocains ne sont pas présents sur les marchés européens. Par contre, la date correspond au démarrage de la campagne d'exportation des produits transformés d'origine végétale et animale dont l'essentiel bénéficie du libre-accès sans limitation des quantités.

Quels gains attendus pour le Maroc? D'abord, une plus-value douanière qui résulte de l'augmentation des quotas et de l'élargissement de la liste des produits bénéficiant du libre-accès sans limitation des quantités, dans les pays de l'UE. Ensuite, des recettes dues au maintien d'un niveau élevé de protection des filières marocaines sensibles. De plus, la plupart des produits agricoles du Royaume bénéficieront d'un accès libre au marché à l'exception d'une liste restreinte. Il s'agit de la tomate, l'ail, la clémentine, la fraise, le concombre et la courgette, des produits jugés sensibles par la partie européenne. L'accord prévoit, dès son entrée en vigueur, une augmentation immédiate des quotas de 20.000 tonnes pour la tomate, et de 32.000 dans quatre ans. Selon le même schéma, les quantités de courgettes seront revues de 30.000 et 36.000 tonnes et celles du concombre de 8.800 et 10.600 tonnes. Pour l'ail, la clémentine et la fraise, l'amélioration est respectivement de 500, 31.300 et 4.600 tonnes. Pour la tomate, produit extrêmement sensible, la hausse des contingents a été limitée et étalée sur 5 années. Ce quota intègre une pénalité de 30.000 tonnes infligée suite au dépassement du contingent dans le cadre du précédent accord. Le droit de douane appliqué à ce fruit sera le même, manière d'assurer une protection aux puissants producteurs européens (Espagne et Portugal).

Quant aux autres produits, le principe de la complémentarité des productions des deux côtés a été pour l'essentiel reconduit. Les calendriers actuels d'exportation ont ainsi été préservés de manière à limiter les télescopages avec les périodes de production communautaire. Il en est de même du système du prix d'entrée qui a été maintenu pour les agrumes et primeurs. Et pour prévenir une déstabilisation éventuelle du marché, il est prévu une mesure de sauvegarde et des mécanismes de concertation renforcée entre Rabat et Bruxelles. Ce dispositif serait activé s'il est relevé un accroissement significatif des importations sur le marché européen. L'accord énumère aussi une série de produits à accès libre sur le marché: l'huile d'olive, les haricots verts, la salade, les fruits à noyau, le melon et les vins. Mais un prix d'entrée est maintenu pour une dizaine d'autres représentant environ 10% de la valeur des exportations marocaines (Situation de 2008, année de référence). Sont notamment concernés, les pommes, les poires, le citron, les raisins de table, la nectarine, l'abricot, la pêche et les oranges. Le traitement est cependant différencié. La décision commune est de maintenir le prix d'entrée conventionnel pour l'artichaut et les oranges. Pour le raisin de table, les abricots et la pêche, il est prévu des prix conventionnels de 30% moins élevés que les prix d'entrée de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Alors que les autres produits sont soumis au prix d'entrée OMC. Le Maroc bénéficie également de la clause de la nation la plus favorisée en cas d'octroi d'un avantage à un pays tiers.

Concessions

Comme une négociation suppose un échange de bons procédés, des concessions ont été accordées à l'UE sans que le secteur agricole ne soit mis en danger.

Les produits laitiers provenant de l'Union entreront librement sur le marché marocain à l'exception du lait liquide et de la poudre de lait non écrémé. D'autres produits dits sensibles, comme l'huile d'olive, le concentré de tomate, les viandes et la charcuterie, sont soumis à des contingents tarifaires à leur entrée au Maroc.

Dans une certaine mesure, les autorités interprètent surtout les quelques ouvertures comme moyen de stimuler la concurrence pour améliorer la compétitivité de certaines filières. En effet, le gros des produits ne sera pas libéralisé avant une dizaine d'années. Trois groupes sont concernés. Le premier, à libéraliser sur 10 ans, porte sur les animaux reproducteurs et les semences.

Le deuxième groupe à libéraliser sur 5 à 10 ans: produits laitiers, œufs, légumineuses, biscuiterie, chocolaterie et confiserie. Pour les blés, lait et huile d'olive, des quotas sont prévus. Et pour le blé tendre, un produit dit social, aucune offre supplémentaire n'est accordée à l'UE qui demandait un alignement sur l'accord signé avec les Etats-Unis. Avec ce pays, les blés dur et tendre, de même que les pommes fraîches, sont soumis à contingents et bénéficient d'un traitement tarifaire préférentiel selon un calendrier propre à chaque produit. Pour les produits de la pêche, le Maroc aura toujours le libre-accès au marché européen. Alors que les pays de l'UE auront ce même accès pour le thon, les salmonidés, le hareng et le caviar. En revanche, une période de 10 ans est prévue pour les conserves de poisson, farine et poudre.

Deux rapports majeurs sur la réforme de la PAC très critiqués

Date : 22 juin 2012

Auteur : Jean-Sébastien Lefebvre

Source : EurActiv.fr

URL : <http://www.euractiv.fr/rapports-majeurs-reforme-pac-critiques-article>

Six mois après les propositions de la Commission européenne, c'est maintenant au tour du Parlement européen de se positionner sur la réforme de la politique agricole commune (PAC). Pas moins de trois rapporteurs se sont répartis le travail.

L'élu portugais Luis Manuel Capoulas Santos a hérité de deux dossiers phares sur les subventions agricoles (paiements directs) et le développement rural. Lors de la conférence de presse, mardi 19 juin, il s'est dit confiant et satisfait de son travail. Pourtant, en coulisses, ses projets de rapports sont critiqués. Certains élus comparent ces textes à celui d'Albert Dess, qui, en 2011, avait reçu une forte opposition, tout groupe politique confondu.

Système automatique

Dans les grandes lignes, les projets de rapport ne font que modifier à la marge les propositions de la Commission. Le socialiste souhaite par exemple donner la possibilité aux Etats de conditionner plus de 30% des aides directes au respect de normes environnementales (verdissement). Le texte de l'exécutif ne propose pas d'aller au-delà de ce pourcentage. Luis Manuel Capoulas Santos ne croit pas en l'efficacité d'un « menu » qui regrouperait une série de mesures écologiques et dans lequel chaque pays pourrait piocher. Il craint les distorsions de concurrence entre les agriculteurs. Son choix porte plutôt sur « l'introduction d'une certification écologique des exploitations agricoles », dans des « conditions à définir par la Commission », qui permettraient aux exploitants d'être automatiquement éligibles à la composante verte des subventions. Il souhaite élargir "les options qui ouvrent à l'éligibilité au paiement et en simplifier leur mise en œuvre". En cas de non respect des critères, le rapport prévoit que les sanctions ne peuvent dépasser les 30% de paiements conditionnés.

Certains assouplissements

L'exécutif européen veut établir à 300 000 euros le plafonnement des aides. Le rapport prend soin d'exclure du barème les coopératives et d'augmenter un peu la dégressivité de la tranche située au-dessus de 250 000 euros. Pour protéger leurs grandes exploitations, certains Etats, comme l'Allemagne, refusent toujours l'introduction de cette mesure. Alors que Commission propose de réserver 7 % des terres à la constitution de surfaces d'intérêt écologique, le député souhaite seulement appliquer la règle aux exploitations de plus de 20 hectares et faire passer le taux à 5% dans certains cas (prise en compte de cultures qui fixent l'azote par exemple).

Double mécanisme

Face à la presse, le député a insisté sur la convergence des aides entre les anciens et nouveaux pays membres. Le projet de la Commission propose d'augmenter de 30% les subventions des exploitations qui reçoivent moins de 90% de la somme moyenne perçue par les agriculteurs en Europe, c'est-à-dire 269 euros par hectare. Luis Manuel Capoulas Santos propose un système plus gradué. « Après l'application de ces mécanismes, aucun Etat membre ne devrait percevoir moins de 65 % de la moyenne de l'Union », explique l'élu.

Nombreux amendements à venir

"Cette proposition n'améliore pas l'harmonisation et ne satisfait personne", regrette pourtant le député européen José Bové (Verts/ALE, EELV). De son côté, le vice-président de la commission Agriculture du Parlement critique les propositions du rapport de M. Santos sur le verdissement. Selon lui, "il n'y a pas de volonté de faire progresser les propositions de la Commission (...). Il y a un énorme travail de réécriture si le Parlement veut avoir un positionnement offensif" face aux Etats. Même son de cloche chez les socialistes. Le sentiment général est que le rapporteur a cherché dès le départ des "positions médianes", a confié l'élu belge Marc Tarabella qui a aussi prévu de déposer de nombreux amendements. Beaucoup de députés estiment que le texte proposé va moins loin que les positions votées par le Parlement depuis deux ans. Pour Michel Dantin, spécialiste de l'agriculture à la délégation UMP, le système de convergence des aides envisagé par le rapport est défavorable à la France et à l'Allemagne, ce qui n'est pas acceptable. Il plaide aussi pour que le conditionnement des aides au respect de l'environnement se fasse en trois ans. "Les exploitations agricoles sont des entreprises, il faut que l'ajustement soit graduel".

Les élus ont maintenant trois semaines pour déposer des amendements afin de revoir le texte de fond en comble. La date butoir a été fixée au 9 juillet. Le président de la commission Agriculture, Paolo de Castro (socialiste italien) souhaite débiter les négociations entre les groupes politiques en septembre 2012. Elles devraient durer deux mois avant le vote d'un texte de compromis, qu'il espère aussi large que possible, pour permettre au Parlement d'être en position de force pour négocier avec les Etats